

Présents : Lalmand, Dispy, Clineur, Terfve, Marteau, Dejace, Van Hoorick
Van Aerschot.

Excusés : Lahaut en congé, Borremans en congé, Goenen malade.

Ordre du jour : Grâce

Victimes de la guerre,
Travail Parlementaire.

En ouvrant la séance, le camarade Lalmand insiste pour que les réunions se tiennent à jour fixe et commencent à l'heure. Les Conseil des Ministres semblent se réunir régulièrement le lundi pour examiner successivement la situation dans les divers départements, il s'agira de choisir un autre jour. Le Sec fera des propositions. Le camarade Dispy propose lettre aux camarades retardataires.

1.- Rapport Dejace sur la Grâce.-

Dejace a rencontré un représentant des syndicats grecs qui a demandé que le Parti prenne officiellement position.

Dejace donne lecture d'extraits d'un rapport de la Fédération Mondiale des Syndicats. Le C.G.T. grecque actuelle a été constituée en remplacement de celle sortie de la guerre considérée comme trop communiste. L'actuelle CGT comporte des éléments de toutes tendances plus démocratiquement conformes au décret sur les organisations ouvrières. Le Gouvernement vient de décréter la dissolution de cet organisme comme ne représentant pas les travailleurs helléniques. Malgré les promesses faites par Saldaris à Jouhaux de reporter les mesures prises, les 4 secrétaires ont été arrêtés sous l'inculpation de vol et traduits devant tribunal d'exception. Une loi sur l'ordre public vient de créer des tribunaux spéciaux, 13 sentences de mort ont été prononcées en juillet et 24 en août. 100.000 mandats d'arrêt ont été lancés. Des bandits monarchistes assassinent. Ces faits constituent la préparation du plébiscite pour le retour du Roi.

La FSM proteste contre les mesures arbitraires prises, demande commission d'enquête et espère que des mesures seront prises à la Conférence de la Paix si les faits relevés s'avèrent exacts.

Dejace a essayé de faire voter une résolution par le Bureau de la FGTEB mais s'est heurté à l'indifférence. Il demande que le Parti rédige une motion appelant les travailleurs à manifester leur sympathie.

Marteau.- Devant l'opposition du bureau de la FGTEB, le travail doit se faire par la base, par les syndicats.

Signale que bientôt le Conseil de Cabinet sera appelé à entendre rapport de Spaak. Il faudrait exiger que le texte de son discours sur la question espagnole soit communiqué et que sa position soit définie. Spaak doit réclamer la rupture avec Franco. Si elle n'est pas obtenue, il doit se ranger résolument aux côtés des nations qui la demandent, telles la France, la Yougoslavie, la Pologne, l'URSS et ne plus soutenir les anglais qui désirent le maintien de Franco.

Nous pourrions également discuter de la position que nous prendrons dans l'affaire Grecque. Les anglais veulent y créer une tête de pont contre les démocraties de l'Est et contre l'URSS.

Si le PSB risque de ne pas donner son accord pour marcher avec nous, il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il existe des éléments socialistes qui ne voient pas d'un bon oeil ce qui se passe en Grèce.

Van Hoorick.- Propose de relier la question grecque à la question Iéopolitienne. Signale les manifestations qui ont eu lieu en Flandres. 15 à 20.000 personnes à Invers, 5 à 8.000 à Gand, manifestations à Hasselt et à Alost.

Ne profiterions-nous pas de nos contacts avec les partis pour soulever la question grecque?

Dispy. - L'entrevue avec libéraux et socialistes n'a pas encore eu lieu. Les socialistes subordonnent leur accord à celui des libéraux qui n'ont pas encore donné leur accord.

Le FGTB a répondu avec pertes et fracas à nos propositions, ne voulant pas se mêler de questions politiques....

Propose que le bulletin de la FSI soit communiqué à tous les membres du BP et mis à la disposition des membres du CC.

Un communiqué sera publié.

La solidarité doit se manifester par des réunions syndicales et le vote de motions.

Il faudrait créer un mouvement des amis de la Grèce, mais nous manquons d'éléments.

Lalmond. - Ne pense pas que les contacts avec les autres partis puissent être utilisés pour la question grecque sur laquelle on rencontrera moins encore d'unanimité.

En ce qui concerne les syndicats, la question grecque doit être présentée devant de larges masses ouvrières. Pour la direction de la FGTB nous devons insister et au besoin demander aux socialistes qu'ils interviennent auprès du Bureau FGTB.

D'accord pour constitution Amis de la Grèce.

D'accord pour ordre du Jour qui sera rédigé par Dejace et remis à Dispy. et le Secrétariat.

Nous prendrons position dans le DR sur la question grecque.

Discours de Spaak à l'ONU. Marteau pourrait utilement intervenir.

Dispy est chargé de répondre au télégramme de Passionaria au nom de l'assemblée de dimanche.

II.- Rapport de Dispy sur Travail Parlementaire.

Nous sommes à la veille de la rentrée, il s'agit de faire le bilan de notre activité.

Nous avons toujours fait preuve d'une réelle unité de vues. Assiduité satisfaisante. Les tâches ont été réparties selon la composition des commissions afin d'amener les camarades à se spécialiser. Le camarade Demoulin s'est distingué par son inaction. Suite à la participation au Gt nous avons été amenés à reconstituer le Bureau du groupe. Notre préparation des travaux est insuffisante. Les discours ont été caractérisés par un manque de préparation. Les commissions techniques ne nous aident pas suffisamment.

Mais nous manquons surtout de programme. Nous devons pour l'avenir élaborer un programme de façon à ce que nos parlementaires puissent se préparer. Le PSB a élaboré tout un programme. Je propose que pour la fin du mois d'octobre, d'accord avec nos députés, nous présentions au B.P. un programme. Je propose que Demany, Fernand Jack Sironval et Taillard se spécialisent dans le travail parlementaire. Demany, secrétaire du groupe, n'est pas assez assés à son travail.

En ce qui concerne la popularisation du travail de nos parlementaires, nous utilisons mal le D.R. Les compte-rendu sont généralement mal faits. Il faudrait ou bien re placer Dusser ou l'éduquer. Nos parlementaires devront faire de nombreux compte-rendus dans leurs régions. Cela se fait en général. Nous ne popularisons pas assez le travail de nos parlementaires, nos projets passent simplement au Moniteur, alors qu'il faudrait populariser par des conférences. Il y a chez nos camarades un certain courant "a-parlementaire". Il faut lier les actions au travail parlementaire.

3.

Il faudrait qu'à l'avenir les problèmes qui seront discutés à la Chambre soient popularisés dans le pays, notamment, les PP les Sinistrés.

Nos camarades devraient avoir un esprit plus combattif et s'imposer plus qu'ils ne le font. Ainsi, ils devraient jouer un rôle dans les commissions. La situation est toute différente au Sénat où nos camarades jouent un rôle beaucoup plus important.

Marteau.- Marque son accord avec Dispy. Nos copains sont trop nouveaux. Cependant il faut veiller à la qualité des interventions. Cite ~~l'interlocuteur~~ les mots de VenderVelde concernant Glineur :

"C'est un parlementaire ouvrier qui parle de questions qu'il connaît sans emphase et en toute simplicité, je regrette qu'il ne soit pas sur nos bancs."

Demande que nos camarades se spécialisent, notamment en matière de Sécurité sociale, non seulement sur ce qui se fait en Belgique mais à l'étranger et plus spécialement en URSS.

Nos camarades ne s'intéressent pas assez aux questions qui sont discutées, ainsi, c'est un socialiste qui a été désigné pour rapporter sur les projets Terfve, parce qu'il avait fait des interventions prouvant qu'il s'occupait de la question.

Il faudrait détecter les qualités de chacun et spécialiser les copains selon leurs aptitudes.

Glineur.- D'accord avec remarques de Dispy et Marteau. Il faudrait en effet des spécialistes notamment en Sécurité sociale, affaires économiques, affaires étrangères. Malheureusement, nos camarades se trouvent généralement placés devant des tâches trop nombreuses et trop importantes, ainsi, il sera difficile à Georges Glineur secrétaire politique d'une grosse fédération, de se spécialiser, comme on le lui a demandé en matière d'assurances sociales.

Nos camarades se contentent trop souvent de déposer un projet de loi, puis ne s'en occupent plus. Il y a toute une procédure à suivre pour les faire voter.

Top de nos parlementaires ne jouent un rôle actif, ni au Parlement ni au Parti : Demoulin, Degeer, Struvay, Deville. Alice Degeer est vice-présidente d'une commission et elle ne fournit aucune rapport. En ce qui concerne Dusser, je pense que plutôt que de le remplacer, il faudrait le guider dans son travail. C'est une camarade qui a du talent et qui pourrait être mieux orientée. Nous devrions, dans notre presse, faire une plus large utilisation des questions et réponses.

Projets en cours :

Proposition de loi sur la réforme des allocations familiales,
" " " modification de l'arrêté loi en matière de pensions de vieillesse.

Proposition de loi sur rééquipement ménager pour pensionnés.

Proposition de loi sur les loyers,

Proposition sur le travail des inciviques emprisonnés,

Proposition pour l'application de nos propositions au Congrès Wallon.

Il y a étalé la question de l'éco. Avons essayé d'avoir projet commun avec socialistes et libéraux, mais n'avons pas réussi.

Signale qu'il y a pour la direction des allocations familiales 3 candidats, tous PSC il faudrait trouver un candidat de gauche.

Van Aerschot.- Demande que l'on essaye de trouver des projets de loi d'un genre nouveau, qu'on s'intéresse à de nouvelles couches de la population, notamment, les pêcheurs demandent le droit de vote lorsqu'ils sont en mer.

Propose dans le DR et la RV une chronique intitulée "La Semaine Parlementaire".

Terfve. - Marque son accord sur le fait que les copains sont insuffisamment préparés, notamment Trère pour le Ravitaillement. Il faut un meilleur fonctionnement du Bureau. Pourrions obtenir beaucoup plus de certains copains, notamment Demany. Il y a moyen de savoir, avec une certaine habitude, que les différents problèmes passeront à certaines dates. Dans ces conditions, les copains peuvent être amenés à se préparer plus longtemps à l'avance. Il faudrait qu'on arrive à trouver un spécialiste des interventions non préparées, car il arrive souvent que l'on est amené à intervenir sans préparation. En ce qui concerne Dussor, il faut la prendre en main.

Van Hoorick. - D'accord avec les critiques. Travail médiocre. Les parlementaires devraient être plus tenus en main par le Bureau. Dans nos interventions, notre ton est trop agressif. Il y a un langage parlementaire. Nous pouvons obtenir tout autant en étant plus aimables, mais aussi plus fermes. Les discours écrits manquent souvent de vie. Les parlementaires doivent essayer de se lier plus aux parlementaires démocrates. Inciviques. - La commission flamande s'en est déjà occupée, la question devra être soumise au BP et le Parti devra prendre position. Popularisation. - Meilleure, par presse et par conférences d'information. Ainsi mon intervention sur la paysannerie a été diffusée à 1.000 exemplaires gratuits de Boerenstrijd dans la région d'Alost.

Lalmand. - Tenant compte de l'inexpérience de notre fraction, il est certain que c'est le Bureau qui doit guider le travail beaucoup plus qu'il ne le fait.

Demany, secrétaire du Bureau n'est pas assez lié au travail du Parti et imprégné de son esprit.

En ce qui concerne les "spécialistes" ils devraient participer très activement aux travaux de la commission technique correspondante. Les réunions du groupe parlementaire devraient être consacrées exclusivement au travail parlementaire et parfaire la formation technique de nos copains, notamment en ce qui concerne le mécanisme du travail parlementaire.

Glinckx a raison de dire que nous ne nous intéressons pas assez aux projets lorsqu'ils sont déposés.

En ce qui concerne les interpellations il faut en effet soigner la forme, mais il faut aussi être très sûr du contenu. La Chambre n'est pas une salle de meeting. D'accord qu'il ne faut pas multiplier les interventions. Il faut utiliser les plus qualifiés et ne pas faire parler systématiquement tous les camarades. A remarquer que la personnalité de celui qui intervient joue un grand rôle.

Spécialistes. - Je crains que les SP et S.Org. puissent difficilement devenir des "spécialistes", bien qu'il ne faille pas dissocier le travail parlementaire du travail de militant du Parti.

Dussor. - C'est une bonne journaliste, il suffirait qu'un député et un sénateur la voient après chaque séance.

Semaine Parlementaire dans notre presse. - Excellente suggestion; la fraction parlementaire devrait désigner un sénateur et un député responsables.

D'accord pour présentation d'un programme pour fin octobre.

D'accord pour spécialisation de Sironval.

Dispy. - Tout peut être ramené au programme qui sera exposé au BP par le Bureau. Insiste sur la question des spécialistes. Toutes les suggestions faites seront retenues.

Lalmand signale que De Groot est disposé à examiner sérieusement la question de nationalisation des charbonnages. Il faudrait que Glineur se mette en rapport avec lui pour discuter son projet. De même, il faudrait que le camarade qui a déposé le projet de nationalisation de la Banque nationale se mette en rapport avec Vauthier.

Terfve signale que Libois devrait présenter au secrétariat un rapport sur la question de la Banque d'Emission.

Marteau. - Intervient concernant la commémoration du 22. La réunion aurait dû se terminer à midi. L'audibilité était mauvaise. Il y a eu trop d'interventions, trop longues, un court discours flamand suffisait, le discours de Lalmand était trop long et pas tout-à-fait approprié. Il faudrait qu'à l'avenir on s'organise mieux, car il est à craindre que nous ne parvenions plus à réunir autant de monde si nous ne répondons pas mieux à ce que les gens attendent de nous.

Glineur. - La question sera examinée au Secrétariat.

Rapport Terfve sur travail Département Reconstruction.

Le statut des PP a obtenu l'approbation de la fédération des PP. Il a passé ensuite par Comité ministériel restreint, puis par Conseil des Ministres et enfin par la Commission de la Chambre. Celle-ci a fait sauter l'article 21 qu'il faudra présenter à nouveau par un amendement. Le PSC à la Commission ne semblait pas bien organisé.

L'organisation des PP est assez irrégulière. Le P. n'a pas fait un travail systématique. Certaines fédérations sont très bien, d'autres moins.

Le travail du P. à la direction des PP est meilleur, malheureusement, les camarades manquent de relief : Canivet, Marchoux, Rivière. Le camarade Beckers est malheureusement critiqué, c'est du semble-t-il à une cabale. Borremans qui est président d'honneur et jouit d'un gros crédit n'assiste malheureusement pas aux réunions de Comité où il pourrait contrer l'influence de Gillet.

Prisonniers de Guerre. - Cette question dépend de la Défense Nationale. Nous proposons une pension, non pas pour les seuls P.G. mais pour toutes les victimes de la guerre. Nous demandons la réparation unique, il ne peut s'agir de "récompense", pour cela il y a des récompenses d'un autre ordre.

Le statut de la Résistance sera examiné incessamment. Vauthier semble acquiescer à l'idée de la pension unique, la D.N. pas. Cette position est cependant fort populaire.

Dommages de guerre. - Le projet déposé ~~xxxxx~~ est tout différent des précédents. Il est tout à l'avantage des petits sinistrés. Somme parvenue à avoir une position homogène au Gt. Avons obtenu que le coefficient de vétusté ne soit pas appliqué à des gens à revenu de moins de 30.000 frs, ce qui aurait exclu toute une série de petits pensionnés etc...

Il faut bien désigner une petite commission qui, avec des fonctionnaires de son département, examinerait les demandes à apporter aux projets.

Nous pouvons nous attendre à une sérieuse attaque du PSC. Les petits sont généralement d'accord avec la réparation partielle, parcequ'ils savent qu'il y a pour eux le moyen d'obtenir l'entière.

Ce projet n'étant encore qu'à l'état de projet, il a fallu sortir une série d'arrêtés permettant de procéder à la reconstruction. Nous avons procédé à des avances de la valeur de 38 et des crédits pour 2 fois la valeur de 39, ceci pour des prioritaires sur la base de l'importance des revenus.

Nous nous trouvons actuellement dans une situation étrange, assez de matériaux et de main d'œuvre, mais pas assez de demandes de sinistrés. C'est dû : à une méconnaissance de sinistrés de leurs droits, à un sabotage éhonté des administrations communales et des coopératives. La meilleure façon de démarrer c'est de trouver des noyaux de sinistrés qui font leurs demandes, cela fait tâche d'huile ensuite.

Dans le domaine des ~~xxxxxx~~ constructions dirigées les résultats n'ont pas donné ce qu'on pouvait espérer, le copain chargé de ce travail ayant été submergé. Il y a cependant toute une série de constructions en cours. Les demandes de maisons seront certainement supérieures aux disponibilités, les sinistrés évitant ainsi les difficultés de construction.

Nous avons eu à solutionner le problème de l'hébergement du bétail qui a augmenté considérablement au cours de l'été. Nous avons construit des étables collectives. Nous en aurons 800 dans 30 jours pouvant abriter 10.000 bêtes.

Travail Parti.- Dans toutes les coopératives, nous avons des copains ou sympathisants. Malheureusement, souvent les copains ne sont pas fort à la hauteur. Il règne dans les fédérations un dangereux esprit d'apicalisme.

Disby.- Il y a un projet du Bus de Varnafte sur les P.G. Lahaut ayant déclaré au cours de la campagne électorale que nous étions d'accord avec toutes les revendications des P.G. nous nous trouvons maintenant dans une situation difficile. Leurs revendications sont nettement démagogiques. Ils veulent 500frs par mois de captivité, or le Gt propose 100frs par mois à partir du 13e mois jusqu'à la libération du pays. C'est évidemment trop peu. Il est question que les officiers renonceraient à l'indemnité à laquelle ils ont droit pour permettre de faire face aux revendications des P.G.

Glineur.- Pour lutter contre le sabotage des communes, il faudrait exiger un dossier sur lequel on inscrirait les demandes entrées.

Van Hoerick.- Il faudrait beaucoup plus populariser les réalisations du département Terfve. Signale que l'on construit beaucoup de maisons sans autorisation.

Van Aerschot.- Signale que beaucoup de gens ont confié leurs intérêts à des agences qui freinent.

Lelmand.- En conclusion, il faudra :

1° Ecrire une lettre à Borremans, le priant d'assister aux réunions de la fédération des PP.

2° Convoquer une commission de travail pour l'étude des amendements aux projets Terfve.

3° Le département de Terfve, en collaboration avec l'organisme compétent du Parti, devrait faire un bref tour d'horizon permettant de donner des directives pour le travail futur et pour la presse.

Terfye. - Il est fort difficile d'entrer en lutte contre les autres constructions, car, aussi longtemps que les sinistrés ne rentreront pas leurs demandes, nous ne pouvons pas risquer de provoquer le chômage....
 On nous a posé la question d'assimiler les prisonniers de début 40 aux PP, c'est à mon sens pratiquement impossible.
 Le BP marque son accord sur ce point.

=====:

I.- Grèce.-

- 1) Le Bureau Politique publiera une résolution Dejacé-Dispy
- 2) Des réunions syndicales devront être organisées au cours desquelles des résolutions seront votées et envoyées à l'ambassade de Grèce.
- 3) Notre position sur la question grecque sera publiée dans notre presse.

II.- Travail parlementaire.-

- 1) Le Bureau sera appelé à jouer un rôle plus actif, dirigeant le travail des députés. Fernand Jack, Sironval et Taillard ainsi que Demany seront appelés à consacrer plus de temps au travail parlementaire.
- 2) Le Bureau présentera à la fin octobre un programme de travail.
- 3) Le travail de nos parlementaires devra être popularisé plus largement, notamment par des meetings.
- 4) Dusser sera vu après chaque réunion par un député et un sénateur qui orientera le sens de ses articles.
- 5) Le D.R. et la R.V. publieront chaque semaine la "semaine parlementaire". Un député et un sénateur seront désignés pour signaler les points à traiter. *f. donner un schéma*

III.- Victimes de la guerre.-

- 1) Une lettre sera adressée à Borremans, le priant d'assister régulièrement aux réunions de la Fédération des PP Lalmand.
- 2) Une commission de travail sera convoquée pour étudier des amendements à apporter aux projets de Terive. *Duhy-*
- 3) Le Dpat de Terive, en collaboration avec l'organisme compétent du Parti sera un tour d'horizon qui servira à l'élaboration de directives et à la presse.
- 4) Les droits des sinistrés et les démarches à faire seront largement popularisés dans notre presse.

IV.- Divers.-

- 1) Un télégramme sera adressé à la Passionnaria Dispy.
- 2) Marteau interviendra au Conseil des Ministres sur le discours de Spaak à l'ONU. *Marteau*
- 3) Réformes de structure des charbonnages.- Glineur ira voir ~~Vauthier~~ afin de discuter avec lui de son projet. De Groot
- 4) Nationalisation de la Banque Nale.- Le camarade ayant déposé le projet de nationalisation ira voir Vauthier. Régler/Dispy
- 5) Banque d'émission.- Terive verra Libois et lui demandera un rapport pour le Secrétariat de la semaine prochaine.
- 6) Organisation du travail du B.P.
 - a) le jour des réunions devra probablement être changé.
 - b) A chaque réunion, bref communiqué dans le D.R. et RV
 - c) Les décisions prises seront notées et communiquées le lendemain aux membres du B.P.
 - d) Les trois départements ministériels restants seront passé en revue à tour de rôle ~~XXXXXXXX~~ au B.P. On commencera par la Santé Publique.
 - e) Les retardataires aux réunions se verront adresser une lettre.

Prochain B.P. samedi prochain 28 courant

Ordre du Jour : Situation Politique Lalmand
Campagne électorale Glineur-Dispy.

I.6 Grèce.-

- 1) Le Bureau Politique publiera une résolution ^{demain} Dejacé-Dispy.
- 2) Des réunions syndicales devront être organisées au cours desquelles des résolutions seront votées et envoyées à l'ambassade de Grèce.
- 3) Notre positions sur la question grecque devra être popularisée dans notre presse.

II.- Travail parlementaire.-

- 1) Le Bureau sera appelé à jouer un rôle plus actif, dirigeant le travail des députés. Fernand Jack, Sironval, Taillard et Demany seront appelés à consacrer plus de temps au travail parlementaire.
- 2) Le Bureau présentera à la fin octobre un programme de travail.
- 3) Le travail de nos parlementaires devra être popularisé plus largement, notamment par des meetings.
- 4) Dusser sera vue après chaque séance par un député et un sénateur qui orienteront le sens de ses articles.
- 5) Le D.R. et la R.V. publieront chaque semaine "La Semaine parlementaire". Un député et un sénateur seront désignés pour signaler les points à traiter.

III.- Victimes de la guerre.-

- 1) Une lettre sera adressée à Borremans, le priant d'assister régulièrement aux réunions de la Fédération des P.P. Lalmand
- 2) Une commission de travail sera convoquée pour étudier des amendements à apporter aux projets de Terfve.
- 3) Le Dpt de Terfve, en collaboration avec l'organisme compétent du Parti, fera un tour d'horizon qui servira à l'élaboration de directives et à notre presse.
- 4) Les droits des sinistrés et les démarches à faire, seront largement publiés dans notre presse.

IV.- Divers.-

- 1) Un télégramme sera adressé à la Passionaria Dispy.
- 2) Marteau interviendra au Conseil des Ministres sur le discours de Spaak à l'ONU.
- 3) Réformes de structure des charbonnages.- Glineur ira voir De Groot afin de discuter avec lui de son projet.
- + 4) Nationalisation Banque Nale.- Le camarade qui a déposé le projet de nationalisation ira voir Vauthier. A régler par Dispy
- 5) Banque d'émission.- Terfve verra Libois et lui demandera un rapport pour le Secrétariat de la semaine prochaine.
- 6) Organisation du travail du B.P.
 - a) Le jour des réunions devra probablement être changé.
 - b) A chaque réunion, bref communiqué dans le DR et la RV
 - c) Les décisions prises seront notées et communiquées aux membres du BP dès le lendemain.
 - d) Les Trois départements ministériels restants seront successivement passés en revue. On commencera par la Santé Publique la semaine prochaine.
 - e) Les retardataires aux réunions se verront adresser une lettre.

Prochain B.P. samedi prochain 28 courant.

Ordre du Jour : Situation politique
Campagne électorale

Lalmand.
Glineur-Dispy.

Lalmand

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

25/9/46

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux Membres du Bureau Politique.

Chers Camarades,

Le Conseil des Ministres se réunissent à nouveau le jour prévu pour le Bureau Politique, soit samedi prochain, nous nous trouvons dans l'obligation de reporter notre réunion à mercredi prochain 2 octobre, à 9 heures précises.

Ordre du Jour :

Situation Politique
Campagne Electorale

Lalmand,
Glineur-Dispy.

Nous vous envoyons ci-joint le relevé des décisions prises au cours du Bureau Politique du 24/9.

Bien fraternellement.

E. Lalmand
E. Lalmand.

October 46

BP02_1946_10

Rappel décisions du B.P. précédent:

- 1° Les réunions pour la grâce ont-elles eu lieu dans les syndicats. Dejace.
- 2° La commission de travail pour l'étude des amendements au projet Terfve est-elle réunie? Terfve.
- 3° Le Dpt Terfve a-t-il fait le rapport pouvant servir de base à des articles dans la presse et à des directives. Terfve.
- 4° A-t-on procédé à la vulgarisation des droits des sinistrés dans toute la presse? De Groot Terfve.
- 5° Le camarade Glineur a-t-il vu ~~Vanthier~~ pour la nationalisation des ~~charbonnages~~ charbonnages? Glineur Dispy.
- 6° Le camarade Dispy a-t-il réglé l'entrevue avec Wauthier pour la nationalisation de la Banque Nationale. Dispy.
- 7° Terfve a-t-il vu Libois pour la Banque d'Emission? Terfv.

Bureau Politique du 4/10

Elections Communales.

- 1° Réunion des Secrétaires Politiques sur les questions communales et la presse le lundi 7 courant Glineur Dispy.
- 2° Intensification des contacts avec les fédérations et les sections par l'application des méthodes employées au cours de la campagne électorale. Tâche à répartir immédiatement entre les camarades de la Commission des Mandataires, l'organisation et les Cadres. Glineur-Dispy.
- 3° Attirer l'attention des parrains sur l'importance de la question Glineur-Dispy.
- 4° Le CC sera réuni dans un délai assez court, à fixer par le Sec. Dispy.
- 5° Entamer une campagne de presse en vue des élections Dispy.
- 6° S'occuper plus spécialement des communes dans lesquelles l'unité s'est réalisée. Glineur
- 7° Organiser des meetings de concentration Herssens-Dispy.

Divers.

- 1° Le rapport de Lalmand devra être donné au prochain CC.
- 2° Le discours de Lalmand à la radio sera publié en brochure Herssens
- 3° Relecon.- Il lui sera communiqué qu'il ne peut prendre la parole en public. Glineur.
- 4° Joye.- Il sera remis au travail au D.R. en qualité de journaliste, lors de sa présentation à la rédaction, il sera bien stipulé que cela ne constitue pas une réhabilitation Dispy.

10 novembre Santa Publique
Une brochure sera éditée

=====

J. Maréchal

46.053

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

Lalmand.

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

7/10/46

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique.

Chers Camarades,

Le Bureau Politique se réunira demain, mardi
8 courant à 19h30.

Ordre du Jour :

Santé Publique

Dr Marteaux.

Nous comptons sur votre présence à l'heure
précise et je vous prie de croire à mes sentiments fraternels.

E. Lalmand

E. Lalmand.

- 1° Rapport au CC. - Il faudra y souligner l'importance des élections pour l'avenir du pays. Se montrer particulièrement enthousiaste.
Glineur.
- 2° Travail des parrains et des collaborateurs. - Des rapports succincts devront être présentés après chacun des déplacements afin que l'on puisse suivre continuellement le travail. Ils devront veiller spécialement à la rentrée des documents officiels.
Glineur.
- 3° Vérifications des listes de candidats par les cadres nationaux. - Toutes les listes rentrées à ce jour devront être liquidées pour lundi soir. A l'avenir, les listes devront être renvoyées le jour-même.
Glineur.
- 4° Manifeste Propagande électorale. - A l'issue du CC un manifeste sera publié. On en fera une affiche et, de plus, on éditera une affiche pour les femmes. Ces deux affiches seront annoncées dans le LR et commandée sera passée directement par les sections au Centre. L'argent sera envoyé en même temps que la commande.
Herrensens.
- 5° Radio. - Les deux prochaines émissions seront consacrées aux élections, deux d'entr'elles aux femmes.
Herrensens.
- 6° Programmes électoraux communaux. - L'embouteillage étant à craindre, les parrains pourront être chargés du contrôle.
Glineur.
- 7° Listes de Résistance. - Il ne peut en être question, la résistance n'est pas un parti.
- 8° Campagne d'abonnements. - Dispy fera un exposé sur cette question au CC afin d'atteindre les 20.000.
- 9° Taux des cotisations et ristournes. - Le soutien sera abandonné aux 1^{ères} sections qui répartiront entre elles et les sections à raison de 60 et 40%.
La quote part du centre, en compensation, dans les cotisations, sera augmentée : elle passera de 75 à 83%.
Sextienx
Hutse fera un exposé au CC à ce sujet.

Reponse J. L. L. p. Ce

L'appréciation que nous avons donnée à notre dernière session du C.C., sur l'importance politique exceptionnelle des élections communales, s'est confirmée au cours de ces derniers mois et en particulier au cours de ces dernières semaines.

Il ne fait aucune doute que c'est le sort même de la démocratie qui sera l'enjeu de la bataille électorale du 24 novembre prochain.

Les questions de personens et de revendications locales, qui sont de première importance en période normale, seront reléguées au second plan.

Le P.S.C., qui a participé au pouvoir pendant plus de 60 ans, ne peut pas digéré que depuis 9 mois il est écarté définitivement de celui-ci.

Pendant cette longue période de participations au pouvoir, le P.S.C. a mis des milliers de ses agents, aux principaux postes de commande dans les Ministères qu'ils ont occupés.

Dans le rôle d'opposition du P.S.C. au gouvernement, ces agents jouent un rôle considérable dans le sabotage de l'application des décisions et autres mesures gouvernementales.

Ce fut le cas dans les mesures prises par le Gouvernement en ce qui concerne la location des compteurs d'électricité du gaz, des charbonnages etc.

Ce sabotage s'est précisé plus particulièrement en matière de Ravitaillement, où le P.S.C., ne se contentant pas de cette méthode, s'efforçait et continue ses efforts encore aujourd'hui pour fomenter des grèves de paysans et de bouchers.

Cette politique négative du P.S.C. ne vise qu'à renforcer la barrière des prix établis par le Gouvernement, déséquilibrer la politique des prix et salaires et provoquer la dévaluation de notre monnaie.

L'autre objectif poursuivi par le P.S.C. c'est de diviser et dresser les paysans contre les travailleurs de nos régions industrielles et vice-versa.

Leur plan de sabotage et de désunion a échoué par suite de la clairvoyance et des initiatives prises par notre Ministre du Ravitaillement, notre secrétaire général le Cde Lalmand, à qui en cette occasion nous tenons à lui rendre l'hommage le plus mérité et le renouvellement de notre entière confiance.

La basse et ignoble démagogie du P.S.C. sur le ravitaillement de notre pays, ne trompera jamais personne et ne pourra jamais effacer le fait, réel et tangible, que de tous les pays libérés de l'occupation nazie, et en dépit des contingences internationales que nous sommes tenus à respecter, c'est la Belgique qui se trouve en meilleure posture au point de vue ravitaillement.

L'agitation léopoldienne, particulièrement en Flandre, la protection d'un Schussnig par le P.S.C., l'espoir des traîtres et des kollaborateurs, dans les prisons et ceux qui sont encore en liberté, prouve à suffisance la position politique et réactionnaire des principaux dirigeants de cet Ancien Parti Catholique.

Cette campagne de presse et d'interpellation au Parlement, fait partie intégrante de la campagne électorale pour les élections communales.

Le P.S.C. pose sa candidature au gouvernement à l'occasion de ses élections, ce qui prouve une fois de plus ce que nous disions il y a un instant, que l'enjeu des élections communales débordera largement le cadre des revendications communales.

Le P.S.C. veut revenir au pouvoir pour satisfaire les exigences et les intérêts de la réaction:

- 1) Liquider la question royale en leur faveur
- 2) Opérer à leur aise contre notre franc
- 3) Mener à leur aise une politique de regression sociale comme ils l'ont fait pendant 60 ans.
- 4) Classer les communistes du Gouvernement.

Pour s'en convaincre il n'y a qu'à prendre connaissance des débats de l'assemblée générale de cloture du P.S.C. de l'arrondissement de Bruxelles.

C'est M. SEGHERS qui a souligné que la question royale n'était pas terminée et la nécessité de recourir à une consultation populaire.

C'est ce même Monsieur qui a vivement attaqué les communistes.

C'est Monsieur STRUYE, qui déclare: "posé la candidature du P.S.C. au Gouvernement à l'occasion des élections communales" en soulignant que "rarement dans l'Histoire politique de notre pays des élections communales auront revêtu une importance aussi vitale."

Ce même Monsieur STRUYE s'est également attaqué à notre Parti, et les élections communales, poursuivait-il "doivent constituer un coup de barre contre le communisme".

Et enfin, le chef du groupe sénatorial du P.S.C. déclarait encore à cette réunion: "Les élections communales doivent faciliter la constitution d'un gouvernement possédant une majorité plus large et plus stable".

Calomnies et démagogie seront utilisées pour tromper les électeurs et surtout les électrices qui composent la majorité du corps électoral.

Les électeurs et les électrices sauront défendre victorieusement devant cette démagogie effrénée de la réaction, les réalisations apportées par le Gouvernement des Gauches depuis 8 mois qu'il est au pouvoir.

Et ce, en travers des pires difficultés et d'une période d'après guerre qui nécessitait la remise sur pied de toute notre économie nationale.

Certes nous sommes encore loin de compter où toutes les couches des masses laborieuses auraient reçu satisfaction au point de vue de leurs revendications très légitimes d'ailleurs.

Mais si la production a augmenté dans de nombreux secteurs et en particulier dans celui du charbon, c'est grâce non pas au P.S.C. mais au gouvernement des gauches dans lequel les communistes n'ont pas ménagé leurs efforts.

Si notre franc n'a pas subi jusqu'à présent d'amputation c'est grâce aussi à ce gouvernement qui a instauré sa politique de prix et salaire mais dont celle des prix en particulier doit encore être renforcée dans une très large mesure, si nous voulons atteindre l'objectif visé, c'est à dire augmenté le pouvoir d'achat des masses laborieuses.

Pour le domaine du Ravitaillement, nous avons dit ce qu'il fallait dire tout à l'heure. Ce même Gouvernement, sans résoudre définitivement la question des pensions, dont les intéressés sont encore loin d'être satisfait, a néanmoins dans une mesure très sensible, amélioré le sort de nos vieux papas et vieilles mamans.

Les Communistes ne sont pas étrangers à tous ces efforts, ils n'ont pas ménagé leurs forces au Gouvernement, au Parlement ni dans le pays pour les faire aboutir.

N'y-t-il pas fallu un Ministre Communiste à la Reconstruction, pour qu'enfin ,deux ans après la libération du Pays, le Statut des P.P. soit discuté au Parlement, et le projet de loi pour les Sinistrés enfin élaboré et qui sera lui aussi discuté très prochainement devant le Parlement. En attendant les prioritaires peuvent commencer à reconstruire L'espoir serrait au coeur des sinistrés.

Le P.S.C. a beau critiquer les projets,un fait est certain, c'est qu'il y a eu un de ses ministres à ce département, presque aussi longtemps que notre ami TERFVE et qui n'a rien fait ni rien déposés en faveur des Sinistrés.

A la Santé Publique, les efforts de notre ami MARTEAUX pour la jeunesse, et son récent projet pour l'Intercommunalisation des Hopitaux, sont des éléments positifs que nous devons épinglez, mettre en évidence au cours de notre campagne électorale.

Jeudi au Sénat notre ami Borremans a fait le bilan de son département à la plus grande confusion du P.S.C. celui-ci est sorti amoindri de la bagarre qu'il avait provoqué par suite des faits précis du travail effectué et en faveur des Travaux Publics.

C'est un bilan positif de l'action gouvernemental et des Communistes en particulier, que nous devons apporter aux électeurs et électrices.

Dans aucun coin du pays nous ne devons permettre au P.S.C. de calomnier notre Parti,d'établir leur démagogie hystérique,sans riposte de notre part.

Les élections communales doivent se dérouler sous le signe d'une victoire de la Démocratie, afin de Continuer d'assurer la Rénovation du pays, dans un sens favorable aux masses laborieuses.

C'est la fonction

C'est en fonction de cette situation politique que nous venons de décrire très brièvement, devant un P.S.C. qui va se présenter en bloc devant le corps électoral, qu'instruit de l'expérience des élections législatives et provinciales, et fidèle à sa politique unitaire, ~~que~~ notre Parti, dans toutes les communes où nous luttons, n'a pas hésité un instant pour faire appel aux autres partis. démocratiques pour la constitution de listes communes. Les instances supérieures du P.S.B. et du Parti Libéral ont refusé cette entente, ce rassemblement des démocrates, pour opposer au bloc P.S.C.

Pourquoi pareille attitude qui, qu'on le veuille ou non, dessert les intérêts de la démocratie.

Comment comprendre qu'après les élections législatives et provinciales, il est possible de rassembler sur un programme gouvernemental minima tous les démocrates, pour constituer un gouvernement, alors que ceux-ci se refusent à des listes communes, sur un programme communal?

Si nous comprenons le programme général du P.S.B. pour les élections communales avec le notre, la similitude presque complète de ces deux programmes apparaît clairement.

Les raisons évoquées:?

- 1) Ne pas se lier par des engagements quelconqués avec d'autres partis.
- 2) Ne pas se compromettre avec les communistes
- 3) Pouvoir se compter.

Arguments mesquins, qui, d'après l'expérience des élections législatives et l'importance exceptionnelle des élections communales, ne devraient pas être invoqués.

Les Socialistes se sont ligüés avec les Libéraux dans le Luxembourg aux récentes élections, tout en refusant de faire des listes avec les Communistes.

Se compter? on s'est compté aux élections législatives et les résultats, parlent par eux-mêmes pour une nécessité impérieuse de grouper en un seul bloc toutes les forces démocratiques du Pays.

Nous verrons dans un instant que dans de nombreuses communes du Pays, des démocrates ont compris clairement le sens de la situation politique, l'enjeu des élections et l'importance de leur rassemblement sur des listes uniques pour faire échec au P.S.C. pour barrer la route à la réaction.

Il importe cependant de souligner de dénoncer le travail anti-unitaire de certaines fédérations socialistes et de leurs dirigeants qui n'hésitent pas à détruire des listes communes qui sont réalisées dans certaines communes de leur arrondissement entre socialistes et communistes.

Certains vont trouver les candidats socialistes à domicile pour les dissuader de la présentation d'une liste commune. Un tel travail ne peut avoir d'autre appellation que celle de servir les intérêts du P.S.C. et de la réaction.

Les démocrates sincères, condamnent, avec nous, de telles méthodes de division. Par un tel travail, des majorités démocratiques dans de nombreuses communes peuvent être perdues au profit du P.S.C.

Nous en laissons les responsabilités à leurs auteurs. Mais en même temps nous alertons tous les démocrates et les communistes en particulier sur le danger que représente une telle division, par la multiplicité des listes présentées, alors que demain, après les élections pour faire face au bloc P.S.C., ils devront s'unir sur un programme de réalisation élaboré en commun.

Ce n'est pas après les élections qu'il faut faire ce programme commun. C'EST TOUT DE SUITE, AUJOURD'HUI ENCORE.

Il reste encore une dizaine de jours avant le dépôt des listes.

Un gros effort peut et doit encore être fait pour la constitution des listes uniques ou d'entente démocratiques.

Des dégâts causés par des anti-unitaires peuvent et doivent encore être réparés.

Mais il faut le faire tout de suite, ne pas perdre une minute.

Il est indispensable que les communistes soient convaincus et convertissent les démocrates de leurs communes respectives, à l'idée de ce que pourrait coûter au Pays et à la démocratie une victoire du P.S.C. provoquée par la division des démocrates.

Voyons maintenant où nous en sommes dans le parti au point de vue de la constitution des listes et de la campagne électorale elle-même.

Pour convaincre les démocrates de la nécessité de l'Union et du formidable enjeu que constitue les élections communales, il est indispensable que l'on soit convaincu soi-même.

A plus forte raison nos Secrétaires Politiques des Fédérations et nos Comités Fédéraux.

Nous ne nous permettons pas de cacher au Comité Central que nous ne sommes pas du tout satisfait, dans l'ensemble bien entendu, du travail de nos fédérations.

Rien d'extraordinaire n'apparaît à l'intérieur marquant l'atmosphère trépidante d'une veille d'élection et pourtant nous sommes à trois bonnes semaines de la date des élections.

Nos camarades, nos responsables fédéraux en particulier se sont laissés bercer dans l'ambiance passive des autres partis.

Il n'est pas difficile de le démontrer au lendemain des élections provinciales, c'est à dire au mois de mars dernier, les Secr. Pol. de toutes nos fédérations réunis à Bruxelles, tiraient les enseignements d'organisation sur la base des résultats électoraux des 17 et 24 février 1946

Il résulte des décisions qui ont été prises à cette réunion, que nous nous fixions comme objectif d'avoir des sections dans 1350 communes du pays.

Dans un instant je vous donnerai ces objectifs par fédération, les résultats atteints dans la constitution de nouvelles sections en rapport avec le nombre de listes qui seront déposées ou qui seront réalisées à bref délai.

Laissez moi vous dire qu'un gros effort reste à faire pour atteindre ses objectifs, et que, si la préparation de la campagne électorale avait été mieux préparé par nos fédérations, elles auraient certainement atteint et même dépassé ses objectifs.

La remise d'un mois de la date des élections a pourtant été favorable pour la réalisation de ces tâches.

Les fédérations n'ont pas à se plaindre du manque d'instructions, depuis un peu plus de trois mois, une quinzaine de directives ont été envoyées aux fédérations, plus un Guide du Militant leur donnant toutes les instructions nécessaires, quant à la préparation de la campagne électorale constitution des listes et toute la procédure électorale.

Devant la lenteur, la carrence dans le travail de nos fédérations, nous avons réunis, il y a trois semaines nos Secr. Pol. de Fédérations.

Et il y a 15 jours, nous avons élu assez considérablement et à titre provisoire, la C.N.M.C.P. pour se rendre dans les fédérations sous la direction des Parrains de Fédération afin d'aider celles-ci dans la réalisation de leurs objectifs.

Entretiens, la campagne d'abonnements pour le D.R. avait porté ses fruits, les objectifs avaient été atteints pour la date fixée.

Sans appel préalable une somme de presque 200.000 frs. est recoltée en quelques mois pour le soutien du "D.R."

46054

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le 17/10/46
BRUSSEL, den

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique.
=====

Chers Camarades,

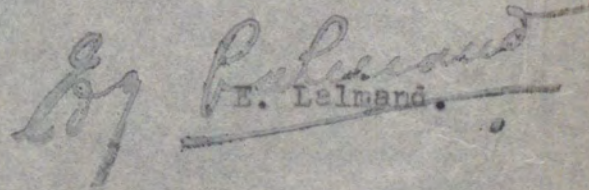
Le Bureau Politique se réunira samedi prochain, 19 courant, à 10 heures très précises.

Ordre du Jour :

Elections Communales
Préparation du Comité Central

Glineur.
Dispy.

Bien fraternellement.


E. Lalmand.

Présents: Borremans, Glineur, Lahaut, Dispy, Van Hoorick, Van Aerschoot
Invité : Heressens.
Excusés : Lalmand, Terfve, Conen, Marteaux, Deface.

Rapport sur les Elections par Glineur.

Dans le rapport de la semaine prochaine devant le CC, il s'agira de souligner l'importance des élections et l'espoir que le PSC met en elles. Il faudra souligner les attaques du PSC contre le Ministre du Ravitaillement ainsi que ce qu'on aurait pu retirer de l'union des démocrates alors qu'il y a moyen de s'entendre sur un programme commun, cette entente s'est bien réalisée sur le plan gouvernemental elle aurait donc bien pu se réaliser sur le plan communal. Pourquoi n'a-t-on pas réalisé plus de listes uniques?

- 1° Ne pas se compromettre sur des listes avec les communistes,
- 2° Désir de se compter.

Malgré les directives nationales et souvent fédérales, des listes uniques et des listes d'entente démocratique se réalisent dans de nombreuses communes. Des chiffres pourront être fournis au CC.

Il avait été prévu, d'après les résultats électoraux de février que nous pourrions avoir des listes dans 1.350 communes, depuis, les fédérations ont ramené ce chiffre à 1.100 à 1.200 et pratiquement on arrive maintenant au chiffre de 540.

Ayant examiné la situation au dernier BP, nous avons tenu une réunion tendant à renforcer le parrainage des fédérations. Plusieurs camarades sont envoyés dans les fédérations et la situation semble se redresser. C'est ainsi qu'à Louvain nous espérons maintenant 35 à 40 listes sur 121 communes. Dans le Borinage, 60 listes sur 65 prévues; à Soignies 34 sur 45, Alost on espère 36.

Les listes électorales sont en ce moment à l'examen, mais il sera probablement plus difficile d'examiner les programmes dans le détail.

Avant la date de dépôt des listes, il y aurait dans toutes les fédérations une réunion de vérification afin d'éviter toutes difficultés de la dernière minute.

En ce qui concerne le lancement de la campagne électorale dans le DR, je propose qu'à la suite du CC on publie un manifeste.

Dispy. - Insiste également sur l'importance nationale des élections communales, car il y a sous-estimation chez les copains. La démocratie peut être mise en danger à la suite des élections, les fédérations sous-estiment les possibilités : voir la facilité avec laquelle certains parrains constituent des listes.

Il faudra également souligner dans le rapport la volonté unitaire qui se manifeste à la base malgré les ukases des directions fédérales. Il faudra au CC être très enthousiaste et donner le mot d'ordre qu'il faut dépasser le plan.

Bien que notre influence ait subi certains reculs en mars, je pense qu'en ce moment il y a remonte.

Listes de la Résistance : Gerlo a essayé de pousser à la constitution de listes de Résistance, c'est une idée que nous devons combattre, la Résistance n'est pas un parti politique.

Les programmes en général ne nous parviennent pas.

Il faudra veiller à ce que les copains remplissent convenablement les documents officiels, et évitons retards.

D'accord pour manifeste à publier après le CC.

En ce qui concerne les cantons rédimés, Lalmand a proposé de créer une fédération qui pourrait donner des résultats pour la campagne électorale.

Signale que la chute du DR et de la RV est constante.

Borremans. Signale que les sections comprennent mieux l'importance des élections que les camarades des fédérations. Beaucoup d'enthousiasme, excellent niveau politique. Signale l'affluence dans les réunions locales. Des sections surgissent qu'on ignorait complètement. Nous espérons atteindre 73 listes. Gros courant unitaire. 15 listes uniques ou démocratiques.

Craignant un retard à l'examen des listes de candidats par le centre propose que les parrains en soient chargés. Le centre n'examinerait que les têtes de listes.

Herssens. Signale que Soignies se plaint d'avoir envoyé des listes depuis 3 semaines et craint de ne pas les avoir en retour en temps utile. Ne pas perdre de vue qu'il faut faire signer les listes.

Abonde dans le sens de Borremans demandant que les parrains soient responsables des candidatures.

Propagande.- Avons décidé de ne faire qu'une seule affiche. Je propose de faire une deuxième affiche pour les femmes. Préférerait une affiche-manifeste à une affiche-programme.

Propose que les sections payent elles-mêmes les affiches et les demandent au Centre. A annoncer dans le DR.

Van Aerschot. En 8 jours, avons réussi à faire 3 listes de plus que prévu. Espère atteindre 18 alors que les prévisions d'après février étaient de 23. Insiste pour que les parrains et les collaborateurs fassent des rapports. Insiste pour que le travail des parrains soit contrôlé. Cite l'exemple de Gerlo qui annonce une deuxième visite pour le 24, alors qu'il devrait participer au travail. Souligne qu'effectivement les fédés ne voient pas l'importance nationale des élections. Insiste pour que le Centre renvoie les listes de candidats en temps utile.

Van Hoorick. Signale que malgré la date proche des élections, il y a très peu d'agitation. La préparation de notre campagne électorale révèle à nouveau la faiblesse de nos cadres et de notre organisation. Les copains ne connaissent pas leur commune et sont incapables de faire leur programme.

Propose que par fédération on édite des dépliants.

Se demande si, là où les communistes ont cessé de travailler, il est bon de faire des listes. Les communistes apparaîtraient comme animés uniquement de soucis électoralistes.

Dans la fédération d'Alost, nous aurons plus de listes que les socialistes.

Il faut renforcer les directions fédérales. Je propose d'envoyer Minnebo à Gand jusqu'aux élections.

Insiste pour que nous déployons tous nos efforts principalement dans les grandes villes dont les résultats pourront influencer la politique future du pays.

D'accord pour affiches proposées par Sam.

Boerenstrijd vient de paraître et sera diffusé dans les communes rurales.

Insiste sur l'importance de la radio. Propose qu'à l'avenir on fasse parler des candidats, 3 à 4 têtes de listes par émission.

Propagande par notre presse centrale. Nous pourrions appeler les sections à passer commande au prix de 0,70 et de diffuser gratuitement pendant 6 jours à la veille des élections. Ces exemplaires seraient payés par les sections et le prix de revient, par le plus grand tirage serait diminué.

Signale la liquidation de brochures par auto radio qui a donné d'excellents résultats à Alost.

Dispy demande qui a donné l'autorisation de liquider les brochures à vil prix. Il en parlera avec Lelmand qui, d'après Herssens, a donné cette autorisation.

Lahaut. Souligne la bonne atmosphère qui règne dans les sections.
 Sous-estimation de l'importance des élections dans les fédérations.
 Importance capitale des élections communales pour l'avenir du pays.
 Possibilité pour le PSC de rentrer au Gouvernement.

Dans les régions agricoles et semi-agricoles, ce sont les listes d'entente démocratique qui ont le plus de chances.

Dans les fédérations on se plaint du retard dans le renvoi des listes de candidats.

Donne l'exemple de l'invitation de l'entente démocratique de Jupille qui invite les électeurs à venir discuter du programme électoral.

Regrette que la représentation des femmes sur les listes soit si faible. D'accord pour une affiche pour femmes.

Insiste pour que dans le rapport au CC on fasse preuve de beaucoup d'enthousiasme.

Dit sa confiance dans le résultat des élections.

Glineur. Ratification des listes par le Centre. Avons renoncé à faire voir les listes par le Sec. N'examinons plus que les têtes de listes. S'attellera au travail de liquidation des listes pour lundi soir.

Les programmes pourraient être contrôlés par les parrains.

D'accord de remplacer programme par manifesté.

D'accord pour affiche femmes.

Les annoncer dans le DR et les envoyer après payement, par les sections.

Demander aux fédérations de faire matériel officiel en double afin d'éviter les accidents de la dernière minute.

Radio. Pas d'accord de faire parler les têtes de listes, car il n'y a pas de possibilité d'en faire parler assez. On consacrerait les causeries des prochaines semaines à la question électorale. Propose de consacrer deux émissions aux femmes.

Combat les listes de Résistance. Il faut des listes d'entente démocratique.

La diffusion massive du DR et RV dans les régions peut se faire localement, mais ne doit pas être généralisée.

Position du Parti là où nous n'avons pas de liste : au dernier moment, annoncer par une résolution du BP qu'il faut voter pour les listes des partis démocratiques.

Dispy insiste sur la nécessité de constituer des listes partout, au besoin les retirer pour éviter d'apparaître comme des diviseurs. après avoir essayé de faire une liste unique, ou d'entente démocratique.

Borremans insiste à nouveau pour qu'on accélère le retour des listes.

Dispy. Il faudra que les listes soient renvoyées au jour le jour

II. - Préparation CC. par Dispy.

Propose d'ajouter à l'ordre du jour du CC :

1° Campagne d'abonnements pour atteindre les 20.000, sommes aujourd'hui à 15.000.

2° Finances. - H. utse fera un petit rapport. Nous proposons une nouvelle répartition du soutien et des cotisations.

Le soutien resterait aux fédérations et aux sections (60 et 40%)
 La quote part des cotisations à verser au Centre serait augmentée et passerait 15 à 25% parce que nous n'avons aucun contrôle du soutien récolté et que par contre, nous pouvons très aisément contrôler les cotisations.

November 46

3P02_1946_11

1)

Situation politique BP 4/11/46.

Quelle sera la situation gouvernementale
après les élections.

46.055

I) Position de notre Parti.

gouvernement démocratique
renforcé

libéraux et PSC pas réagi
jusqu'ici.

manœuvre de Lurock.

nous engager d'avance la
responsabilité d'un accord PSC

PSB. = mise sur les deux chevaux.

~~mise~~

mise au point D R.

II) Position du PSC.

Continuent à prôner alliance avec
PSB.

Tendent d'être convaincus que
les élections communales, auxquelles
ils entendent donner le caractère d'un
plebiscite, leur apportera une très grande
victoire.

2)

Les rebuffades du PSB officielle enavent
le PSC. visiblement leur maintien dans l'oppo-
sition les exaspère.

Leurs différentes tentatives de renverser le
gouvernement ont échoué.

Leurs tentatives de dresser les classes
moyennes contre le gt. en général,
contre Communistes en particulier, n'ont
pas donné les résultats escomptés.

Tout cela contribue à faire apparaître plus
clairement les divergences ~~ou~~ existant au
sein du PSC.

position des syndicats chrétiens.

problème des prix et salaires.

divergences à propos p.p.

urgence interpellation Lavit.

PSB. faire sans entendre que question
royale plus empêchement alliance.

(voir privée le 9/10/47.)

Pour parler avec V. N. - auxquels tout le

3) presse de droite accorde une très large publicité.

Li PSB. refuse après élections collaboration avec
PSE comme tel, ris que de voir celui-ci se
diviser augmentent -

Donc élargi l'axe entre PSB et PSE.

III Position du PSB

Manque de discipline sur le plan
parlementaire - Kosey - Bell -
Guschin - Sommerhausen.
Brenfant - Huyomaus.
Les outrages de V. Acker.

déclaration de Huyomaus
" Melot -

tendance Buset - limite volontairement
très monté contre V. A. et ses complices - ce qu'il les rapproche de n'importe quel.

signification élections communales.
seul ~~comprendre que~~ ~~prétend que~~ reconduction actuel
gouvernement absolument normal.

La chose n'est pas aussi simple.

perdent de vue la faiblesse du présent
gouvernement qui est surtout le fait des libéraux.

4)

TV Position des libéraux.

Supportent difficilement
d'être séparés du PSC.
de collaborer avec les Communistes.

L'approche des élections fait apparaître
de façon plus spectaculaire leur manque
d'enthousiasme.

Surveillent avec inquiétude les pourparlers
entre UN. et la droite.

Conseil National critique Ruest.
Finances
Reconstruction.

Alignée à la Chambre et au
Sénat.

Mais beaucoup plus important offensive
C/comm. { Conseil Sup. Cluses Mayenn
Conférence Nationale du Commerce

C/pria. mené par Létour
menace de donner sa démission
Charbon - acier - électricité

5] C'est de lui l'élément le plus important
de la situation actuelle.

Nous devons tenir - s'appuyer de plus
en plus sur les syndicats - et se
rapprocher le plus possible de la
tendance Buset

~~Il s'agit~~ le rôle joué par le Parti -
apparaît de plus en plus - au sein de
la majorité qui cherche à se composer.
Le Parti apparaît comme le seul élément
cohérent.

Nous ~~avons~~ ~~pour~~ les sommes nettement
à l'avant plan de la défense des revenus
des travailleurs, des recherches de
la situation économique, et de la rénovation
du pays

Je suis d'avis que votre influence augmente
parmi les travailleurs qui comprennent
mieux nos mots d'ordre
parmi les él. moyennes que la

voir vers

demagogie princi des PSB
a fini par l'utique -



L'évolution de la situation interna-
tionale nous est également favorable
L'anti-stalinisme est temporairement
regressé -

Compte-rendu du Bureau Politique du 4/II/46

Présents : Lalmand, Dispy, ~~Martens~~, Glineur, Marteaux, Van Hoorick, Van Aerschot.

Radio.- La radio flamande ayant fait parler des candidats, il est rappelé que la décision de ne pas les faire parler est maintenue.

A l'avenir, Dispy sera chargé du contrôle des textes qui seront lus à la radio.

Félix Coenen est toujours malade. Dispy ira le voir. Son remplacement sera éventuellement envisagé.

Dejace.- est fréquemment absent. Son cas devra être examiné à un prochain B.P. en sa présence.

Communication de Lalmand concernant Solidarité.-

Les camarades de Solidarité considèrent que dans la situation présente la capacité de rayonnement de cette organisation est diminuée du fait de son affiliation au F.I. Le F.I. au début avait essayé de ne prendre que des affiliations collectives. Actuellement, Sol est à peu près la seule organisation à y être encore affiliée, le F.I. a maintenant de nombreux affiliés individuels.

Jacquemotte et Holender demandent la désaffiliation.

Terfve et Gerlo sont contre.

Marteau.- Le F.I. est en voie de liquidation. Sol devrait faire un effort d'organisation. Il faudrait que Sol devienne un organisme officiel avec statut légal et conseil d'administration se réunissant régulièrement, sans quoi je ne pourrai plus continuer à aider Sol.

Il faudrait d'ailleurs qu'on examine à fond le programme de Sol et l'orientation à lui donner. Il ne faut pas de travail anarchique qui puisse prêter à la critique. Il faut éviter la dispersion. Ainsi, les vacances enfantines en Suisse n'ont-elles pas coûté beaucoup trop cher en frais généraux? Lorsqu'on organise des fêtes les frais généraux ne sont-ils pas trop élevés? On demande au public de faire des dons, mais une grande partie de ces dons s'en va en frais généraux.

Il est certain que la vie d'~~xxxxxx~~ organismes de ce genre est fort difficile, c'est ainsi que la Croix Rouge ~~va~~ demander à devenir un organisme para-statal.

Il faudrait que l'activité de Sol soit examinée à un prochain B.P.

Glineur.- Pas très enthousiaste de désaffilier Sol du F.I.

Craint que ce ne soit pour Sol un coup de grâce.

~~Martens~~ Lalmand propose de discuter de Sol à un prochain B.P.

Il propose un entretien préalable entre Marteau, Borremans et Rosie. Sol doit reprendre le programme d'avant guerre du Secours Populaire. Il doit s'occuper de toutes les victimes.

Dispy.- D'accord pour la désaffiliation de Sol. Je propose que Marteau, Borremans soient les camarades de Sol et du F.I. pour examiner la meilleure façon de procéder.

D'accord pour présentation d'un rapport sur Sol au B.P.

D'accord avec les remarques pertinentes de Marteau sur Sol.

Candidature de Van Hoorick à Alost.-

Lalmand expose que la question a été discutée au Secrétariat.

Il est contre, Dispy est pour, Glineur a proposé que Van Hoorick figure sur la liste et démissionne par la suite.

Lalmand est contre car il considère que Van Hoorick qui a tendance à être déjà trop régionaliste le ~~xixxxx~~ deviendrait plus encore et que son travail de dirigeant national en souffrirait. Un mili

tant national doit parvenir à se détacher partiellement de sa région. Sans vouloir sous-estimer le rôle que Van Hoorick pourrait jouer sur le plan local, je considère que son travail pour toute la Flandre s'en ressentirait. De plus l'état de santé de Van Hoorick laisse beaucoup à désirer.

Tenant compte de la popularité de Van Hoorick, je serais d'accord que Van Hoorick figure sur la liste, mais démissionne par la suite.

Dispy.- Nous sommes d'accord que Van Hoorick soit candidat. En ce qui concerne son maintien ou sa démission, je pense que nous devons réexaminer la question au cours d'un prochain B.P. après les élections. Il se présentera d'autres cas de ce genre qui pourront être tranchés à ce moment.

Martiaux.- Je comprends fort bien les appréhensions de Lalmand. Il est certain que Van Hoorick doit jouer un rôle sur le plan national. Je pense qu'il faut le maintenir comme tête de liste et réexaminer après les élections.

Van Hoorick.- D'accord de réexaminer après les élections. Mais je suis d'accord de me retirer, cela renforcera le Parti à Alost en mettant en avant d'autres copains. Ils seront ainsi connus et pourront jouer un plus grand rôle politique.

En ce qui concerne mon poste national en Flandres, j'ai été sur-estimé comme la plupart des copains fédéraux d'ailleurs. Je serais certainement un bon S.P. de fédération mais je considère que la responsabilité qu'on m'a donnée du point de vue national dépasse mes forces.

Lalmand.- Il ne faut pas surestimer le contact avec les masses au travers d'un poste de conseiller communal ou même d'échevin. Quant à la popularité, un militant national à une popularité qui dépasse largement le cadre de la commune et il restera populaire dans sa commune. La popularité locale n'est pas toujours très saine. En ce qui concerne Van Hoorick, j'estime qu'il est impossible de lui donner un nouveau cumul. Il faut choisir, ou bien en faire un grand homme à Alost ou bien lui faire jouer le rôle important qu'il est à même de jouer sur le plan national. Van Hoorick est incontestablement un de nos meilleurs jeunes députés.

En conséquence, je propose que, sans tarder nous prenions une décision pour que Van Hoorick démissionne après les élections. L'accord est marqué.

Projet de loi sur les Conseils d'Entreprise.- Il avait été prévu que socialistes et communistes défendraient en commun les amendements FGTB. Nous avons écrit aux parlementaires socialistes. Pas de réponse. Les amendements apparaissent comme présentés par Major et non par la FGTB. Lahaut a été chargé de se mettre en rapport avec les socialistes, mais je crains qu'il ne l'ait pas fait. La position de la FGTB a été exposée dans une brochure. Le bureau de la FGTB a apporté depuis certains changements et Déjace demande notre accord. Il ne nous sera pas possible de les discuter aujourd'hui, Déjace ne m'ayant remis qu'une partie des amendements. Je propose de remettre la question au Secrétariat et à la fraction parlementaire.

Rapport Lalmand sur situation politique.-

Quelle sera la situation gouvernementale après les élections?

I) Position de notre Parti.-

Gouvernement démocratique renforcé.

Libéraux et PSC n'ont pas réagi jusqu'ici.

Manoeuvre de Larock : nous endosser d'avance la responsabilité d'un accord PSC-PSB. Il mise sur 2 chevaux.

Mise au point dans le D.R.

II) Position du PSC.- Continue à prôner l'alliance avec le PSB.

Ils feignent d'être convaincus que les élections communales auxquelles ils entendent donner le caractère d'un plébiscite, leur apportera une très grande victoire. Les rebuffades du PSB officiel énervent le PSC; visiblement leur maintien dans l'opposition les exaspère. Leurs différentes tentatives de renverser le gouvernement ont échoué.

Les tentatives de dresser les classes moyennes contre le Gt en général, contre les communistes en particulier n'ont pas donné les résultats escomptés.

Tout cela contribue à faire apparaître plus clairement les divergences existant au sein du PSC.

- position des syndicats chrétiens sur problème des prix et salaires,
- divergences à propos des P.P.

Le PSC laisse sous-entendre que la question royale n'est plus un empêchement à une alliance (vie privée Léopold III) Pourparlers avec Van Acker auxquels toute la presse de droite accorde une très large publicité.

Si le PSB après les élections communales refuse la collaboration avec le PSC comme tel, les risques de voir celui-ci se diviser augmentent.

Donc, nécessité d'élargir le fossé entre PSB et PSC.

III Position du PSB.- Manque de discipline sur le plan parlementaire (Hosey, Van Belle, Gruselin, Somerhausen, Brunfaut, Huysmans)

Les intrigues de Van Acker.

Déclaration de Huysmans et Merlot.

Tendance Huset, limite volontairement la signification de élections communales, très monté contre Van Acker et ses complices, ce qui les rapproche de nous.

Feint de considérer la reconduction du gouvernement actuel comme absolument normal.

La chose n'est pas aussi simple.

Ils perdent de vue la faiblesse du Gt actuel du fait des libéraux.

IV. Position des libéraux.-

Ils supportent difficilement d'

d'être séparés du PSC,

de collaborer avec les communistes.

L'approche des élections fait apparaître de façon plus spectaculaire leur manque d'enthousiasme.

Ils suivent avec bienveillance les pourparlers entre Van Acker et la droite.

Conseil national critique : Ravitaillement
Finances,
Reconstruction.

Attitude à la Chambre et au Sénat.

Mais, beaucoup plus important, offensive

contre communistes : Conseil Sp. Classes moyennes?

Conférence Nale du Commerce

contre les prix, menée par Libaert, qui menace de donner sa démission, charbon, acier, électricité.

C'est de loin l'élément le plus important de la situation actuelle. Nous devons tenir, nous appuyer de plus en plus sur les syndicats,

et nous rapprocher le plus possible de la tendance Buset.

Le rôle joué par le Parti apparaît de plus en plus au sein de la majorité gouvernement ébranlée et désarmée. Le Parti apparaît comme le seul élément cohérent.

Nous sommes nettement à l'avant-plan de la défense des revenus des travailleurs, du redressement de la situation économique, de la rénovation du pays.

Je suis d'avis que notre influence augmente parmi les travailleurs qui comprennent mieux nos mots d'ordre, parmi les classes moyennes que la démagogie forcée du PSC a fini par fatiguer.

L'évolution de la situation internationale nous est également favorable. L'anti-soviétisme est temporairement en régression.

Van Hoorick. - Les socialistes à Anvers affichent les mêmes mots d'ordre que le Parti, notamment sur la baisse des prix, augmentation de la valeur d'achat du franc. C'est un facteur favorable. Nous avons malheureusement négligé notre action pour l'unité, notamment par la constitution de listes communes.

Demande qu'on édite un matériel ou qu'on fasse des articles dans le DR sur les réalisations de Lalmand avant les élections.

Demande à éditer un journal pour les classes moyennes, pour paysans.

H. Erssens. - Insiste sur la nécessité de continuer à travailler au rapprochement avec les démocrates des autres partis.

Projet des dommages de guerre. - Il sera difficile de faire triompher la position : priorité sociale plutôt que priorité économique. Pas de majorité pour l'imposer. Huysmans a dit que ce n'était pas une question qui mettait le gouvernement en cause et que la loi pouvait être améliorée. Quelle position allons-nous prendre? Buset a fait un excellent exposé alors que celui de Burnelle a été très faible. Il faut essayer de se maintenir à la priorité sociale, qui à accepter certaines priorités économiques pour les paysans et classes moyennes.

Propose que le B.P. marque sa satisfaction du bon travail accompli par Terfve.

Suite à l'exposé de Lalmand sur Libaert, ne faudrait-il pas provoquer une réunion de la Commission des Affaires Economiques afin que nous puissions faire pression.

Dispy. - Il n'y a pas à la Chambre de majorité pour voter le projet Terfve. Les amendements du PSC ne sont pas aussi virulents qu'on aurait pu le croire. Il s'y trouve les possibilités de faire encore une bonne loi. Le projet peut être renvoyé en commission sans que le ministre appaise comme battu. Je crains que dans le travail de la commission Neuray et Burnelle apparaissent faibles. Il faudrait qu'ils se préparent très sérieusement.

En ce qui concerne la situation politique, il est bien certain que le Parti remonte le courant, de même que le gouvernement. Une série de mesures fort sympathiques ont été prises notamment le milliard de dégrèvement des impôts touchant les petits.

La manœuvre contre le ministère du Ravitaillement a échoué.

Le tableau de ravitaillement de ce mois-ci est excellent.

En ce qui concerne les pourparlers Van Acker PSC d'accord d'en parler dans la presse. (sous forme informative demande Lalmand)

Dans le domaine des prix et salaires, il y a une offensive de Cité Nouvelle contre FGTB tendant à diviser les syndicats entre eux. Piétinement dans le charbon.

Van Aerschot. - D'accord que le P. remonte le courant. Insiste sur la nécessité d'expliquer aux masses la différence qui existe entre communistes et socialistes. La masse se laisse prendre à l'argument des voix perdues.

Glineur. - Prix et salaires. Il y a du mécontentement concernant certaines hausses de prix. Une revue a signalé récemment que la vie avait augmenté de 5 ou 10%.

Unité. - En règle générale nos camarades sont pour l'unité du bout des lèvres. C'est à l'intérieur du Parti que nous devons défendre ce problème.

Marteau. - Liebaert veut-il réellement saper la politique des prix ou bien veut-il faire obtenir des subsides aux charbonnages?

Huysmans a eu un entretien avec Delaunoy qui lui a assuré qu'il était pour le maintien du franc. Il a tenu un discours dans ce sens à une assemblée générale d'Ougrée.

En ce qui concerne les dommages de guerre, il est certain qu'il faut tenir compte de l'industrie touristique comme l'ont fait nos amis français notamment à Nice.

Van Hoorick. - Craint que notre position sur les prix apparaisse semblable à celle de Van Acker. Il faut expliquer aux ouvriers ce qui est en réalité.

Lalmand. - Il faut continuer à exiger le rajustement des salaires, mais il faut être très prudents. Le problème des prix et salaires se traite dans son ensemble. Compte tenu de l'offensive contre les prix, il faut axer en ordre principal sur le blocage des prix.

Travail unitaire. - D'accord que c'est une politique qui n'est pas populaire au sein du Parti. Les camarades ont fait des démarches pour les listes communes avec le secret espoir de ne pas aboutir. Il faut faire comprendre à nos camarades qu'on peut faire du travail unitaire, notamment en luttant en commun pour la baisse des prix et contre le marché noir.

PSB-PC. - L'essentiel c'est d'exposer que les socialistes ont sorti après nous un programme qui ressemble fort au nôtre. Nous nous en réjouissons. Il y a une différence entre nous : nous voulons sincèrement l'entente de tous les ouvriers entre eux, or, les socialistes eux, n'acceptent pas les conditions indispensables. Le programme que présente les socialistes sera-t-il réellement défendu?

Matériel du Ravitaillement. - Van den Boom va donner l'ensemble des réalisations pour les paysans. Pour les classes moyennes, Van Hoorick peut s'adresser à Stalaert.

Dommages de Guerre. - Les priorités sociales doivent avoir le pas sur les priorités économiques, mais il ne faut pas être trop rigides. Il ne faut pas s'opposer à la reconstruction de certaines usines. Il faut déterminer ce qui se peut faire en une année par exemple et diviser en deux secteurs : social et économique. Tout cela devrait être discuté avec Terfve lui-même.

En ce qui concerne l'encommissionnement du projet Terfve je ne partage pas l'avis de Terfve et Huysmans. La discussion en pleine chambre ne peut que nous servir, car Terfve au fur et à mesure de la discussion a le droit d'intervenir. Nous défendons un thème solide. Ce serait une grave erreur d'encommissionner. Le renvoi en commission serait considéré comme une capitulation du Gt.

Coût de la vie. - Il a passé au contraire de l'indice 324 à 320.

Position Liebaert. - Il veut les subsides pour les charbonnages et il n'ose pas prendre position contre les industriels pour la question des prix.

=====:

Décisions du Bureau Politique du 4/II/46

Radio. - La décision de ne pas faire parler des candidats aux élections communales est maintenue.
Dispy sera chargé à l'avenir de contrôler les émissions.

Solidarité. - La proposition de désaffilier Sol du F.I. est acceptée, néanmoins cela devra se faire de façon à faire le moins de tort possible au F.I.

Martaux verra Molender et Borremans pour examiner avec eux les meilleures modalités à adopter et ensuite pour donner à Molender des directives pour la préparation du rapport qu'elle devra faire devant le Bureau Politique.

Martaux et Borremans

Van Hoorick, tête de liste à Alost. - Van Hoorick démissionnera après les élections, son travail national ne lui permettant pas d'assumer une charge nouvelle dans sa fédération. De plus, d'autres cas du même genre devront être examinés après les élections.

Projet FGTB sur les Conseils d'Entreprises. -

La question sera revue par le groupe parlementaire

Dispy.

Affiches. - Les affiches sortiront pour la fin de la semaine.

Quorum au Sénat. - Ollieur est chargé de revoir Martens à ce sujet.

Popularisation de ce que le Ravitaillement a fait pour les paysans et les classes moyennes. -

Van den Boeg sortira incessamment du matériel de documentation qui pourra être utilisé dans la presse.

Classes moyennes : Van Hoorick devrait voir Stalwart.

Communiqué à la 1^{re} sec :

Martens et Dispy.

A la suite de la non élection de Lahaut à la vice-présidence de la Chambre, devant l'importance des décisions à prendre, nous avons jugé nécessaire de convoquer le Bureau Politique élargi aux membres du CC présents à Bruxelles.

Lorsque la discussion pour la vote a commencé, nous avons constaté un manque de cohésion. Nous devons constater qu'il semble y avoir un mauvais travail de notre groupe qui ne s'est pas suffisamment attaché à la question. Il semble régner chez nos députés un certain désintéressement, ils n'assistent pas régulièrement aux réunions de groupe.

Dès la présentation de notre camarade Lahaut, il est apparu qu'il eut mieux valu que cette candidature soit présentée par le porte parole d'un autre parti.

Il est secondaire de rechercher qui a eu l'idée de présenter la candidature de Marchand. Eyskens a dit que l'initiative ne venait pas de lui. Certains pensent que la candidature Marchand est le résultat de conversations entre des dirigeants du PSC et Van Acker. Mais c'est là un aspect secondaire de la question.

Lorsqu'il s'est agi de désigner au lendemain des élections de février le Bureau de la Chambre, à la suite de tractations on est arrivé à faire élire un ~~xxx~~ président catholique. Au Sénat, on désignait un libéral. Les vice-présidences ont été accordées au PSC, au Parti Libéral et au Parti Socialiste. Le Parti Communiste était privé d'une vice présidence.

La situation a paru à ce point paradoxale ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ qu'il fut accepté unanimement que le règlement de la Chambre serait revu de façon à créer un poste de 5^e vice-président de façon à ce que notre Parti ait, lui aussi, une vice-présidence.

On ne peut prétendre que les membres de la majorité ont été pris au dépourvu. Le résultat acquis le fut après deux votes successifs. Au cours du premier vote, aucun des deux candidats ~~xxx~~ n'obtenant assez de voix, je communiquai au Premier Ministre qu'au cas où la/présidence ne nous serait pas acquise, les communistes se retireraient du Gouvernement. Huysmans a répondu qu'il comprenait fort bien notre point de vue. Immédiatement après, le premier vote, Buset a été appelé à l'extérieur ce qui n'a pu lui permettre de demander une suspension permettant de réunir son groupe.

Cette élection de Marchand, seul représentant de l'UDB ridiculise le Parlement. Ce vote détonnait singulièrement après les discours du doyen d'âge et du Président Van Cauwelaert au cours desquels il fut question d'une meilleure compréhension du rôle qui incombe aux députés et de la dignité du Parlement.

Le vote a une autre signification à il comporte un cinquant affront pour le Parti qui a droit, non seulement à la reconnaissance du pays, mais de la classe ouvrière, il y a également un affront personnel pour notre président, affront qui touche chacun de nous.

Après le vote, Huysmans a reconnu que ce vote était scandaleux. Je l'ai prévenu de la réunion du Bureau Politique.

Marteau a eu un entretien avec Buset et il proposait qu'un socialiste se retire pour céder la place au communiste. Il n'est cependant pas certain que si un socialiste démissionnait nous aurions la viceprésidence, car les socialistes ne sont pas disciplinés.

Buset a publiquement émis ses regrets quant au vote émis, il a ajouté qu'il regrettait davantage encore le fait que des membres de son groupe n'avaient pas cru nécessaire de respecter les engagements pris.

Buset a essayé de nous convaincre que ce serait une erreur de provoquer une crise gouvernementale, tout en reconnaissant que notre indignation était légitime. Il a fait remarquer que dans des circonstances semblables le PSB avait lui aussi subi un cinglant affront lorsqu'il avait été privé de la présidence de la Chambre à laquelle il avait incontestablement droit.

Nous avons certainement eu raison de ne pas faire immédiatement de déclaration, car nous ne pouvions engager le BP qui, seul, peut déterminer notre ligne. Nous risquions de faire des déclarations qui n'auraient pas été mûrement réfléchies, et de prendre des positions qui par la suite auraient pu paraître fausses.

Lorsque Van Cauwelaert est monté à la tribune, Van Hoerick a cru nécessaire d'appeler des camarades à quitter spectaculairement la salle. Avant de communiquer des ordres de ce genre, Van Hoerick aurait dû consulter le chef de groupe.

Ces événements sont d'une gravité telle qu'il faut prendre des décisions dès ce soir. Nous pourrions faire demain à la presse des déclarations dont chaque terme sera pesé.

Nous devons d'abord répondre à une question concrète. Sommes-nous décidés après ce qui vient de se passer, à maintenir notre participation?

Il faut examiner qui a fait voter contre Lahaut, contre les communistes. Pour un certain nombre de socialistes, l'ennemi N°1 c'est les communistes.

A l'occasion de ce vote sont apparus certains facteurs de gravité: la division profonde, le manque de discipline qui existe au sein du PSB. Nous avons eu une préfiguration de ce qui se passe demain au PSB si comme le SP10 il continue sa politique anti-unité. Les deux tendances coïncident avec l'appartenance soit à la Flandre soit à la Wallonie et à Bruxelles. La fragilité de l'unité de la Belgique apparaît de plus en plus.

Au cours de conversations que j'ai eues avec Buset, Bohy et Grégoire il est apparu que l'autorité de la direction du parti n'est pas assez grande pour imposer une ligne de conduite.

La collaboration gouvernementale implique une loyauté minimum. Il est élémentaire que les membres des partis collaborant avec le gouvernement aient une attitude loyale et ne prennent pas de position telle que celle dont nous avons été témoins cet après-midi.

Nous devons réfléchir à la signification de la collaboration au Gouvernement avec des éléments qui profitent de la toute première occasion pour réaliser de façon spectaculaire le front commun de l'anti-communisme. La collaboration dans ces conditions est sujet à caution.

L'affront qui a été infligé à notre président et à notre parti tout entier sera ressenti de façon plus profonde encore par nos membres de la base, parceque plus sentimentaux et réagissant avec leur coeur. La réaction à la base sera violente. Si nous maintenons notre collaboration cela renforcerait ~~comme nous le faisons~~ la calomnie tendant à faire croire que nous ~~obéissons~~ obéissons à l'étranger et que nous sommes prêts à consentir tous les sacrifices et à essuyer tous les affronts.

raison

L'incident de cet après-midi constitue une ~~prétexte~~ très valable pour nous retirer du gouvernement. En effet, il y a de la part de nos co-équipiers une telle preuve de manque de confiance qu'on peut se demander si, dans de telles conditions une collaboration peut être fructueuse.

ri

Mais ~~si~~ nous commettons une erreur ~~et~~ si nous nous basions sur un examen par trop partiel de la situation.

Quels sont les inconvénients graves qui résulteront d'une crise se produisant à l'avant-veille d'une consultation populaire. Il faut que nous pesions le pour et le contre.

Quelle que soit la décision que nous prendrons ce soir, nous devons maintenir notre position sur la question des prix, sur celle de l'augmentation de la production, facteur essentiel de la rénovation du pays.

Si nous décidons ce soir de quitter le gouvernement, nous devons prendre toutes mesures utiles afin que notre opposition soit réellement constructive, car les intérêts de la nation coïncident avec les intérêts des travailleurs.

Je préfère ne ~~pas~~ conclure qu'après avoir entendu notre avis. Nous devons donner ce soir un communiqué très réfléchi. Avant de faire connaître notre position au grand public, nous devons parler au Premier Ministre et remettre le communiqué définitif et complet jusqu'après la rencontre avec lui.

Marteaux. - La conclusion de Lalmand c'est qu'il faut avoir un entretien avec le Premier Ministre à la suite duquel nous pourrions prendre une décision définitive.

Cette décision devra tenir compte des sentiments de la masse. Il s'agit d'un affront au Parti. Nous ne pouvons faire fait de cet élément important. L'affaire a été montée par les socialistes seuls. Les libéraux ont montré leurs bulletins de vote. Il y a longtemps que nous nous sommes aperçus que les éléments les plus agissants de l'anti-communisme sont les socialistes. Les socialistes ont de très lourdes responsabilités. Je ne parlerai pas des socialistes unitaires car il y en a très peu. ~~Si~~ Si Buset a l'attitude qu'il a en ce moment, ce n'est pas par sentiment unitaire mais pour d'autres raisons.

Au cours des dernières semaines, nous avons constaté qu'il y a un groupe de plus en plus important qui est en conformité avec nos positions. Si nous devons prendre une décision allant jusqu'à la cassure, nous/r^{leur}endrions un très mauvais service. Nous devons au contraire les aider dans leur tâche. Provoquer une crise ministérielle à la veille des élections, je crains que ce soit de nature à écarter de nous des hommes comme Buset.

Que l'initiative de l'opération ait été prise par le PSC avec la complicité de Van Acker est bien certain et je pense que Brunfaut n'y est pas étranger. Il est sorti au premier vote puis est rentré pour voter contre Lahaut. Avec la méthode que je lui connais depuis 30 je suis certain qu'il a excité les autres à voter contre Lahaut. Toute sa politique communale est axée sur l'alliance avec le PSC. Son ambition est de devenir bourgmestre de Bruxelles.

Je ne suis pas d'accord avec Lalmand lorsqu'il dit que les Wallons et les flamands se sont scindés. Il y a certainement eu quelques Wallonstels que Demoitelle, Van Belle etc..... Il y a incontestablement parmi les Wallons des auto-communistes.

Je ne crois pas qu'il y ait lieu d'abandonner la proposition de mettre Brunfaut en demeure de démissionner. Il faut voir ce que Premier en dira. Nous ne pouvons en tous cas pas abdiquer aussi vite. Je considère qu'il faut maintenir cette proposition. Ils ont deux vic-présidents.

En conclusion, je considère qu'il faut leur donner un ultime avertissement : si nous ne quittons pas le gouvernement, c'est la dernière fois que nous acceptons de ne pas rompre les ponts. Nous avons intérêt à ce que des hommes comme Buset et le Premier se soulèvent contre certains éléments de leur parti. Ils vont pouvoir repérer les types qui les manœuvrent.

Lalmand a dit que nous devons continuer à mener une politique constructive. Van Acker reproche au Gouvernement de lâcher les prix alors que c'est lui qui a lâché les prix de l'électricité.

Nous devons en tout premier lieu faire une démarche chez le Premier.

Avaux. - Il est essentiel qu'en fin de compte on constate que les socialistes ont été divisés. Je pense que nous ne devons pas dire que nous nous retirons, mais nous devons les obliger à examiner la situation au sein de leur parti et les amener à élire Lahaut. C'est une provocation pour essayer d'éliminer les communistes du Gouvernement. A leur provocation, nous devons répondre en les obligeant à nous donner satisfaction.

Terfve. - Dans ~~l'ensemble de ses~~ déclarations des socialistes, il y a une tendance à comparer l'événement à l'évincement d'un socialiste à la présidence du Sénat. Il y avait envers nous un engagement formel.

Marteaux a rappelé les questions d'ordre sentimental. Il y a un affront qui sera solidement ressenti par le Parti. Il doit y avoir à la position adoptée par une partie des socialistes, une contrepartie substantielle, pour notre Parti.

Le tout est de savoir s'il y a des raisons suffisantes pour quitter le Gouvernement. Marteaux a dit qu'à la veille des élections ce n'était pas le moment de quitter le Gt. Là n'est pas la question. Nous assistons à une manœuvre de Van Acker dirigée contre Lahaut mais surtout contre le Parti. C'est une preuve de force de la tendance Van Acker, de la tendance collaboratrice avec le PSC. Van Acker désire certainement que le Gt Huysmans tombe.

Un élément dont on n'a pas parlé c'est que demain doit avoir lieu de débat sur l'affaire Delwaide au Sénat dans laquelle le PSC n'a pas une position brillante. Il va devoir prendre la défense des inciviques. Le aimerait tout autant voir s'ajourner ce débat. D'autre part, nous allons être amenés à réexaminer notre participation sur la question du déblocage des prix, car la question de l'examen des arrêtés sur le blocage des prix de l'électricité, du gaz, du charbon et de l'acier est à l'ordre du jour.

Ceci m'amène à dire qu'à priori je ne suis pas d'accord de quitter le gouvernement sur la question isolée du vote pour la vice-présidence. Mais d'un autre côté, je pense que nous devons exiger une démission de Brunfaut ou de Van Belle et l'engagement de la part des partis de la majorité de bloquer leurs voix sur Lahaut candidat du P.S. Si cette opération réussit, il y a réparation.

Fonteyne. - Je crois qu'effectivement les événements d'aujourd'hui sont susceptibles de provoquer dans le parti et la classe ouvrière une très nette émotion. Mais néanmoins il m'apparaît que quelle que soit l'importance de cet événement, la classe ouvrière ne comprendrait pas que le Parti Communiste quitte le Gouvernement pour une question de procédure alors que le Parti est resté au Gouvernement lorsque se décidaient des questions qui l'intéressaient directement : notamment ~~lorsque~~ lorsque Van Acker a provoqué la classe ouvrière liégeoise. On ne manquerait pas de faire un parallèle.

Le Parti doit prendre la décision de rester au Gouvernement. Nous pourrons rendre ce geste positif en expliquant que nous restons pour poser des actes positifs tels les dommages de guerre.

Les socialistes/ont voté contre ont voulu nous mettre dans l'obligation de quitter le Gouvernement. Si nous quittons, nous allons leur faciliter le travail.

L'idée de demander qu'un socialiste démissionne du poste de vice-président me paraît bonne, mais il ne faudrait surtout pas lui donner la forme d'un ultimatum. Il sera bon de se rendre chez Huysmans. Le Parti devrait également entreprendre une démarche auprès du PSB.

Borremans. - Le camouflet sera ressenti durement à la base demain. C'est une élimination du parti du Bureau de la Chambre. On avait déjà pris des dispositions pour la nomination d'un 5e vice-président. Ce sera ressenti d'autant plus durement que c'est Marchand qui occuperait ce poste, Marchand qui a été élu à la suite d'une manœuvre.

Nous devons employer cette manœuvre pour démontrer jusqu'où va l'anti-communisme chez certains socialistes. Il est certain que le Parti ne peut rester sur ses positions. Il faut réparation.

Au moment du vote je pense que nous aurions été tous pour quitter le Gouvernement. Maintenant, je le suis moins. Il y a manœuvre pour nous faire quitter le Gouvernement.

Peut-être y a-t-il une troisième solution. J'ai parcouru le règlement de la Chambre, il y a eu quelque chose d'illégal (explication qui est rejetée)

Libois. - Dans le public, il y aura deux sortes de réactions : à l'extérieur il y aura indifférence, mais dans le Parti et la Résistance, ce sera considéré comme un affront car Lahaut est représentatif de la Résistance;

Au Sénat, depuis longtemps, nous assistons à une politique tendant à discréditer le Parlement, à discréditer le Parti. Récemment au Sénat on a crié "Aux ordres de Moscou". A la suite de manœuvres Stuyve a obtenu qu'il n'y ait pas vote demain à 3 heures sur la question des inciviques.

Il y a une attaque à fond du PSC qui est l'ennemi principal. Les socialistes sont divisés. Nous devons aider les bons. Quant à la division entre flamands et wallons il y a certainement des exceptions mais je pense que l'analyse de Lalmand est juste.

Au Sénat nous sentons un net rapprochement de beaucoup de libéraux.

Le propose : nous pourrions ce soir rédiger un manifeste où tout l'accent serait mis contre le PSC et où il serait indiqué le danger que font courir certains socialistes à la démocratie, de façon à éclairer les masses socialistes tout en laissant notre décision en suspens.

Nous pourrions aussi voir les dirigeants libéraux, socialistes et Paul Lévy en leur demandant de redresser la situation créée. On pourrait peut-être faire retirer la candidature de Marchand. En conclusion, nous devons exiger que soit réparée l'injure qui nous a été faite.

Hebssens. - Voici mon avis sur la façon dont on peut relever le gain. Au travers de Lahaut, on a voulu atteindre le Parti. Je propose : Le BP et le CC vont voter une adresse d'ardente sympathie à notre Président.

Envoyer une lettre à tous nos dirigeants fédéraux leur demandant que des adresses de sympathies soient envoyées à Lahaut de tous les échelons du Parti.

En ce qui concerne notre participation, je suis d'accord avec Awaux et Terfve. Il faut tout faire pour amener les socialistes à revoir la question.

Bispy. - Lalmand dans ses conclusions a en fait tracé pour l'immédiat dans quel sens le Parti devrait s'orienter. Nous aurions pu proposer de rompre les ponts et de cesser notre collaboration. Lalmand nous propose de discuter. Cette proposition est sage. Elle ne devrait pas entraîner plus qu'elle ne comporte. Je ne crois pas que le camarade Lalmand ait tranché le problème de la collaboration gouvernementale.

Je considère que dès aujourd'hui la crise gouvernementale est ouverte. C'est sous cet angle que la question doit être examinée. J'esuis d'accord avec les propositions de contact avec les partis. Mais quelles sont nos perspectives? Nous assistons sous une forme nouvelle aux incidents qui se sont produits avant la constitution du Gt H uysmans (Affaire Van Glabbeke)

Nous savons tous que dans les jours qui viennent les vrais problèmes vont se poser. Pouvons-nous dissocier l'incident d'aujourd'hui de ces problèmes?

Si nous avions décidé de rompre la collaboration, cela aurait permis de réunir autour des provocateurs du PSB tous les autres et de faire croire qu'il n'y a pas moyen de s'entendre avec les communistes. La crise gouvernementale est ouverte, nous sommes en état de crise. Nous devons joindre la question de programme du Gt avec la question Lahaut. Nous ne devons pas minimiser l'incident et poser nos exigences pour assurer la rénovation du pays, et dénoncer la manoeuvre pour faire sauter la barrière des prix. Il faut joindre les intérêts du Parti et son prestige aux intérêts du pays tout entier. Je vous propose, outre les propositions faites antérieurement à savoir prendre contact avec libéraux, socialistes de pendre l'initiative de poursuivre l'oeuvre ~~du~~ gouvernementale en expliquant la manoeuvre.

Je propose de faire venir Lahaut au meeting de Bruxelles.

Je ne suis pas d'accord avec Lalmand lorsqu'il parle de la scission entre flamands et wallons. Des socialistes wallons ont cru bon de mettre leurs intérêts personnels au dessus de tout. Mais je reconnais néanmoins que l'initiative vient du groupe V.A., du groupe flamand.

Lalmand. - Les camarades qui sont intervenus semblent avoir une opinion différente de la mienne. Je demande la parole, non pas en tant que Secrétaire Général du Parti, mais en tant que membre du B.P. En ce qui concerne la division entre flamands et wallons, il faut souligner que les flamands adoptent une attitude différente de celle des wallons. Ce qui les divise, c'est leur désir de collaborer avec le PSC, alors que cette collaboration offre plus de danger pour les socialistes wallons.

En ce qui concerne l'affront. Il a été dit qu'il s'agissait d'adresser aux socialistes et libéraux un ultimatum. Il a été question de leur faire comprendre que c'est la dernière fois.... Je suis d'avis qu'il y a des affronts que l'on ne se risque pas à avaler, même une première fois. Il s'agit d'un affront au Parti, à notre Président. Ne devenons pas des politicailleurs. Plusieurs des camarades sont en train de verser dans un dangereux opportunisme.

J'ai dit qu'il fallait éviter de désider sous le coup del'émotion. Je souligne que nous ne pouvons rompre les ponts avant d'avoir eu un entretien avec le Premier.

Je ne suis pas guidé par le désir de quitter le Gt. Je regrette l'incident qui nous amène à quitter le Gt.

Il a été dit qu'il fallait examiner avec les libéraux et les socialistes et les amener à voter pour une vice présidence communiste. Nous ne devons pas nous faire trop d'illusions.

Si nous examinons la situation dans un esprit opportunisme, il est certain que cela nous apporterait des voix. Le facteur psychologique peut se transformer en fait politique. Le PSC ne désire pas participer au Gt avant les élections, il désire surtout nous discréditer. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe qu'on traîne dans la boue notre porte-drapeau. Il y a des affronts que l'on ne pardonne pas à un homme d'accepter. On dira de nous qu'il n'y qu'une

chose qui compte : rester à tous prix au Gt pour obéir aux ordres de Moscou. Nous n'y gagnerons rien, car, par la suite, on nous mettra dehors avec un coup de pied au derrière.

D'aucuns pourraient croire que cet incident n'intéresse pas directement les masses. Cela frappera plus nos membres que les questions de prix et salaires. On voudrait nous faire croire qu'il est indispensable que nous restions au pouvoir pour résoudre les questions des prix. On voudrait nous faire croire que nous sommes indispensables pour résoudre les questions des salaires. Souhaitons qu'au lendemain de notre départ il soit impossible de bloquer les prix et salaires.

Ne faisons pas de politicaille.

Nous jouons ici l'essentiel : ne pas perdre le contact avec les masses, la confiance des masses. Croyez-vous que ces hommes naïfs qui voient en nous leurs meilleurs défenseurs nous garderont leur confiance si nous acceptons l'affront?

Si nous manquons de dignité croyez-vous que les travailleurs nous garderons leur estime.

Je pense que ceux qui nous ont proposé de prendre demain contact avec le Premier et les partis ont eu raison. Nous devons leur tenir un langage digne. Tout en rendant hommage à un homme comme Buset, nous ne pouvons accepter l'affront. Ce sont les socialistes qui ont failli à leur parole, à eux de nous faire des propositions. Nos prédécesseurs n'auraient pas accepté un tel affront.

Dejace. - Nous devons bien examiner tous les aspects de la situation. Demain une délégation syndicale se rendra chez le Premier, Lalmand est parmi les ministres qui la recevront. Ils vont protester contre l'abandon de la politique des prix et salaires. Les délégués vont démontrer que les prix ont été augmentés de 12 à 20%. Il n'y a toujours pas d'index. Les syndicalistes demanderont au Gt s'il est décidé à faire respecter les prix.

D'accord avec Terfve que le camouflet Lahaut n'est qu'un aspect de la lutte pour faire sauter les prix qui gênent Van Acker et les trusts.

Je considère qu'il ne faut pas minimiser la dualité entre flamands et wallons.

A tout instant nous sentons que la scission est près d'éclater dans le mouvement syndical, scission qui aurait une influence considérable.

Lessyndicalistes vont réclamer la mise en train des conseils d'entreprise sans attendre que la loi soit votée.

Je ne crains pas de sortir du Gt, mais je crains seulement que nous donnions l'occasion à la réaction de rentrer et que nous apparaissions avoir quitté sur une question personnelle.

Boulanger. - Il ne faut pas minimiser l'événement. Il ne faut pas se laisser faire sous prétexte de rapprochement avec les socialistes, alors qu'eux mettent tout en oeuvre pour se détacher de nous. Actuellement, on a ridiculisé le Parlement.

La proposition d'ordre du jour n'est que platonique. Nous ne pouvons apparaître comme voulant rester à tout prix. La classe ouvrière ne nous en voudra pas de quitter le Gt dans de telles circonstances. Il faut voir le Premier Ministre, et obtenir que Lahaut soit Vice-Président.

Taillard. - L'échec de Lahaut, je l'ai ressenti comme un crachat en pleine figure. Même sentiments chez Glineur et Libois. On a nommé un vice-président qui ne représente rien. C'est un camouflet au régime parlementaire.

Résolution du Bureau Politique du Parti Communiste.

Le Bureau Politique élargi du Parti Communiste de Belgique a examiné la situation créée par le vote écartant de la Vice-Présidence de la Chambre Julien Lahaut, Président du Parti.

Il considère que ce vote a été acquis au mépris des engagements les plus formels pris depuis plusieurs mois par les groupes de la majorité.

Le Bureau Politique considère que ce vote porte atteinte à la dignité du Parlement et constitue un outrage tant à l'égard du Parti Communiste qu'à l'égard de notre grand camarade Lahaut, héros de la Résistance, glorieux prisonnier politique.

Il adresse à son Président l'hommage de l'admiration et de l'ardente sympathie du Parti tout entier.

Le Bureau Politique considère que l'attitude de certains membres ~~auxquels~~ de la majorité remet en question le principe même de la participation des communistes au Gouvernement.

Il estime que le Parti Communiste ne pourrait ~~maintenir~~ continuer sa collaboration au Gouvernement que si réparation totale et immédiate lui était accordée.

Il charge les camarades Lalmand et Terfve de notifier officiellement au Premier Ministre le texte de la présente résolution tandis que les camarades Dispy et Glineur le communiqueront aux présidents des partis libéral et socialiste.

B.P. 12-11-46

=====

46.058

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le

BRUSSEL, den

10/11/46

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan

Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique.

Chers Camarades,

Le Bureau Politique se réunira le
samedi 16 courant à 9h30.

Ordre du Jour :

Situation Presse centrale
Attitude envers les inciviques
Dejae et Coenen
Divers.

Dispy.
Van Aerschoot.

Bien fraternellement.

E. Lalmand
E. Lalmand.

Situation Administration du D.R. par Dispy.

Il y a lieu d'envisager le remplacement du camarade Boulanger. J'ai eu l'occasion de constater que Boulanger n'avait appliqué aucune des décisions prises par le Bureau Politique. Rien n'a été mis en œuvre pour redresser la situation. La mise en ordre des abonnements n'est pas commencée. Plus personne ne pourrait en ce moment établir la liste des abonnés. Des journaux sont fournis sans paiement, alors que des abonnements souscrits ne sont pas fournis. Les recouvrements novembre ne sont pas encore en cours. En ce moment, on récupère les abonnements d'octobre. Un camarade licencié, travaille toujours au DR etc....

Nous proposons de remplacer Boulanger par le camarade Relecom dont nous connaissons les qualités. Il y avait un seul autre candidat : Ruys, mais pour certaines raisons sa candidature ne peut être retenue ce camarade ne pouvant jouir de la signature. Est-ce sage d'envisager la candidature de Relecom? Il est particulièrement qualifié. Il a fait ses preuves dans des affaires à caractère commercial depuis son retour. Le camarade Thonet, consulté, a marqué son accord. La responsabilité politique reste à Terfve. Il s'agit d'une responsabilité d'ordre administratif. Relecom consulté serait d'accord de commencer le 1^{er}/12.

Marteaux. - Pour appuyer la proposition du Sec je tiens à rappeler l'expérience que j'ai faite avec Relecom à l'Action Socialiste. Il en fut un administrateur parfait.

Terfve. - Appuie la proposition qui est faite. Si on veut redresser l'administration du journal, il faut prendre des mesures radicales. Le point le plus délicat de la question est que bien que ce poste soit un poste d'administration, c'est cependant un poste à incidence politique. Néanmoins un homme comme Van den Boom occupe un poste important au Ravitaillement. Leemans fait du bon travail au Dpt de la Reconstruction. Joye travaille fort bien au journal. Il faut maintenir la mesure prise pour un certain temps, mais il faudra y revenir. Ces camarades n'ont pas été exclus, il faudra examiner plus tard ~~leur~~ la possibilité de leur permettre de remonter dans le Parti.

Van Hoorick. D'accord avec la proposition faite. J'insiste cependant pour qu'on double Relecom d'un camarade flamand. Pascal n'a pas été remplacé. Il faudrait envisager la possibilité de remettre Van Den Boom au travail. Je propose de le mettre à la RV afin de libérer Bob Dubois.

Si le Parti n'attache pas plus d'importance au travail en Flandres, cela finira mal, pour le pays et pour le Parti. Nous ne trouvons aucun appui du Parti pour notre travail en Flandres.

Dispy. - Tout le monde semble d'accord sur la proposition faite. Chacun a été sensible à l'aspect politique du problème. C'est un post technique à incidence politique. Cependant Terfve reste le responsable politique.

En ce qui concerne les remarques de Bert, il ne faut pas oublier que Pascal était totalement inactif et que Relecom sait assez de flamand pour se débrouiller et a une secrétaire flamande.

En ce qui concerne la proposition de remplacement de Dubois par Relecom, il n'y a pas de comparaison possible. VdB deviendrait immédiatement le dirigeant de la RV car Terfve ne pourra pas l'être, même s'il disposait du temps voulu. Il faudra revoir cela plus tard. Les considérations de Van Hoorick concernant notre attitude à l'égard

du Parti flamand sont injustes. Je prie Bert de bien vouloir faire par écrit ses remarques et suggestions afin qu'elles servent de base à des réorganisations éventuelles.

En conclusion, le Bureau Politique marque son accord pour Relecom.

Rapport de Van Aerschot sur attitude envers les inciviques.-

Mon rapport doit servir de base à une discussion de laquelle sortiront des propositions concrètes. Jusqu'ici en tant que Parti Communiste nous avons dit : clémence pour les petits, sévérité pour les grands, mais nous n'avons formulé aucune proposition concrète. 14.000 hommes sont au travail, mais ne produisent pas grand(chose pour le pays. 30.160 internés dont 2.000 femmes. Que pouvons-nous proposer? Un très grande masse est intéressée dans les questions d'incivisme, car il faut tenir compte des familles. Le PSC essaye de les exploiter.

Il faut également que nous fassions des propositions pour les certificats de civisme.

Le PSC met tout en oeuvre pour défendre les grands collaborateurs en prenant la défense de tous les collaborateurs. Suite à des articles de la RV Het Volk a été obligé de mettre l'accent sur les grands collaborateurs. Il faut arriver à dresser les petits collaborateurs contre les grands.

Nous ne pouvons nous laisser aveugler par la haine, il y a dans la masse des petits inciviques des petites gens qui se sont laissés entraîner.

/ ouvrier Il y a des inégalités flagrantes dans les sanctions prises, ainsi, un petit/imprimeur est en prison alors qu'un gros collaborateur industriel court toujours.

Lilar dans son discours n'a pas dit ce que nous ferions des grands collaborateurs.

La plupart des inciviques voient dans le PSC le Parti qui pourra les libérer. Et cependant parmi ces inciviques, il en est qui font preuve de sympathie à l'égard de notre Parti.

Lilar a parlé de rééducation par des conférences et des visites. Nous avons le devoir de demander qui sont les personnes qui seront chargées de ces missions? Le FI n'ajamais été sollicité. On parle également d'un service social pour s'occuper des inciviques à leur libération. Il a été question de libérer selon les ressources

Notre parti ne peut accepter un tel critère.

Il y a 20 à 30.000 détenus, mais il y a également les familles. Qui seront les professeurs, qui seront les éducateurs? Il faut poser cette question à Lilar.

La question de l'incivisme n'est pas une question flamande, c'est une question belge.

Nous devrions proposer la suppression du certificat de civisme. Nous savons tous ce que vaut le certificat de civisme. Ainsi dans un village flamand, les certificats étaient établis par un bourgmestre qui, par la suite a été suspendu pour incivisme....

Des résistants eux-mêmes sont d'accord de supprimer le certificat de civisme qui n'est plus qu'une caricature.

Je propose :

la suppression du certificat de civisme,
l'inscription de la condamnation sur un registre spécial,
inscription sur la carte d'identité.

En ce qui concerne l'amnistie, je considère que politiquement elle est indéfendable, elle constitue une prime à la trahison. De plus, l'amnistie s'étend à toutes les catégories ayant subi une même peine, or nous constatons que pour les memes délits, on applique de

peines différentes, qui, de plus, varient selon l'époque d'application. En ce qui concerne la révision des procès, elle s'avère impossible. La libération provisoire est également indéfendable. La grâce nécessite aussi un examen individuel, mais il y aurait possibilité de gracier certains cas. Il faudrait pour cela créer des commissions comptant des représentants de partis à côté d'un juriste et d'un résistant.

En ce qui concerne la jeunesse, nous proposons une amnistie générale pour tous ceux qui n'avaient pas 20 ans le 4 septembre 1944 et dont le délit s'est limité à l'appartenance aux organisations sans cependant avoir porté les armes.

/ grands Ces propositions seraient accompagnées de propositions de mesures à prendre pour la punition des collaborateurs politiques et économiques, en soulignant que leur responsabilité fut plus grande que celle des petits.

Nous ne devons pas oublier qu'à l'origine de l'incivisme il y a les injustices qui existaient dans le domaine linguistique. Ce fut la base de départ d'une série d'actes d'incivisme.

Il faudrait donc que l'on veille à l'application des lois linguistiques.

Lahaut. - La question des inciviques est une question très importante qui touche un nombre considérable de familles. Je ne pense pas que nous heurterons le courant populaire en nous intéressant à cette question.

Borremans. - Le PSC a su s'emparer du problème des inciviques et des gens qui souvent, poussés par la misère ont posé des actes contraires à l'idée patriotique. L'oeuvre a été de noyer dès le début les gros collaborateurs dans la masse des petits, et de nous faire porter la responsabilité de la poursuite des petits. On a essayé de diviser la classe ouvrière sur la question des travailleurs volontaires. C'est ainsi que des patrons ont dit à des travailleurs volontaires qu'ils ne pouvaient les reprendre dans leur usine, les syndicats "communistes" s'y opposant.

Le Parti a eu sur la question des inciviques une position juste, mais la base n'a pas toujours réagi de même, car on connaît mieux, à la base, les petits inciviques que les gros.

Nous devons populariser notre position afin que les copains de la base agissent autrement. Il faudra dans les régions canaliser le mécontentement contre de gros collaborateurs.

Terfve. - Pas d'accord avec Van Aerschot et Borremans. Nous devons être attentifs aux efforts du PSC de s'emparer du Ministère de la Justice, Verbaet et du Bus ont commencé le grand coup d'éponge. Si parmi les travailleurs volontaires et les petits inciviques on trouve beaucoup de gens qui l'ont fait par misère, il ne faut néanmoins pas oublier que ces gens étaient avant guerre à la base de mouvement fascistes. Si nous constatons qu'en Flandres il y a un plus grand nombre d'inciviques, c'est que la base des organisations fascistes y était plus large.

Le problème de l'épuration reste très populaire. Notre position de protestation contre la non punition des gros collaborateurs est la seule juste, la dure punition des petits collaborateurs fait le jeu des gros. Notre position n'a pas été suffisamment popularisée.

D'accord pour certaines mesures d'indulgence envers les petits, mais il faut que les grands soient châtiés. Ce qui fâche l'opinion, c'est la mollesse et non la dureté de l'épuration. La population a l'impression que la justice est de même avec les gros collaborateurs.

Il faudrait arriver à un marché : faire libérer les petits et faire prendre des mesures contre les grands responsables.

Nous ne pouvons aucunement apparaître comme partisans de l'amnistie.

Dejace. - Je serais plus d'accord avec Terfve qu'avec le rapporteur. Ne pourrait-on rassembler une documentation sur les gros collaborateurs afin de dresser les travailleurs aux entreprises contre les patrons coupables. La vigilance des travailleurs ne s'est pas endormie mais ils ont perdu confiance.

la clémence et

Glineur. - D'accord avec/des circonstances atténuantes pour toute une série de gens accusés d'incivisme, mais il faut être prudents.

Il faut faire la distinction bien nette entre les SS, gardes wallonnes dénonciateurs, gros collaborateurs économiques. Dans les circonstances atténuantes que nous reconnaissons aux petits nous devons éviter d'apparaître comme voulant protéger les gros collaborateurs.

Le rapporteur et Borremans ont parlé des familles des inciviques, mais n'oublions pas que nos déportés et nos morts ont, eux aussi, de nombreuses familles. Actuellement, il existe des libérés qui ont dénoncé

/ conditions
négligées

des patriotes. Des libérations/injustifiées soulèvent l'indignation publique. L'indignation contre les inciviques est toujours très vivace. Si les PSC s'intéressent tant aux inciviques, c'est dans l'espoir de sauver les gros collaborateurs.

Je suis d'accord pour des mesures de clémence à l'égard de petits collaborateurs, mais n'allons pas plus loin si nous ne voulons pas faire naître le mécontentement.

Van Hoorick. - Nous avons discuté longuement de cette question à la commission flamande. Nous étions arrivés à la même conclusion que Terfve.

Nous sommes disposés à gracier les petits mais nous considérons que cela ne peut se faire aussi longtemps que les gros ne sont pas punis. Il faut donc marchander : poursuite des grands et clémence envers les petits.

Dispy. - Le rapporteur s'engage dans une voie dangereuse. Ce problème ne peut être envisagé sous l'angle de la clémence ou de marchandage. Nous sommes pour le chatiment des gros collaborateurs et nous sommes d'une certaine indulgence pour les petits. Le rapport part d'une donnée fautive. Il manque dans le rapport l'aspect de classe. Ce problème doit être vu non pas sous l'angle de chatiment ou de clémence, mais sous l'angle de la rééducation et d'incorporation dans la société d'une série de gens qui ont fauté. Il y a danger que ceux qui ont été libérés s'ils ne sont pas pris en main vont se dresser contre les autres parties de la population. Il faut trouver le moyen de les réunir et de les rééduquer. Il faudrait les amener à reconnaître leur faute et les réincorporer dans la société.

Nous devrions insister sur le problème de la jeunesse.

Tous ces gens devraient être groupés et dressés contre les gros collaborateurs qui les ont entraînés. Van Aerschot a proposé une sorte d'amnistie pour les moins de 20 ans. Le mot est gênant. Peut-être faudrait-il examiner ce qui pourrait être fait par le canal du Ministère de la Famille.

En ce qui concerne le certificat de civisme, je pense qu'il serait erroné de faire une inscription quelconque sur la carte d'identité.

Lalmand. - S'il y a un problème qu'il serait dangereux de traiter sur le plan sentimental, c'est bien celui des inciviques. Les problèmes de l'épuration vont en s'atténuant. Si on examine le problème de l'épuration et de la répression dans le cadre de la situation économique il y a des facteurs dont il serait dangereux de sous-estimer l'importance.

10 à 15% de la population se sont conduits comme des salopards et on misé sur la victoire allemande. Lorsqu'on examine la situation en Flandres, le pourcentage est plus élevé encore.

La majorité des entreprises a servi l'occupant, et c'est sur l'étendue de ce mal que l'on se base pour essayer d'obtenir le coup d'éponge. En ce qui concerne la collaboration économique un des principaux éléments de non condamnation, c'est qu'on a ouvert des dossiers contre 80% des firmes belges. Inconvénient non seulement pour les firmes mais aussi pour l'économie du pays. A noter également que plus de 30.000 internés sont soustraits à la production. Ils vivent dans des camps et forment des centres de propagande. Tout cela contribue à discréditer l'épuration. Il ne faut pas se dissimuler que ceux qui ont voulu procéder au coup d'éponge sont parvenus à discréditer l'épuration. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que la répression est toujours populaire, car l'épuration telle qu'elle est pratiquée n'est pas une oeuvre de justice, mais d'injustice.

Nous devons de plus en plus nous orienter vers une double conception 1° Lutte pour que les grands coupables soient punis. Si on arrivait à chatier les 100 principaux responsables moraux de la trahison, le principal de l'épuration serait fait. Or, en ce moment, ce sont les petits qui écopent alors que les responsables échappent. Cela devrait nous amener à plus de compréhension envers les moins coupables.

Nous ne pouvons continuer à considérer comme des hors la loi une partie importante de la population, comme serait faux de les embrasser, mais ~~enfin~~ il faut trouver un moyen de les réhabiliter, car je suis convaincu qu'il y a des coupables repentis.

Je suis partisan de faire bénéficier de circonstances atténuantes les moins coupables et je pense que nous devrions rechercher les moyens pour les aider à reprendre leur place dans la nation.

Il y a également l'aspect politique. Si le PSC apparaît comme le défenseur des grands coupables, il apparaît aussi comme celui qui plaide l'indulgence et la mansuétude.

Dispy. - J'ai fait des propositions pour réintégrer dans la société ceux qui ont été punis et de les dresser contre ceux qui n'ont pas été chatiés. Une des lacunes du rapport, c'est qu'il y a ceux qui s'organisent et luttent. C'est ainsi que j'ai appris récemment qu'il y avait un projet d'attentat contre le siège du Parti. Il faudrait arriver à séparer ceux qui peuvent être réintégrés dans la société de ceux qui continueront une politique fasciste.

Van Aerschot. - J'ai souligné que si mes propositions étaient reprises elles seraient accompagnées de propositions concrètes pour la punition des collaborateurs économiques. Dejae a souligné qu'on devrait avoir une base de documentation à ce sujet.

Jetiens à souligner que les camarades ~~na~~ sont pas intervenus sur la question des éducateurs désignés par Lilar. Nous devrions absolument savoir comment ces gens ont été désignés.

Terfve et Dispy se sont élevés contre la suppression du certificat de civisme. Il y a eu des abus dans ce domaine. Mais il faudrait que le Parti fasse des propositions concrètes.

Lalmand. - D'accord d'examiner le cas des moins de 20 ans ayant simplement appartenu à des mouvements fascistes, sans port d'armes et trahison.

Dispy. - Voici trois propositions :

- 1° Rechercher des gens qui feraient des articles dans le DE.
- 2° Poser le problème de la rééducation au FI et de la réintégration dans la collectivité.
- 3° Rassembler toutes les propositions d'aujourd'hui en un document qui en rassemblant toutes les propositions permettrait de préciser pour une réunion ultérieure.

Lahaut. - Après les élections.

Van Hoorick. - Après les élections, le Parti devrait faire quelque chose de retentissant, la publication d'un livre blanc par exemple, ou une réunion spéciale du CC.

Van Aerschot. - Demande que des députés demandent des renseignements sur l'épuration administrative.

Terfve. - Il faudrait examiner les responsabilités dans les questions de la Banque d'Emission et du Comité Galopin.

Van Aerschot propose la collaboration de Gerlo et Demany.

Intervention de Lalmand au sujet des absences de Coenen et Dejace.

Notre ami Coenen s'absente fortement du Bureau Politique pour des raisons de santé. Je crains que moralement aussi, ce camarade soit en mauvais état. Il faudrait envisager une manifestation de sympathie de la part du Bureau Politique.

En ce qui concerne Dejace, au cours de ces derniers mois, il a été fort peu régulier à nos réunions. C'est d'autant plus regrettable qu'il est le seul représentant des organisations syndicales. Une liaison étroite entre le P. et les syndicats s'impose.

Le but de mon intervention est de vous inviter à examiner comment et par qui ces deux camarades pourraient être remplacés. Cela ne comporterait aucune blame à leur égard.

Dejace. - Reconnaît ses absences, mais toujours involontaires. Un grave inconvénient est l'irrégularité de nos réunions. Il faudrait s'arrêter à un jour fixe.

Herssens. - Coenen est très mal. Je crains qu'Hennebert ne le soigne pas avec toute l'attention voulue. D'accord pour manifestation de sympathie.

Mais il faudrait prendre des mesures pratiques pour le soigner. Il voudrait beaucoup s'en aller se soigner dans le midi de la France. Il faudrait qu'un médecin à nous le prenne en mains.

~~Il~~ Il faudrait également qu'on examine la possibilité de l'envoyer en France.

Glineur. - D'accord avec l'envoi de Félix en France, mais il y a la question du Sénat. Il n'y a qu'une possibilité c'est de paier avec de Dorlodot.

Terfve. - propose que les deux copains Dejace et Coenen soient tous deux doublés. N'est pas partisans du remplacement de ces copains.

Dispy. - Dejace se lève la question de jour fixe pour le BP. Je propose le samedi matin. Dans ces conditions, il ne faudrait pas remplacer Dejace. Le remplacement de Coenen par un suppléant pose la question de vote.

Lalmand. - C'est là une pure question de formalisme. Nous pourrions décider que Sam serait un invité permanent, et qu'automatiquement lorsque Dejace serait absent, il se fasse remplacer.

Dejace. - Propose Avaux comme remplaçant.

Lahaut propose Avaux comme invité permanent.

Lalmand. - Avaux est incontestablement le mieux placé pour connaître la température parmi les milieux socialistes de la périphérie du Parti.

Intervention Glineur sur situation en vue des élections.

Wallonnie : 716 sections, 646 listes déposées dont 234 unitaires ou E.D.

Flandres : 202 sections, 171 listes déposées dont 41 " " "

Dispy. - Les résultats obtenus sont nettement insuffisants.

Propose de fixer la date du CC.

Lalmand propose que le CC soit convoqué immédiatement après les élections. Le BP pourrait se réunir le lendemain des élections et fixerait date pour CC.

PROGRAMME D'ACTION PARLEMENTAIRE
pour la Session 1946/47

Ce programme est établi en tenant compte de la situation politique actuelle, c.à.d. l'existence du Gouvernement Huysmans. Il est clair que des modifications de la situation politique entraînant, p.e. suite aux élections communales, des changements dans la composition du Gouvernement, entraîneraient des modifications du présent programme.

Le présent rapport est basé sur le rapport présenté au Bureau Politique du 28 septembre 1946, ainsi que sur les propositions rentrées par les parlementaires en conclusion de ce rapport.

AMELIORATION DU TRAVAIL DU PARLEMENT.-

Tous les Groupes de la Chambre réclament une telle amélioration. Cette opinion se retrouve surtout parmi les nouveaux parlementaires de tous les groupes. Toutefois, un seul parlementaire a fait jusqu'à présent des propositions concrètes. Il s'agit de Marcel Hubert Grégoire, député socialiste de Bruxelles qui, dans "Le Peuple" a écrit un article à ce sujet donnant les propositions concrètes suivantes :

- ".....
- "Pourquoi ne prendrions-nous pas l'initiative d'une commission
- "au sein de laquelle tous les groupes désigneraient des délégués?
- " Cette commission renforcerait la réglementation existante et
- "les pouvoirs du président. Elle policerait les interpellations.
- " Elle verrait à limiter de commun accord le temps de la parole accordé par groupe pour tout débat autre que la déclaration ministérielle.
- " Par exemple : une heure pour tout groupe comportant jusqu'à
- "25 membres; une demi-heure supplémentaire par vingt-cinq membres
- "en plus.
- " Le groupe répartirait ce temps de parole à sa guise.
- " Il serait admis de déposer en outre à l'Analytique, un
- "discours écrit sans le lire entièrement à la tribune, voire
- "même sans le lire du tout...
- " Nous sommes nombreux à nous convaincre que le Parlement n'y
- "perdrait rien en prestige.
- " Et que tous les parlementaires, usant ainsi raisonnablement
- "de la tribune, après avoir utilisé la voie des Questions et
- "Réponses, après avoir échangé leurs vues au sein de leur groupe
- "parlementaire, après avoir pris part au travail en commission,
- "pourraient parfaitement remplir ainsi leur mandat.
- " Notre ami Leburton a jeté l'alarme récemment au nom des nouveaux élus socialistes.
- " Notre ami Soudan fut naguère taxé de fascisme, pour avoir
- "voulu défendre des propositions analogues.
- " On ne nous empêchera pas de dire que Leburton et Soudan ont
- "raison."

Il est caractéristique que toutes ces propositions sont restrictives à l'égard des droits des parlementaires et des groupes et visent à accroître l'autorité et les droits du Président de l'Assemblée. Ce n'est pas dans ce sens que

l'institution devrait être renouvée.

Notons d'abord la perfection des services techniques de la Chambre.

Par ailleurs, la perte de temps dont bien souvent on se plaint, n'est bien souvent qu'apprente, parce que des possibilités sont créées, pendant que se déroulent les opérations réglementaires et protocolaires, de conversations et de contacts entre groupes, ainsi que la préparation personnelle des parlementaires sur les problèmes en discussion.

Deux ordres de mesure pourraient être pris pour améliorer le fonctionnement de l'institution parlementaire :

- 1°) Se tenir aux prescriptions constitutionnelles pour le vote des budgets à terminer pour fin décembre et envisager en conséquence la discussion et le vote de 3 budgets par semaine en siégeant 4 jours par semaine.
- 2°) Procéder à la mécanisation du système de vote à l'exemple de ce qui se produit dans d'autres parlements.
- 3°) Suppression des Sections.
- 4°) Extension du travail en commission.

Pour discuter de ces propositions avec effet utile, proposer aux autres groupes de la Chambre ainsi qu'au Bureau de la Chambre, la constitution d'une commission de revision du travail parlementaire.

Notre participation à cette commission serait assurée par notre Bureau du Groupe soit de la Chambre soit du Sénat, les propositions énumérées ci-dessus servant de base, amendées et complétées par le Bureau Politique, aux travaux de nos Bureaux dans ce domaine.

PROPOSITIONS DE PROJETS DE LOI.-

Libellé	Prop.par	Avis du rapporteur du présent rapport
1°) Extension du rééquipement ménager aux frontaliers	Frère	Défavorable. A traiter plutôt par interpellation, question écrite ou démarche auprès des Ministres intéressés.
2°) Nationalisation des carrières	Frère	Favorable. Renvoi Commission d'Etude.
3°) Organisation de la participation aux élections des belges se trouvant au Congo	Fonteyne	Favorable. Renvoi à l'auteur pour rédaction projet.
4°) idem. pour gens de mer et pêcheur.	<i>Tan Aenschot</i> Fonteyne	Favorable. Renvoi à Fonteyne pour rédaction projet.
5°) Suppression de la formule religieuse du serment.	Fonteyne.	Favorable, mais obtenir co-signature socialiste et lib. sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction projet.
6°) Spécialités pharmaceutiques	Fonteyne	Manque de précisions; elles sont demandées à l'auteur. De toute façon contact et accord avec Marteaux et Commission d'Etude.
7°) Simplification de procédure de divorce	Fonteyne	Favorable, mais obtenir co-signature soc. et lib. Sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction du projet.
8°) Monopole étatique de l'alcool.	Fonteyne.	Déjà admis. Hâter les travaux de la Commission d'Etude et obtenir co-signature soc. et lib.
9°) Simplification de la procédure en justice	Fonteyne	Favorable, mais obtenir co-signature soc. et lib. Sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction du projet.

Libellé -----	Prop.par -----	Avis du rapporteur du présent rapport -----
10°) Presse financière	Fonteyne	Favorable, mais développement préalable d'une interpellation.
11°) Réforme du Jury	Fonteyne	Favorable, mais obtenir co-signature soc. et lib. Sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction du projet.
12°) Loi interdisant propagande politique aux membres de l'enseignement.	Fonteyne	Défavorable ainsi présenté. Demander projet préalable en vue discussion B.P., à l'auteur.
13°) Loi imposant de choisir les membres de l'Enseignement primaire parmi les élèves sortis des Ecoles Normales officielles.	Fonteyne	Favorable, mais obtenir co-signature soc. et lib. Sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction du projet.
14°) Loi accordant la pension de vieillesse à l'âge de 55 ans aux anciens-combattants, prisonniers de guerre, prisonniers pol., déportés des 2 guerres et résistants reconnus de la campagne 1940/45	Struvay	Défavorable, mais prévoir amendement à la loi de réparation.
15°) Loi autorisant les communes et éventuellement la Sté Nationale de Distribution d'Eau à capter les sources nécessaires à l'alimentation des populations en eau potable, sans devoir procéder au préalable à l'achat des dites sources.	Struvay	Favorable, mais à étudier par le cde Marteaux et la Commission de la Santé Publique.

Libellé -----	Prop.par -----	Avis du rapporteur du présent rapport -----
16°) Prop. de loi supprimant les cumuls de pension et traitement du personnel d'Etat pensionné occupant de nouveaux emplois.	Struvay	L'auteur fait remarquer que pour pouvoir bénéficier de la pension de vieillesse, le travailleur doit signer l'engagement de cesser toute activité professionnelle. Avis favorable, mais projet à traiter avec grande prudence, confier dans ce sens à la Commission d'Etude intéressée et soumettre un rapport préalable au B.P.
17°) Contrôle de l'uranium	Libois	Favorable. Confier rédaction à l'auteur.
18°) Révision des conditions de vente de différents produits cultivés, fabriqués ou extraits au Congo, dont uranium, coton, étain.	Libois	Favorable. Rédaction à confier à l'auteur et à la commission intéressée.
19°) Instruction Publique. ----- Réorganisation complète.	Libois	Favorable en ce sens que l'ampleur de ce problème demande un rapport préalable de l'auteur, à présenter au B.P., sinon même au Comité Central, incluant l'idée d'un ou de plusieurs projets de loi à présenter avec lib. et soc.
20°) Recherches scientifiques. ----- Organisation	Libois	idem.
21°) Modification de la loi sur les allocations familiales	H. Glineur	Favorable
22°) Nationalisation des Caisses d'Allocations Familiales.	H. Glineur	Favorable
23°) Pension de vieillesse	H. Glineur	Favorable.

Ces 3 dernières propositions sont rédigées, il n'y a plus qu'à les examiner et à les déposer.

Libellé -----	Prop.par -----	Avis du rapporteur du présent rapport -----
24°) Rééducation des inciviques, y compris les membres de la famille, particulièrement les enfants.	Dispy	En liaison avec le rapport présenté au B.P. par le cde Van Aerschot.
25°) Revision sécurité sociale notamment y ajouter l'assurance contre accidents de travail et maladies professionnelles.	-Dispy-	Renvoi à la commission intéressée & participation Dejace et Avaux.
26°) Abrogation sinon revision des lois de 1935 restreignant l'autonomie communale	-Dispy-	Renvoi à la Commission Taillard- plus Fonteyne
27°) Grandes agglomérations	Dispy	idem.
28°) Banque d'Emission	Dispy	A traiter au préalable par une interpellation.

Il n'est pas déterminé dans ce rapport dans quelle Chambre seraient déposées ces propositions de loi. Il appartiendra au B.P. de formuler son avis, sinon de renvoyer cette question en tout ou en partie au Bureau de la Fraction Parlementaire.

Enfin, il y a lieu de pousser à la discussion en Commission nos propositions de loi prises en considération, sauf avis contraire du B.P.

~~Les méthodes de travail, les décisions~~ Les méthodes de travail, les décisions résultant de la discussion du travail parlementaire tenue au B.P. du 28/9/46, ~~devraient~~ devraient rester en vigueur et être suivies de très près pour application.

Ci-joint est annexé un document donnant ces décisions et l'état actuel du travail parlementaire.

Il résulte des dernières expériences que l'assiduité en fin de séance de la Chambre n'est pas observée et qu'une forte tendance se manifeste sans cesse pour quitter les séances dès que l'on atteint 16.30 h. Il est à noter également une tendance à négliger les séances du Groupe du mardi matin. L'argument invoqué précisément ces derniers temps est la campagne électorale et les obligations qu'elle crée. De toute façon, les Bureaux des Groupes devront rester très fermes et très vigilants à cet égard.

Complétant les dispositions déjà arrêtées précédemment, il conviendrait de fixer comme suit les réunions régulières des Groupes et des Bureaux :

REUNION DES GROUPES.....mardi matin à 10.30 h.

REUNION DES BUREAUX.....mardi matin à 9.30 h.

LIAISON LAHAUT/GLINEUR & DISPY - lundi soir ou en fin d'après-midi. Ceci impliquerait l'obligation pour les camarades Lahaut et Glineur de loger à Bruxelles tous les lundis quand il y a session du Parlement.

Le cde Lahaut est toujours retenu le lundi matin, moi-même souvent le lundi après-midi. Il vaut mieux traiter d'affilée le travail et les réunions parlementaires, plutôt que de se rencontrer, et par conséquent se déplacer spécialement, le samedi, d'autant plus que les ordres du jour et documents Chambre et Sénat ne parviennent que le samedi dans la journée et même encore le lundi.

AUTRES PROPOSITIONS.-

Rédaction sous forme d'un vade-mecum de l'organisation générale du travail parlementaire des Groupes, à remettre à chacun de nos élus.

Maintien de la répartition actuelle dans les commissions.

Etre vigilants et lutter pour obtenir des fonctions de secrétaire et de rapporteur dans les commissions.

Généraliser la méthode de recevoir des délégations au Parlement.

Généraliser les "Questions" à poser aux Ministres par la voie habituelle de la Chambre et du Sénat.

Action extérieure des parlementaires:

Interviews dans notre presse.

Utilisation dans notre presse des "Questions et Réponses", non seulement lorsque paraît le Bulletin, mais dès le moment où la question est déposée sur le Bureau de la Chambre ou du Sénat. A régler par le Bureau du Groupe.

Amélioration des permanences.

Amélioration des Commissions techniques.

Obligation de l'abonnement au Compte-rendu Analytique pour tous les militants nationaux, membres des comités fédéraux, secrétaires des sections et secrétaires des groupes.

Obligation aux Fédérations de l'abonnement au "Moniteur".

Par les soins des Bureaux des Groupes parlementaires et de l'Agit-Prop central communication et commentaires pour projets importants aux Fédérations.

R. DISPY
=====

LALMAND

Chambre

- 14/5/46-Réponse Budget Ravitaillement 1945 et 46.
12/6/46-Intervention dans interpellation De Schrijver au 1er Min.
sur la politique générale du gouvernement.
2/7 -Réponse à l'interpellation de Héger et à celle de Chalmet
7/7 -Réponse à l'interpellation Van den Eynde et Héger.

Sénat

- 7/5/46- Réponse aux interpellations Sobry et Bouilly.
6/6 - Rép. Budgets 45/46-Ravitaillement
11/6 - idem.
10/10-- Réponse à l'interpellation De Boodt, d'Aspremont, Desmedt.

Marteaux

Chambre

- 8/8/46- dépôt projet Création Ordre des Médecins.
16/10 - Réponse Budgets Santé Publique 45 et 46.

Sénat

- 13/6/46- Budgets 1945/46 Santé Publique

BORREMAN

Chambre

- 26.3 /46- Prop. loi créant impôt extraord. sur les profits et
placements réalisés à l'aide des fonds de tiers.
16/5/46 - Rép. Budgets 45/46- Travaux Publics
22/5 - idem.
1/10- Budget Recettes et Dépenses extraord.-Réponse à partie conc.
le Ministère des Travaux Publics
29/10- Dépôt projet de loi organique urbanisme.

Sénat

- 14/5/46- Réponse interpellation Van Peteghem.
24/10 - " Budgets Travaux Publics 1945/46

TERFVE

Chambre

- 20/10/46-20/3/46- Intervention déclaration gouvernementale
15/5- Réponse à l'interpell. Demoitelle et Van Belle
13/6 - Fait personnel.
- Réponse à Demoitelle qui demande urgence Statut P.P.
7 /8 - Dépôt Statuts Pris.Pol. et Pris.Pol.Etrangers - et déclaration
8/8 - Dépôt projet Dommages de Guerre.
24/10- Statut P.D.-expl.art. 1,4,7,8,11,13,17,19,21.
29/10- id.art.25,35

TERVME

Chambre (suite)

29/10- Statut Etrangers P.P. déclaration disc. gén.-art. 5(adopté 31/10
transmis au Sénat)

31/10- Discussion gén. Projet Dommages de guerre.

- Seconde lecture Statut P.P.-art.8, 21, 35 (projet adopté-
Renvoi au Sénat)

6/11- Réponse projet Dommages de guerre

7/11- idem.

Sénat.

3/7/46- Réponse prop. Ronse, déchargeant sinistrés d'introd.nouvelle
demande.

November 46

3P02_1946_11

1)

Situation politique BP 4/11/46.

Quelle sera la situation gouvernementale
après les élections.

46.055

I) Position de notre Parti.

gouvernement démocratique
renforcé

libéraux et PSC pas réagi
jusqu'ici.

manœuvre de Lurock.

nous engager d'avance la
responsabilité d'un accord PSC

PSB. = mise sur les deux chevaux.

~~mise~~

mise au point D R.

II) Position du PSC.

Continuent à prôner alliance avec
PSB.

Tendent d'être convaincus que
les élections communales, auxquelles
ils entendent donner le caractère d'un
plebiscite, leur apportera une très grande
victoire.

2)

Les rebuffades du PSB officielle enavent
le PSC. visiblement leur maintien dans l'oppo-
sition les exaspère.

Leurs différentes tentatives de renverser le
gouvernement ont échoué.

Leurs tentatives de dresser les classes
moyennes contre le gt. en général,
contre Communistes en particulier, n'ont
pas donné les résultats escomptés.

Tout cela contribue à faire apparaître plus
clairement les divergences ~~ou~~ existant au
sein du PSC.

position des syndicats chrétiens.

problème des prix et salaires.

divergences à propos p.p.

urgence interpellation Lavit.

PSB. faire sans entendre que question
royale plus empêchement alliance.

(voir privée le 9/10/64 III.)

Pour parler avec V. N. - auxquels tout le

3) presse de droite accorde une très large publicité.

Li PSB. refuse après élections collaboration avec
PSE comme tel, ris que de voir celui-ci se
diviser augmentent -

Donc élargi l'axe entre PSB et PSE.

III Position du PSB

Manque de discipline sur le plan
parlementaire - Kosey - Bell -
Guschin - Sommerhausen.
Brenfaut - Huyomaus.
Les outrages de V. Acker.

déclaration de Huyomaus
" Melot -

tendance Buset - limite volontairement
très monté contre V. A. et ses complices - ce qu'il les rapproche de n'importe quel.

signification élections communales.
seul ~~comprendre que~~ ~~prétend que~~ reconduction actuel
gouvernement absolument normal.

La chose n'est pas aussi simple.

perdent de vue la faiblesse du présent
gouvernement qui est surtout le fait des libéraux.

4)

TV Position des libéraux.

Supportent difficilement
d'être séparés du PSC.
de collaborer avec les Communistes.

L'approche des élections fait apparaître
de façon plus spectaculaire leur manque
d'enthousiasme.

Surveillent avec inquiétude les pourparlers
entre UH. et la droite.

Conseil National critique Ruest.
Finances
Reconstruction.

Alignée à la Chambre et au
Sénat.

Mais beaucoup plus important offensive
C/comm. { Conseil Sup. Cluses Mayennais
Conférence Nationale du Commerce

C/prix. mené par Hubert
menace de donner sa démission
Charbon - acier - électricité

5] C'est de lui l'élément le plus important
de la situation actuelle.

Nous devons tenir - s'appuyer de plus
en plus sur les syndicats - et se
rapprocher le plus possible de la
tendance Buset

~~Il s'agit~~ le rôle joué par le Parti -
apparaît de plus en plus - au sein de
la majorité qui est en déscompense.
Le Parti apparaît comme le seul élément
cohérent.

Nous ~~avons~~ ~~pas~~ les sommes nettement
à l'avant plan de la défense des revenus
des travailleurs, des recherches de
la situation économique, et de la rénovation
du pays

Je suis d'avis que votre influence augmente
parmi les travailleurs qui comprennent
mieux nos mots d'ordre
parmi les él. moyennes que la

voir vers

demagogie princi des PSB
a fini par l'utiquen -



L'évolution de la situation interna-
tionale nous est également favorable
L'anti-stalinisme est temporairement
regressé -

Compte-rendu du Bureau Politique du 4/II/46

Présents : Lalmand, Dispy, ~~Martens~~, Glineur, Marteaux, Van Hoorick, Van Aerschot.

Radio.- La radio flamande ayant fait parler des candidats, il est rappelé que la décision de ne pas les faire parler est maintenue.

A l'avenir, Dispy sera chargé du contrôle des textes qui seront lus à la radio.

Félix Coenen est toujours malade. Dispy ira le voir. Son remplacement sera éventuellement envisagé.

Dejace.- est fréquemment absent. Son cas devra être examiné à un prochain B.P. en sa présence.

Communication de Lalmand concernant Solidarité.-

Les camarades de Solidarité considèrent que dans la situation présente la capacité de rayonnement de cette organisation est diminuée du fait de son affiliation au F.I. Le F.I. au début avait essayé de ne prendre que des affiliations collectives. Actuellement, Sol est à peu près la seule organisation à y être encore affiliée, le F.I. a maintenant de nombreux affiliés individuels.

Jacquemotte et Holender demandent la désaffiliation.

Terfve et Gerlo sont contre.

Marteau.- Le F.I. est en voie de liquidation. Sol devrait faire un effort d'organisation. Il faudrait que Sol devienne un organisme officiel avec statut légal et conseil d'administration se réunissant régulièrement, sans quoi je ne pourrai plus continuer à aider Sol.

Il faudrait d'ailleurs qu'on examine à fond le programme de Sol et l'orientation à lui donner. Il ne faut pas de travail anarchique qui puisse prêter à la critique. Il faut éviter la dispersion. Ainsi, les vacances enfantines en Suisse n'ont-elles pas coûté beaucoup trop cher en frais généraux? Lorsqu'on organise des fêtes les frais généraux ne sont-ils pas trop élevés? On demande au public de faire des dons, mais une grande partie de ces dons s'en va en frais généraux.

Il est certain que la vie d'~~xxxxxx~~ organismes de ce genre est fort difficile, c'est ainsi que la Croix Rouge ~~va~~ demander à devenir un organisme para-statal.

Il faudrait que l'activité de Sol soit examinée à un prochain B.P.

Glineur.- Pas très enthousiaste de désaffilier Sol du F.I.

Craint que ce ne soit pour Sol un coup de grâce.

~~Martens~~ Lalmand propose de discuter de Sol à un prochain B.P.

Il propose un entretien préalable entre Marteau, Borremans et Rosie. Sol doit reprendre le programme d'avant guerre du Secours Populaire. Il doit s'occuper de toutes les victimes.

Dispy.- D'accord pour la désaffiliation de Sol. Je propose que Marteau, Borremans soient les camarades de Sol et du F.I. pour examiner la meilleure façon de procéder.

D'accord pour présentation d'un rapport sur Sol au B.P.

D'accord avec les remarques pertinentes de Marteau sur Sol.

Candidature de Van Hoorick à Alost.-

Lalmand expose que la question a été discutée au Secrétariat.

Il est contre, Dispy est pour, Glineur a proposé que Van Hoorick figure sur la liste et démissionne par la suite.

Lalmand est contre car il considère que Van Hoorick qui a tendance à être déjà trop régionaliste le ~~xixxxx~~ deviendrait plus encore et que son travail de dirigeant national en souffrirait. Un mili

tant national doit parvenir à se détacher partiellement de sa région. Sans vouloir sous-estimer le rôle que Van Hoorick pourrait jouer sur le plan local, je considère que son travail pour toute la Flandre s'en ressentirait. De plus l'état de santé de Van Hoorick laisse beaucoup à désirer.

Tenant compte de la popularité de Van Hoorick, je serais d'accord que Van Hoorick figure sur la liste, mais démissionne par la suite. Dispy.- Nous sommes d'accord que Van Hoorick soit candidat. En ce qui concerne son maintien ou sa démission, je pense que nous devons réexaminer la question au cours d'un prochain B.P. après les élections. Il se présentera d'autres cas de ce genre qui pourront être tranchés à ce moment.

Martens.- Je comprends fort bien les appréhensions de Lalmand. Il est certain que Van Hoorick doit jouer un rôle sur le plan national. Je pense qu'il faut le maintenir comme tête de liste et réexaminer après les élections.

Van Hoorick.- D'accord de réexaminer après les élections. Mais je suis d'accord de me retirer, cela renforcera le Parti à Alost en mettant en avant d'autres copains. Ils seront ainsi connus et pourront jouer un plus grand rôle politique.

En ce qui concerne mon poste national en Flandres, j'ai été sur-estimé comme la plupart des copains fédéraux d'ailleurs. Je serais certainement un bon S.P. de fédération mais je considère que la responsabilité qu'on m'a donnée du point de vue national dépasse mes forces.

Lalmand.- Il ne faut pas surestimer le contact avec les masses au travers d'un poste de conseiller communal ou même d'échevin. Quant à la popularité, un militant national à une popularité qui dépasse largement le cadre de la commune et il restera populaire dans sa commune. La popularité locale n'est pas toujours très saine. En ce qui concerne Van Hoorick, j'estime qu'il est impossible de lui donner un nouveau cumul. Il faut choisir, ou bien en faire un grand homme à Alost ou bien lui faire jouer le rôle important qu'il est à même de jouer sur le plan national. Van Hoorick est incontestablement un de nos meilleurs jeunes députés.

En conséquence, je propose que, sans tarder nous prenions une décision pour que Van Hoorick démissionne après les élections. L'accord est marqué.

Projet de loi sur les Conseils d'Entreprise.- Il avait été prévu que socialistes et communistes défendraient en commun les amendements FGTB. Nous avons écrit aux parlementaires socialistes. Pas de réponse. Les amendements apparaissent comme présentés par Major et non par la FGTB. Lahaut a été chargé de se mettre en rapport avec les socialistes, mais je crains qu'il ne l'ait pas fait. La position de la FGTB a été exposée dans une brochure. Le bureau de la FGTB a apporté depuis certains changements et Dejace demande notre accord. Il ne nous sera pas possible de les discuter aujourd'hui, Dejace ne m'ayant remis qu'une partie des amendements. Je propose de remettre la question au Secrétariat et à la fraction parlementaire.

Rapport Lalmand sur situation politique.-

Quelle sera la situation gouvernementale après les élections?

I) Position de notre Parti.-

Gouvernement démocratique renforcé.

Libéraux et PSC n'ont pas réagi jusqu'ici.

Manoeuvre de Larock : nous endosser d'avance la responsabilité d'un accord PSC-PSB. Il mise sur 2 chevaux.

Mise au point dans le D.R.

II) Position du PSC.- Continue à prôner l'alliance avec le PSB.

Ils feignent d'être convaincus que les élections communales auxquelles ils entendent donner le caractère d'un plébiscite, leur apportera une très grande victoire. Les rebuffades du PSB officiel énervent le PSC; visiblement leur maintien dans l'opposition les exaspère. Leurs différentes tentatives de renverser le gouvernement ont échoué.

Les tentatives de dresser les classes moyennes contre le Gt en général, contre les communistes en particulier n'ont pas donné les résultats escomptés.

Tout cela contribue à faire apparaître plus clairement les divergences existant au sein du PSC.

- position des syndicats chrétiens sur problème des prix et salaires,
- divergences à propos des P.P.

Le PSC laisse sous-entendre que la question royale n'est plus un empêchement à une alliance (vie privée Léopold III) Pourparlers avec Van Acker auxquels toute la presse de droite accorde une très large publicité.

Si le PSB après les élections communales refuse la collaboration avec le PSC comme tel, les risques de voir celui-ci se diviser augmentent.

Donc, nécessité d'élargir le fossé entre PSB et PSC.

III Position du PSB.- Manque de discipline sur le plan parlementaire (Hosey, Van Belle, Gruselin, Somerhausen, Brunfaut, Huysmans)

Les intrigues de Van Acker.

Déclaration de Huysmans et Merlot.

Tendance Huset, limite volontairement la signification de élections communales, très monté contre Van Acker et ses complices, ce qui les rapproche de nous.

Feint de considérer la reconduction du gouvernement actuel comme absolument normal.

La chose n'est pas aussi simple.

Ils perdent de vue la faiblesse du Gt actuel du fait des libéraux.

IV. Position des libéraux.-

Ils supportent difficilement d'

d'être séparés du PSC,

de collaborer avec les communistes.

L'approche des élections fait apparaître de façon plus spectaculaire leur manque d'enthousiasme.

Ils suivent avec bienveillance les pourparlers entre Van Acker et la droite.

Conseil national critique : Ravitaillement
Finances,
Reconstruction.

Attitude à la Chambre et au Sénat.

Mais, beaucoup plus important, offensive

contre communistes : Conseil Sp. Classes moyennes?

Conférence Nale du Commerce

contre les prix, menée par Libaert, qui menace de donner sa démission, charbon, acier, électricité.

C'est de loin l'élément le plus important de la situation actuelle. Nous devons tenir, nous appuyer de plus en plus sur les syndicats,

et nous rapprocher le plus possible de la tendance Buset.

Le rôle joué par le Parti apparaît de plus en plus au sein de la majorité gouvernement ébranlée et désarmée. Le Parti apparaît comme le seul élément cohérent.

Nous sommes nettement à l'avant-plan de la défense des revenus des travailleurs, du redressement de la situation économique, de la rénovation du pays.

Je suis d'avis que notre influence augmente parmi les travailleurs qui comprennent mieux nos mots d'ordre, parmi les classes moyennes que la démagogie forcée du PSC a fini par fatiguer.

L'évolution de la situation internationale nous est également favorable. L'anti-soviétisme est temporairement en régression.

Van Hoorick. - Les socialistes à Anvers affichent les mêmes mots d'ordre que le Parti, notamment sur la baisse des prix, augmentation de la valeur d'achat du franc. C'est un facteur favorable. Nous avons malheureusement négligé notre action pour l'unité, notamment par la constitution de listes communes.

Demande qu'on édite un matériel ou qu'on fasse des articles dans le DR sur les réalisations de Lalmand avant les élections.

Demande à éditer un journal pour les classes moyennes, pour paysans.

H. Erssens. - Insiste sur la nécessité de continuer à travailler au rapprochement avec les démocrates des autres partis.

Projet des dommages de guerre. - Il sera difficile de faire triompher la position : priorité sociale plutôt que priorité économique. Pas de majorité pour l'imposer. Huysmans a dit que ce n'était pas une question qui mettait le gouvernement en cause et que la loi pouvait être améliorée. Quelle position allons-nous prendre? Buset a fait un excellent exposé alors que celui de Burnelle a été très faible. Il faut essayer de se maintenir à la priorité sociale, qui à accepter certaines priorités économiques pour les paysans et classes moyennes.

Propose que le B.P. marque sa satisfaction du bon travail accompli par Terfve.

Suite à l'exposé de Lalmand sur Libaert, ne faudrait-il pas provoquer une réunion de la Commission des Affaires Economiques afin que nous puissions faire pression.

Dispy. - Il n'y a pas à la Chambre de majorité pour voter le projet Terfve. Les amendements du PSC ne sont pas aussi virulents qu'on aurait pu le croire. Il s'y trouve les possibilités de faire encore une bonne loi. Le projet peut être renvoyé en commission sans que le ministre appaise comme battu. Je crains que dans le travail de la commission Neuray et Burnelle apparaissent faibles. Il faudrait qu'ils se préparent très sérieusement.

En ce qui concerne la situation politique, il est bien certain que le Parti remonte le courant, de même que le gouvernement. Une série de mesures fort sympathiques ont été prises notamment le milliard de dégrèvement des impôts touchant les petits.

La manœuvre contre le ministère du Ravitaillement a échoué.

Le tableau de ravitaillement de ce mois-ci est excellent.

En ce qui concerne les pourparlers Van Acker PSC d'accord d'en parler dans la presse. (sous forme informative demande Lalmand)

Dans le domaine des prix et salaires, il y a une offensive de Cité Nouvelle contre FGTB tendant à diviser les syndicats entre eux. Piétinement dans le charbon.

Van Aerschot. - D'accord que le P. remonte le courant. Insiste sur la nécessité d'expliquer aux masses la différence qui existe entre communistes et socialistes. La masse se laisse prendre à l'argument des voix perdues.

Glineur. - Prix et salaires. Il y a du mécontentement concernant certaines hausses de prix. Une revue a signalé récemment que la vie avait augmenté de 5 ou 10%.

Unité. - En règle générale nos camarades sont pour l'unité du bout des lèvres. C'est à l'intérieur du Parti que nous devons défendre ce problème.

Marteau. - Liebaert veut-il réellement saper la politique des prix ou bien veut-il faire obtenir des subsides aux charbonnages?

Huyssmans a eu un entretien avec Delaunoy qui lui a assuré qu'il était pour le maintien du franc. Il a tenu un discours dans ce sens à une assemblée générale d'Ougrée.

En ce qui concerne les dommages de guerre, il est certain qu'il faut tenir compte de l'industrie touristique comme l'ont fait nos amis français notamment à Nice.

Van Hoorick. - Craint que notre position sur les prix apparaisse semblable à celle de Van Acker. Il faut expliquer aux ouvriers ce qui est en réalité.

Lalmand. - Il faut continuer à exiger le rajustement des salaires, mais il faut être très prudents. Le problème des prix et salaires se traite dans son ensemble. Compte tenu de l'offensive contre les prix, il faut axer en ordre principal sur le blocage des prix.

Travail unitaire. - D'accord que c'est une politique qui n'est pas populaire au sein du Parti. Les camarades ont fait des démarches pour les listes communes avec le secret espoir de ne pas aboutir. Il faut faire comprendre à nos camarades qu'on peut faire du travail unitaire, notamment en luttant en commun pour la baisse des prix et contre le marché noir.

PSB-PC. - L'essentiel c'est d'exposer que les socialistes ont sorti après nous un programme qui ressemble fort au nôtre. Nous nous en réjouissons. Il y a une différence entre nous : nous voulons sincèrement l'entente de tous les ouvriers entre eux, or, les socialistes eux, n'acceptent pas les conditions indispensables. Le programme que présente les socialistes sera-t-il réellement défendu?

Matériel du Ravitaillement. - Van den Boom va donner l'ensemble des réalisations pour les paysans. Pour les classes moyennes, Van Hoorick peut s'adresser à Stalaert.

Dommages de Guerre. - Les priorités sociales doivent avoir le pas sur les priorités économiques, mais il ne faut pas être trop rigides. Il ne faut pas s'opposer à la reconstruction de certaines usines. Il faut déterminer ce qui se peut faire en une année par exemple et diviser en deux secteurs : social et économique. Tout cela devrait être discuté avec Terfve lui-même.

En ce qui concerne l'encommissionnement du projet Terfve je ne partage pas l'avis de Terfve et Huyssmans. La discussion en pleine chambre ne peut que nous servir, car Terfve au fur et à mesure de la discussion a le droit d'intervenir. Nous défendons un thème solide. Ce serait une grave erreur d'encommissionner. Le renvoi en commission serait considéré comme une capitulation du Gt.

Coût de la vie. - Il a passé au contraire de l'indice 324 à 320.

Position Liebaert. - Il veut les subsides pour les charbonnages et il n'ose pas prendre position contre les industriels pour la question des prix.

=====:

Décisions du Bureau Politique du 4/II/46

Radio. - La décision de ne pas faire parler des candidats aux élections communales est maintenue.

Dispy sera chargé à l'avenir de contrôler les missions.

Solidarité. - La proposition de désaffilier Sol du F.I. est acceptée, néanmoins cela devra se faire de façon à faire le moins de tort possible au F.I.

Martaux verra Molender et Borremans pour examiner avec eux les meilleures modalités à adopter et ensuite pour donner à Molender des directives pour la préparation du rapport qu'elle devra faire devant le Bureau Politique.

Martaux et Borremans

Van Hoorick, tête de liste à Alost. - Van Hoorick démissionnera après les élections, son travail national ne lui permettant pas d'assumer une charge nouvelle dans sa fédération. De plus, d'autres cas du même genre devront être examinés après les élections.

Projet FGTB sur les Conseils d'Entreprises. -

La question sera revue par le groupe parlementaire

Dispy.

Affiches. - Les affiches sortiront pour la fin de la semaine.

Quorum au Sénat. - Ollieur est chargé de revoir Martaux à ce sujet.

Popularisation de ce que le Ravitaillement a fait pour les paysans et les classes moyennes. -

Van den Boeg sortira incessamment du matériel de documentation qui pourra être utilisé dans la presse.

Classes moyennes : Van Hoorick devrait voir Stalwart.

Communiqué à la 1^{re} sec :

Mereens et Dispy.

A la suite de la non élection de Lahaut à la vice-présidence de la Chambre, devant l'importance des décisions à prendre, nous avons jugé nécessaire de convoquer le Bureau Politique élargi aux membres du CC présents à Bruxelles.

Lorsque la discussion pour la vote a commencé, nous avons constaté un manque de cohésion. Nous devons constater qu'il semble y avoir un mauvais travail de notre groupe qui ne s'est pas suffisamment attaché à la question. Il semble régner chez nos députés un certain désintéressement, ils n'assistent pas régulièrement aux réunions de groupe.

Dès la présentation de notre camarade Lahaut, il est apparu qu'il eut mieux valu que cette candidature soit présentée par le porte parole d'un autre parti.

Il est secondaire de rechercher qui a eu l'idée de présenter la candidature de Marchand. Eyskens a dit que l'initiative ne venait pas de lui. Certains pensent que la candidature Marchand est le résultat de conversations entre des dirigeants du PSC et Van Acker. Mais c'est là un aspect secondaire de la question.

Lorsqu'il s'est agi de désigner au lendemain des élections de février le Bureau de la Chambre, à la suite de tractations on est arrivé à faire élire un ~~xxx~~ président catholique. Au Sénat, on désignait un libéral. Les vice-présidences ont été accordées au PSC, au Parti Libéral et au Parti Socialiste. Le Parti Communiste était privé d'une vice présidence.

La situation a paru à ce point paradoxale ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ qu'il fut accepté unanimement que le règlement de la Chambre serait revu de façon à créer un poste de 5^e vice-président de façon à ce que notre Parti ait, lui aussi, une vice-présidence.

On ne peut prétendre que les membres de la majorité ont été pris au dépourvu. Le résultat acquis le fut après deux votes successifs. Au cours du premier vote, aucun des deux candidats ~~xxx~~ n'obtenant assez de voix, je communiquai au Premier Ministre qu'au cas où la/présidence ne nous serait pas acquise, les communistes se retireraient du Gouvernement. Huysmans a répondu qu'il comprenait fort bien notre point de vue. Immédiatement après, le premier vote, Buset a été appelé à l'extérieur ce qui n'a pu lui permettre de demander une suspension permettant de réunir son groupe.

Cette élection de Marchand, seul représentant de l'UDB ridiculise le Parlement. Ce vote détonnait singulièrement après les discours du doyen d'âge et du Président Van Cauwelaert au cours desquels il fut question d'une meilleure compréhension du rôle qui incombe aux députés et de la dignité du Parlement.

Le vote a une autre signification à il comporte un cinquant affront pour le Parti qui a droit, non seulement à la reconnaissance du pays, mais de la classe ouvrière, il y a également un affront personnel pour notre président, affront qui touche chacun de nous.

Après le vote, Huysmans a reconnu que ce vote était scandaleux. Je l'ai prévenu de la réunion du Bureau Politique.

/ vice

Marteau a eu un entretien avec Buset et il proposait qu'un socialiste se retire pour céder la place au communiste. Il n'est cependant pas certain que si un socialiste démissionnait nous aurions la viceprésidence, car les socialistes ne sont pas disciplinés.

Buset a publiquement émis ses regrets quant au vote émis, il a ajouté qu'il regrettait davantage encore le fait que des membres de son groupe n'avaient pas cru nécessaire de respecter les engagements pris.

Buset a essayé de nous convaincre que ce serait une erreur de provoquer une crise gouvernementale, tout en reconnaissant que notre indignation était légitime. Il a fait remarquer que dans des circonstances semblables le PSB avait lui aussi subi un cinglant affront lorsqu'il avait été privé de la présidence de la Chambre à laquelle il avait incontestablement droit.

Nous avons certainement eu raison de ne pas faire immédiatement de déclaration, car nous ne pouvions engager le BP qui, seul, peut déterminer notre ligne. Nous risquions de faire des déclarations qui n'auraient pas été mûrement réfléchies, et de prendre des positions qui par la suite auraient pu paraître fausses.

Lorsque Van Cauwelaert est monté à la tribune, Van Hoerick a cru nécessaire d'appeler des camarades à quitter spectaculairement la salle. Avant de communiquer des ordres de ce genre, Van Hoerick aurait dû consulter le chef de groupe.

Ces événements sont d'une gravité telle qu'il faut prendre des décisions dès ce soir. Nous pourrions faire demain à la presse des déclarations dont chaque terme sera pesé.

Nous devons d'abord répondre à une question concrète. Sommes-nous décidés après ce qui vient de se passer, à maintenir notre participation?

Il faut examiner qui a fait voter contre Lahaut, contre les communistes. Pour un certain nombre de socialistes, l'ennemi N°1 c'est les communistes.

A l'occasion de ce vote sont apparus certains facteurs de gravité: la division profonde, le manque de discipline qui existe au sein du PSB. Nous avons eu une préfiguration de ce qui se passe demain au PSB si comme le SPFO il continue sa politique anti-unité. Les deux tendances coïncident avec l'appartenance soit à la Flandre soit à la Wallonie et à Bruxelles. La fragilité de l'unité de la Belgique apparaît de plus en plus.

Au cours de conversations que j'ai eues avec Buset, Bohy et Grégoire il est apparu que l'autorité de la direction du parti n'est pas assez grande pour imposer une ligne de conduite.

La collaboration gouvernementale implique une loyauté minime. Il est élémentaire que les membres des partis collaborant avec le gouvernement aient une attitude loyale et ne prennent pas de position telle que celle dont nous avons été témoins cet après-midi.

Nous devons réfléchir à la signification de la collaboration au Gouvernement avec des éléments qui profitent de la toute première occasion pour réaliser de façon spectaculaire le front commun de l'anti-communisme. La collaboration dans ces conditions est sujet à caution.

L'affront qui a été infligé à notre président et à notre parti tout entier sera ressenti de façon plus profonde encore par nos membres de la base, parceque plus sentimentaux et réagissant avec leur coeur. La réaction à la base sera violente. Si nous maintenions notre collaboration cela renforcerait ~~comme nous le faisons~~ la calomnie tendant à faire croire que nous ~~obéissons~~ obéissons à l'étranger et que nous sommes prêts à consentir tous les sacrifices et à essuyer tous les affronts.

raison

L'incident de cet après-midi constitue une ~~prétexte~~ très valable pour nous retirer du gouvernement. En effet, il y a de la part de nos co-équipiers une telle preuve de manque de confiance qu'on peut se demander si, dans de telles conditions une collaboration peut être fructueuse.

ri

Mais ~~si~~ nous commettons une erreur ~~et~~ si nous nous basions sur un examen par trop partiel de la situation.

Quels sont les inconvénients graves qui résulteront d'une crise se produisant à l'avant-veille d'une consultation populaire. Il faut que nous pesions le pour et le contre.

Quelle que soit la décision que nous prendrons ce soir, nous devons maintenir notre position sur la question des prix, sur celle de l'augmentation de la production, facteur essentiel de la rénovation du pays.

Si nous décidons ce soir de quitter le gouvernement, nous devons prendre toutes mesures utiles afin que notre opposition soit réellement constructive, car les intérêts de la nation coïncident avec les intérêts des travailleurs.

Je préfère ne ~~pas~~ conclure qu'après avoir entendu notre avis. Nous devons donner ce soir un communiqué très réfléchi. Avant de faire connaître notre position au grand public, nous devons parler au Premier Ministre et remettre le communiqué définitif et complet jusqu'après la rencontre avec lui.

Marteaux. - La conclusion de Lalmand c'est qu'il faut avoir un entretien avec le Premier Ministre à la suite duquel nous pourrions prendre une décision définitive.

Cette décision devra tenir compte des sentiments de la masse. Il s'agit d'un affront au Parti. Nous ne pouvons faire fait de cet élément important. L'affaire a été montée par les socialistes seuls. Les libéraux ont montré leurs bulletins de vote. Il y a longtemps que nous nous sommes aperçus que les éléments les plus agissants de l'anti-communisme sont les socialistes. Les socialistes ont de très lourdes responsabilités. Je ne parlerai pas des socialistes unitaires car il y en a très peu. ~~Si~~ Si Buset a l'attitude qu'il a en ce moment, ce n'est pas par sentiment unitaire mais pour d'autres raisons.

Au cours des dernières semaines, nous avons constaté qu'il y a un groupe de plus en plus important qui est en conformité avec nos positions. Si nous devons prendre une décision allant jusqu'à la cassure, nous/r^{leur}endrions un très mauvais service. Nous devons au contraire les aider dans leur tâche. Provoquer une crise ministérielle à la veille des élections, je crains que ce soit de nature à écarter de nous des hommes comme Buset.

Que l'initiative de l'opération ait été prise par le PSC avec la complicité de Van Acker est bien certain et je pense que Brunfaut n'y est pas étranger. Il est sorti au premier vote puis est rentré pour voter contre Lahaut. Avec la méthode que je lui connais depuis 30 je suis certain qu'il a excité les autres à voter contre Lahaut. Toute sa politique communale est axée sur l'alliance avec le PSC. Son ambition est de devenir bourgmestre de Bruxelles.

Je ne suis pas d'accord avec Lalmand lorsqu'il dit que les Wallons et les flamands se sont scindés. Il y a certainement eu quelques Wallonstels que Demoitelle, Van Belle etc..... Il y a incontestablement parmi les Wallons des auto-communistes.

Je ne crois pas qu'il y ait lieu d'abandonner la proposition de mettre Brunfaut en demeure de démissionner. Il faut voir ce que Premier en dira. Nous ne pouvons en tous cas pas abdiquer aussi vite. Je considère qu'il faut maintenir cette proposition. Ils ont deux vic-présidents.

En conclusion, je considère qu'il faut leur donner un ultime avertissement : si nous ne quittons pas le gouvernement, c'est la dernière fois que nous acceptons de ne pas rompre les ponts. Nous avons intérêt à ce que des hommes comme Buset et le Premier se soulèvent contre certains éléments de leur parti. Ils vont pouvoir repérer les types qui les manœuvrent.

Lalmand a dit que nous devons continuer à mener une politique constructive. Van Acker reproche au Gouvernement de lâcher les prix alors que c'est lui qui a lâché les prix de l'électricité.

Nous devons en tout premier lieu faire une démarche chez le Premier.

Avaux.- Il est essentiel qu'en fin de compte on constate que les socialistes ont été divisés. Je pense que nous ne devons pas dire que nous nous retirons, mais nous devons les obliger à examiner la situation au sein de leur parti et les amener à élire Lahaut. C'est une provocation pour essayer d'éliminer les communistes du Gouvernement. A leur provocation, nous devons répondre en les obligeant à nous donner satisfaction.

Terfve.- Dans ~~l'ensemble de ses~~ déclarations des socialistes, il y a une tendance à comparer l'événement à l'évincement d'un socialiste à la présidence du Sénat. Il y avait envers nous un engagement formel.

Marteaux a rappelé les questions d'ordre sentimental. Il y a un affront qui sera solidement ressenti par le Parti. Il doit y avoir à la position adoptée par une partie des socialistes, une contrepartie substantielle, pour notre Parti.

Le tout est de savoir s'il y a des raisons suffisantes pour quitter le Gouvernement. Marteaux a dit qu'à la veille des élections ce n'était pas le moment de quitter le Gt. Là n'est pas la question. Nous assistons à une manœuvre de Van Acker dirigée contre Lahaut mais surtout contre le Parti. C'est une preuve de force de la tendance Van Acker, de la tendance collaboratrice avec le PSC. Van Acker désire certainement que le Gt Huysmans tombe.

Un élément dont on n'a pas parlé c'est que demain doit avoir lieu de débat sur l'affaire Delwaide au Sénat dans laquelle le PSC n'a pas une position brillante. Il va devoir prendre la défense des inciviques. Le aimerait tout autant voir s'ajourner ce débat. D'autre part, nous allons être amenés à réexaminer notre participation sur la question du déblocage des prix, car la question de l'examen des arrêtés sur le blocage des prix de l'électricité, du gaz, du charbon et de l'acier est à l'ordre du jour.

Ceci m'amène à dire qu'à priori je ne suis pas d'accord de quitter le gouvernement sur la question isolée du vote pour la vice-présidence. Mais d'un autre côté, je pense que nous devons exiger une démission de Brunfaut ou de Van Belle et l'engagement de la part des partis de la majorité de bloquer leurs voix sur Lahaut candidat du P.S. Si cette opération réussit, il y a réparation.

Fonteyne. - Je crois qu'effectivement les événements d'aujourd'hui sont susceptibles de provoquer dans le parti et la classe ouvrière une très nette émotion. Mais néanmoins il m'apparaît que quelle que soit l'importance de cet événement, la classe ouvrière ne comprendrait pas que le Parti Communiste quitte le Gouvernement pour une question de procédure alors que le Parti est resté au Gouvernement lorsque se décidaient des questions qui l'intéressaient directement : notamment ~~lorsque~~ lorsque Van Acker a provoqué la classe ouvrière liégeoise. On ne manquerait pas de faire un parallèle.

Le Parti doit prendre la décision de rester au Gouvernement. Nous pourrons rendre ce geste positif en expliquant que nous restons pour poser des actes positifs tels les dommages de guerre.

Les socialistes/ont voté contre ont voulu nous mettre dans l'obligation de quitter le Gouvernement. Si nous quittons, nous allons leur faciliter le travail.

L'idée de demander qu'un socialiste démissionne du poste de vice-président me paraît bonne, mais il ne faudrait surtout pas lui donner la forme d'un ultimatum. Il sera bon de se rendre chez Huysmans. Le Parti devrait également entreprendre une démarche auprès du PSB.

Borremans. - Le camouflet sera ressenti durement à la base demain. C'est une élimination du parti du Bureau de la Chambre. On avait déjà pris des dispositions pour la nomination d'un 5e vice-président. Ce sera ressenti d'autant plus durement que c'est Marchand qui occuperait ce poste, Marchand qui a été élu à la suite d'une manœuvre.

Nous devons employer cette manœuvre pour démontrer jusqu'où va l'anti-communisme chez certains socialistes. Il est certain que le Parti ne peut rester sur ses positions. Il faut réparation.

Au moment du vote je pense que nous aurions été tous pour quitter le Gouvernement. Maintenant, je le suis moins. Il y a manœuvre pour nous faire quitter le Gouvernement.

Peut-être y a-t-il une troisième solution. J'ai parcouru le règlement de la Chambre, il y a eu quelque chose d'illégal (explication qui est rejetée)

Libois. - Dans le public, il y aura deux sortes de réactions : à l'extérieur il y aura indifférence, mais dans le Parti et la Résistance, ce sera considéré comme un affront car Lahaut est représentatif de la Résistance;

Au Sénat, depuis longtemps, nous assistons à une politique tendant à discréditer le Parlement, à discréditer le Parti. Récemment au Sénat on a crié "Aux ordres de Moscou". A la suite de manœuvres Stuyve a obtenu qu'il n'y ait pas vote demain à 3 heures sur la question des inciviques.

Il y a une attaque à fond du PSC qui est l'ennemi principal. Les socialistes sont divisés. Nous devons aider les bons. Quant à la division entre flamands et wallons il y a certainement des exceptions mais je pense que l'analyse de Lalmand est juste.

Au Sénat nous sentons un net rapprochement de beaucoup de libéraux.

Le propose : nous pourrions ce soir rédiger un manifeste où tout l'accent serait mis contre le PSC et où il serait indiqué le danger que font courir certains socialistes à la démocratie, de façon à éclairer les masses socialistes tout en laissant notre décision en suspens.

Nous pourrions aussi voir les dirigeants libéraux, socialistes et Paul Lévy en leur demandant de redresser la situation créée. On pourrait peut-être faire retirer la candidature de Marchand. En conclusion, nous devons exiger que soit réparée l'injure qui nous a été faite.

Hebssens. - Voici mon avis sur la façon dont on peut relever le gain. Au travers de Lahaut, on a voulu atteindre le Parti. Je propose : Le BP et le CC vont voter une adresse d'ardente sympathie à notre Président.

Envoyer une lettre à tous nos dirigeants fédéraux leur demandant que des adresses de sympathies soient envoyées à Lahaut de tous les échelons du Parti.

En ce qui concerne notre participation, je suis d'accord avec Awaux et Terfve. Il faut tout faire pour amener les socialistes à revoir la question.

Bispy. - Lalmand dans ses conclusions a en fait tracé pour l'immédiat dans quel sens le Parti devrait s'orienter. Nous aurions pu proposer de rompre les ponts et de cesser notre collaboration. Lalmand nous propose de discuter. Cette proposition est sage. Elle ne devrait pas entraîner plus qu'elle ne comporte. Je ne crois pas que le camarade Lalmand ait tranché le problème de la collaboration gouvernementale.

Je considère que dès aujourd'hui la crise gouvernementale est ouverte. C'est sous cet angle que la question doit être examinée. J'esuis d'accord avec les propositions de contact avec les partis. Mais quelles sont nos perspectives? Nous assistons sous une forme nouvelle aux incidents qui se sont produits avant la constitution du Gt H uysmans (Affaire Van Glabbeke)

Nous savons tous que dans les jours qui viennent les vrais problèmes vont se poser. Pouvons-nous dissocier l'incident d'aujourd'hui de ces problèmes?

Si nous avions décidé de rompre la collaboration, cela aurait permis de réunir autour des provocateurs du PSB tous les autres et de faire croire qu'il n'y a pas moyen de s'entendre avec les communistes. La crise gouvernementale est ouverte, nous sommes en état de crise. Nous devons joindre la question de programme du Gt avec la question Lahaut. Nous ne devons pas minimiser l'incident et poser nos exigences pour assurer la rénovation du pays, et dénoncer la manoeuvre pour faire sauter la barrière des prix. Il faut joindre les intérêts du Parti et son prestige aux intérêts du pays tout entier. Je vous propose, outre les propositions faites antérieurement à savoir prendre contact avec libéraux, socialistes de pendre l'initiative de poursuivre l'oeuvre ~~du~~ gouvernementale en expliquant la manoeuvre.

Je propose de faire venir Lahaut au meeting de Bruxelles.

Je ne suis pas d'accord avec Lalmand lorsqu'il parle de la scission entre flamands et wallons. Des socialistes wallons ont cru bon de mettre leurs intérêts personnels au dessus de tout. Mais je reconnais néanmoins que l'initiative vient du groupe V.A., du groupe flamand.

Lalmand. - Les camarades qui sont intervenus semblent avoir une opinion différente de la mienne. Je demande la parole, non pas en tant que Secrétaire Général du Parti, mais en tant que membre du B.P. En ce qui concerne la division entre flamands et wallons, il faut souligner que les flamands adoptent une attitude différente de celle des wallons. Ce qui les divise, c'est leur désir de collaborer avec le PSC, alors que cette collaboration offre plus de danger pour les socialistes wallons.

En ce qui concerne l'affront. Il a été dit qu'il s'agissait d'adresser aux socialistes et libéraux un ultimatum. Il a été question de leur faire comprendre que c'est la dernière fois.... Je suis d'avis qu'il y a des affronts que l'on ne se risque pas à avaler, même une première fois. Il s'agit d'un affront au Parti, à notre Président. Ne devenons pas des politicailleurs. Plusieurs des camarades sont en train de verser dans un dangereux opportunisme.

J'ai dit qu'il fallait éviter de désider sous le coup del'émotion. Je souligne que nous ne pouvons rompre les ponts avant d'avoir eu un entretien avec le Premier.

Je ne suis pas guidé par le désir de quitter le Gt. Je regrette l'incident qui nous amène à quitter le Gt.

Il a été dit qu'il fallait examiner avec les libéraux et les socialistes et les amener à voter pour une vice présidence communiste. Nous ne devons pas nous faire trop d'illusions.

Si nous examinons la situation dans un esprit opportunisme, il est certain que cela nous apporterait des voix. Le facteur psychologique peut se transformer en fait politique. Le PSC ne désire pas participer au Gt avant les élections, il désire surtout nous discréditer. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe qu'on traîne dans la boue notre porte-drapeau. Il y a des affronts que l'on ne pardonne pas à un homme d'accepter. On dira de nous qu'il n'y qu'une

chose qui compte : rester à tous prix au Gt pour obéir aux ordres de Moscou. Nous n'y gagnerons rien, car, par la suite, on nous mettra dehors avec un coup de pied au derrière.

D'aucuns pourraient croire que cet incident n'intéresse pas directement les masses. Cela frappera plus nos membres que les questions de prix et salaires. On voudrait nous faire croire qu'il est indispensable que nous restions au pouvoir pour résoudre les questions des prix. On voudrait nous faire croire que nous sommes indispensables pour résoudre les questions des salaires. Souhaitons qu'au lendemain de notre départ il soit impossible de bloquer les prix et salaires.

Ne faisons pas de politicaille.

Nous jouons ici l'essentiel : ne pas perdre le contact avec les masses, la confiance des masses. Croyez-vous que ces hommes naïfs qui voient en nous leurs meilleurs défenseurs nous garderont leur confiance si nous acceptons l'affront?

Si nous manquons de dignité croyez-vous que les travailleurs nous garderons leur estime.

Je pense que ceux qui nous ont proposé de prendre demain contact avec le Premier et les partis ont eu raison. Nous devons leur tenir un langage digne. Tout en rendant hommage à un homme comme Buset, nous ne pouvons accepter l'affront. Ce sont les socialistes qui ont failli à leur parole, à eux de nous faire des propositions. Nos prédécesseurs n'auraient pas accepté un tel affront.

Dejace. - Nous devons bien examiner tous les aspects de la situation. Demain une délégation syndicale se rendra chez le Premier, Lalmand est parmi les ministres qui la recevront. Ils vont protester contre l'abandon de la politique des prix et salaires. Les délégués vont démontrer que les prix ont été augmentés de 12 à 20%. Il n'y a toujours pas d'index. Les syndicalistes demanderont au Gt s'il est décidé à faire respecter les prix.

D'accord avec Terfve que le camouflet Lahaut n'est qu'un aspect de la lutte pour faire sauter les prix qui gênent Van Acker et les trusts.

Je considère qu'il ne faut pas minimiser la dualité entre flamands et wallons.

A tout instant nous sentons que la scission est près d'éclater dans le mouvement syndical, scission qui aurait une influence considérable.

Lessyndicalistes vont réclamer la mise en train des conseils d'entreprise sans attendre que la loi soit votée.

Je ne crains pas de sortir du Gt, mais je crains seulement que nous donnions l'occasion à la réaction de rentrer et que nous apparaissions avoir quitté sur une question personnelle.

Boulanger. - Il ne faut pas minimiser l'événement. Il ne faut pas se laisser faire sous prétexte de rapprochement avec les socialistes, alors qu'eux mettent tout en oeuvre pour se détacher de nous. Actuellement, on a ridiculisé le Parlement.

La proposition d'ordre du jour n'est que platonique. Nous ne pouvons apparaître comme voulant rester à tout prix. La classe ouvrière ne nous en voudra pas de quitter le Gt dans de telles circonstances. Il faut voir le Premier Ministre, et obtenir que Lahaut soit Vice-Président.

Taillard. - L'échec de Lahaut, je l'ai ressenti comme un crachat en pleine figure. Même sentiments chez Glineur et Libois. On a nommé un vice-président qui ne représente rien. C'est un camouflet au régime parlementaire.

Résolution du Bureau Politique du Parti Communiste.

Le Bureau Politique élargi du Parti Communiste de Belgique a examiné la situation créée par le vote écartant de la Vice-Présidence de la Chambre Julien Lahaut, Président du Parti.

Il considère que ce vote a été acquis au mépris des engagements les plus formels pris depuis plusieurs mois par les groupes de la majorité.

Le Bureau Politique considère que ce vote porte atteinte à la dignité du Parlement et constitue un outrage tant à l'égard du Parti Communiste qu'à l'égard de notre grand camarade Lahaut, héros de la Résistance, glorieux prisonnier politique.

Il adresse à son Président l'hommage de l'admiration et de l'ardente sympathie du Parti tout entier.

Le Bureau Politique considère que l'attitude de certains membres ~~xxxxxxx~~ de la majorité remet en question le principe même de la participation des communistes au Gouvernement.

Il estime que le Parti Communiste ne pourrait ~~xxxxxxxx~~ continuer sa collaboration au Gouvernement que si réparation totale et immédiate lui était accordée.

Il charge les camarades Lalmand et Terfve de notifier officiellement au Premier Ministre le texte de la présente résolution tandis que les camarades Dispy et Glineur le communiqueront aux présidents des partis libéral et socialiste.

B.P. 12-11-46

=====

46.058

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le

BRUSSEL, den

10/11/46

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan

Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique.

Chers Camarades,

Le Bureau Politique se réunira le
samedi 16 courant à 9h30.

Ordre du Jour :

Situation Presse centrale
Attitude envers les inciviques
Dejae et Coenen
Divers.

Dispy.
Van Aerschoot.

Bien fraternellement.

R. Lalmand
R. Lalmand.

Situation Administration du D.R. par Dispy.

Il y a lieu d'envisager le remplacement du camarade Boulanger. J'ai eu l'occasion de constater que Boulanger n'avait appliqué aucune des décisions prises par le Bureau Politique. Rien n'a été mis en œuvre pour redresser la situation. La mise en ordre des abonnements n'est pas commencée. Plus personne ne pourrait en ce moment établir la liste des abonnés. Des journaux sont fournis sans paiement, alors que des abonnements souscrits ne sont pas fournis. Les recouvrements novembre ne sont pas encore en cours. En ce moment, on récupère les abonnements d'octobre. Un camarade licencié, travaille toujours au DR etc....

Nous proposons de remplacer Boulanger par le camarade Relecom dont nous connaissons les qualités. Il y avait un seul autre candidat : Ruys, mais pour certaines raisons sa candidature ne peut être retenue ce camarade ne pouvant jouir de la signature. Est-ce sage d'envisager la candidature de Relecom? Il est particulièrement qualifié. Il a fait ses preuves dans des affaires à caractère commercial depuis son retour. Le camarade Thonet, consulté, a marqué son accord. La responsabilité politique reste à Terfve. Il s'agit d'une responsabilité d'ordre administratif. Relecom consulté serait d'accord de commencer le 1^{er}/12.

Marteaux. - Pour appuyer la proposition du Sec je tiens à rappeler l'expérience que j'ai faite avec Relecom à l'Action Socialiste. Il en fut un administrateur parfait.

Terfve. - Appuie la proposition qui est faite. Si on veut redresser l'administration du journal, il faut prendre des mesures radicales. Le point le plus délicat de la question est que bien que ce poste soit un poste d'administration, c'est cependant un poste à incidence politique. Néanmoins un homme comme Van den Boom occupe un poste important au Ravitaillement. Leemans fait du bon travail au Dpt de la Reconstruction. Joye travaille fort bien au journal. Il faut maintenir la mesure prise pour un certain temps, mais il faudra y revenir. Ces camarades n'ont pas été exclus, il faudra examiner plus tard ~~leur~~ la possibilité de leur permettre de remonter dans le Parti.

Van Hoorick. D'accord avec la proposition faite. J'insiste cependant pour qu'on double Relecom d'un camarade flamand. Pascal n'a pas été remplacé. Il faudrait envisager la possibilité de remettre Van Den Boom au travail. Je propose de le mettre à la RV afin de libérer Bob Dubois.

Si le Parti n'attache pas plus d'importance au travail en Flandres, cela finira mal, pour le pays et pour le Parti. Nous ne trouvons aucun appui du Parti pour notre travail en Flandres.

Dispy. - Tout le monde semble d'accord sur la proposition faite. Chacun a été sensible à l'aspect politique du problème. C'est un post technique à incidence politique. Cependant Terfve reste le responsable politique.

En ce qui concerne les remarques de Bert, il ne faut pas oublier que Pascal était totalement inactif et que Relecom sait assez de flamand pour se débrouiller et a une secrétaire flamande.

En ce qui concerne la proposition de remplacement de Dubois par Relecom, il n'y a pas de comparaison possible. VdB deviendrait immédiatement le dirigeant de la RV car Terfve ne pourra pas l'être, même s'il disposait du temps voulu. Il faudra revoir cela plus tard. Les considérations de Van Hoorick concernant notre attitude à l'égard

du Parti flamand sont injustes. Je prie Bert de bien vouloir faire par écrit ses remarques et suggestions afin qu'elles servent de base à des réorganisations éventuelles.

En conclusion, le Bureau Politique marque son accord pour Relecom.

Rapport de Van Aerschot sur attitude envers les inciviques.-

Mon rapport doit servir de base à une discussion de laquelle sortiront des propositions concrètes. Jusqu'ici en tant que Parti Communiste nous avons dit : clémence pour les petits, sévérité pour les grands, mais nous n'avons formulé aucune proposition concrète. 14.000 hommes sont au travail, mais ne produisent pas grand(chose pour le pays. 30.160 internés dont 2.000 femmes. Que pouvons-nous proposer? Une très grande masse est intéressée dans les questions d'incivisme, car il faut tenir compte des familles. Le PSC essaye de les exploiter.

Il faut également que nous fassions des propositions pour les certificats de civisme.

Le PSC met tout en œuvre pour défendre les grands collaborateurs en prenant la défense de tous les collaborateurs. Suite à des articles de la RV Het Volk a été obligé de mettre l'accent sur les grands collaborateurs. Il faut arriver à dresser les petits collaborateurs contre les grands.

Nous ne pouvons nous laisser aveugler par la haine, il y a dans la masse des petits inciviques des petites gens qui se sont laissés entraîner.

/ ouvrier Il y a des inégalités flagrantes dans les sanctions prises, ainsi, un petit/imprimeur est en prison alors qu'un gros collaborateur industriel court toujours.

Lilar dans son discours n'a pas dit ce que nous ferions des grands collaborateurs.

La plupart des inciviques voient dans le PSC le Parti qui pourra les libérer. Et cependant parmi ces inciviques, il en est qui font preuve de sympathie à l'égard de notre Parti.

Lilar a parlé de rééducation par des conférences et des visites. Nous avons le devoir de demander qui sont les personnes qui seront chargées de ces missions? Le FI n'a jamais été sollicité. On parle également d'un service social pour s'occuper des inciviques à leur libération. Il a été question de libérer selon les ressources

Notre parti ne peut accepter un tel critère.

Il y a 20 à 30.000 détenus, mais il y a également les familles. Qui seront les professeurs, qui seront les éducateurs? Il faut poser cette question à Lilar.

La question de l'incivisme n'est pas une question flamande, c'est une question belge.

Nous devrions proposer la suppression du certificat de civisme. Nous savons tous ce que vaut le certificat de civisme. Ainsi dans un village flamand, les certificats étaient établis par un bourgmestre qui, par la suite a été suspendu pour incivisme....

Des résistants eux-mêmes sont d'accord de supprimer le certificat de civisme qui n'est plus qu'une caricature.

Je propose :

la suppression du certificat de civisme,
l'inscription de la condamnation sur un registre spécial,
inscription sur la carte d'identité.

En ce qui concerne l'amnistie, je considère que politiquement elle est indéfendable, elle constitue une prime à la trahison. De plus, l'amnistie s'étend à toutes les catégories ayant subi une même peine, or nous constatons que pour les mêmes délits, on applique de

peines différentes, qui, de plus, varient selon l'époque d'application. En ce qui concerne la révision des procès, elle s'avère impossible. La libération provisoire est également indéfendable. La grâce nécessite aussi un examen individuel, mais il y aurait possibilité de gracier certains cas. Il faudrait pour cela créer des commissions comptant des représentants de partis à côté d'un juriste et d'un résistant.

En ce qui concerne la jeunesse, nous proposons une amnistie générale pour tous ceux qui n'avaient pas 20 ans le 4 septembre 1944 et dont le délit s'est limité à l'appartenance aux organisations sans cependant avoir porté les armes.

/ grands Ces propositions seraient accompagnées de propositions de mesures à prendre pour la punition des collaborateurs politiques et économiques, en soulignant que leur responsabilité fut plus grande que celle des petits.

Nous ne devons pas oublier qu'à l'origine de l'incivisme il y a les injustices qui existaient dans le domaine linguistique. Ce fut la base de départ d'une série d'actes d'incivisme.

Il faudrait donc que l'on veille à l'application des lois linguistiques.

Lahaut. - La question des inciviques est une question très importante qui touche un nombre considérable de familles. Je ne pense pas que nous heurterons le courant populaire en nous intéressant à cette question.

Borremans. - Le PSC a su s'emparer du problème des inciviques et des gens qui souvent, poussés par la misère ont posé des actes contraires à l'idée patriotique. L'oeuvre a été de noyer dès le début les gros collaborateurs dans la masse des petits, et de nous faire porter la responsabilité de la poursuite des petits. On a essayé de diviser la classe ouvrière sur la question des travailleurs volontaires. C'est ainsi que des patrons ont dit à des travailleurs volontaires qu'ils ne pouvaient les reprendre dans leur usine, les syndicats "communistes" s'y opposant.

Le Parti a eu sur la question des inciviques une position juste, mais la base n'a pas toujours réagi de même, car on connaît mieux, à la base, les petits inciviques que les gros.

Nous devons populariser notre position afin que les copains de la base agissent autrement. Il faudra dans les régions canaliser le mécontentement contre de gros collaborateurs.

Terfve. - Pas d'accord avec Van Aerschot et Borremans. Nous devons être attentifs aux efforts du PSC de s'emparer du Ministère de la Justice, Verbaet et du Bus ont commencé le grand coup d'éponge. Si parmi les travailleurs volontaires et les petits inciviques on trouve beaucoup de gens qui l'ont fait par misère, il ne faut néanmoins pas oublier que ces gens étaient avant guerre à la base de mouvement fascistes. Si nous constatons qu'en Flandres il y a un plus grand nombre d'inciviques, c'est que la base des organisations fascistes y était plus large.

Le problème de l'épuration reste très populaire. Notre position de protestation contre la non punition des gros collaborateurs est la seule juste, la dure punition des petits collaborateurs fait le jeu des gros. Notre position n'a pas été suffisamment popularisée.

D'accord pour certaines mesures d'indulgence envers les petits, mais il faut que les grands soient châtiés. Ce qui fâche l'opinion, c'est la mollesse et non la dureté de l'épuration. La population a l'impression que la justice est de même avec les gros collaborateurs.

Il faudrait arriver à un marché : faire libérer les petits et faire prendre des mesures contre les grands responsables.

Nous ne pouvons aucunement apparaître comme partisans de l'amnistie.

Dejace. - Je serais plus d'accord avec Terfve qu'avec le rapporteur. Ne pourrait-on rassembler une documentation sur les gros collaborateurs afin de dresser les travailleurs aux entreprises contre les patrons coupables. La vigilance des travailleurs ne s'est pas endormie mais ils ont perdu confiance.

la clémence et

Glineur. - D'accord avec/des circonstances atténuantes pour toute une série de gens accusés d'incivisme, mais il faut être prudents.

Il faut faire la distinction bien nette entre les SS, gardes wallonnes dénonciateurs, gros collaborateurs économiques. Dans les circonstances atténuantes que nous reconnaissons aux petits nous devons éviter d'apparaître comme voulant protéger les gros collaborateurs.

Le rapporteur et Borremans ont parlé des familles des inciviques, mais n'oublions pas que nos déportés et nos morts ont, eux aussi, de nombreuses familles. Actuellement, il existe des libérés qui ont dénoncé

/ conditions patriotes. Des libérations/injustifiées soulèvent l'indignation publique. L'indignation contre les inciviques est toujours très vivace. Si les PSC s'intéressent tant aux inciviques, c'est dans l'espoir de sauver les gros collaborateurs.

Je suis d'accord pour des mesures de clémence à l'égard de petits collaborateurs, mais n'allons pas plus loin si nous ne voulons pas faire naître le mécontentement.

Van Hoorick. - Nous avons discuté longuement de cette question à la commission flamande. Nous étions arrivés à la même conclusion que Terfve.

Nous sommes disposés à gracier les petits mais nous considérons que cela ne peut se faire aussi longtemps que les gros ne sont pas punis. Il faut donc marchander : poursuite des grands et clémence envers les petits.

Dispy. - Le rapporteur s'engage dans une voie dangereuse. Ce problème ne peut être envisagé sous l'angle de la clémence ou de marchandage. Nous sommes pour le chatiment des gros collaborateurs et nous sommes d'une certaine indulgence pour les petits. Le rapport part d'une donnée fautive. Il manque dans le rapport l'aspect de classe. Ce problème doit être vu non pas sous l'angle de chatiment ou de clémence, mais sous l'angle de la rééducation et d'incorporation dans la société d'une série de gens qui ont fauté. Il y a danger que ceux qui ont été libérés s'ils ne sont pas pris en mains vont se dresser contre les autres parties de la population. Il faut trouver le moyen de les réunir et de les rééduquer. Il faudrait les amener à reconnaître leur faute et les réincorporer dans la société.

Nous devrions insister sur le problème de la jeunesse.

Tous ces gens devraient être groupés et dressés contre les gros collaborateurs qui les ont entraînés. Van Aerschot a proposé une sorte d'amnistie pour les moins de 20 ans. Le mot est gênant. Peut-être faudrait-il examiner ce qui pourrait être fait par le canal du Ministère de la Famille.

En ce qui concerne le certificat de civisme, je pense qu'il serait erroné de faire une inscription quelconque sur la carte d'identité.

Lalmand. - S'il y a un problème qu'il serait dangereux de traiter sur le plan sentimental, c'est bien celui des inciviques. Les problèmes de l'épuration vont en s'atténuant. Si on examine le problème de l'épuration et de la répression dans le cadre de la situation économique il y a des facteurs dont il serait dangereux de sous-estimer l'importance.

10 à 15% de la population se sont conduits comme des salopards et on misé sur la victoire allemande. Lorsqu'on examine la situation en Flandres, le pourcentage est plus élevé encore.

La majorité des entreprises a servi l'occupant, et c'est sur l'étendue de ce mal que l'on se base pour essayer d'obtenir le coup d'éponge. En ce qui concerne la collaboration économique un des principaux éléments de non condamnation, c'est qu'on a ouvert des dossiers contre 80% des firmes belges. Inconvénient non seulement pour les firmes mais aussi pour l'économie du pays. A noter également que plus de 30.000 internés sont soustraits à la production. Ils vivent dans des camps et forment des centres de propagande. Tout cela contribue à discréditer l'épuration. Il ne faut pas se dissimuler que ceux qui ont voulu procéder au coup d'éponge sont parvenus à discréditer l'épuration. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que la répression est toujours populaire, car l'épuration telle qu'elle est pratiquée n'est pas une oeuvre de justice, mais d'injustice.

Nous devons de plus en plus nous orienter vers une double conception 1° Lutte pour que les grands coupables soient punis. Si on arrivait à chatier les 100 principaux responsables moraux de la trahison, le principal de l'épuration serait fait. Or, en ce moment, ce sont les petits qui écopent alors que les responsables échappent. Cela devrait nous amener à plus de compréhension envers les moins coupables.

Nous ne pouvons continuer à considérer comme des hors la loi une partie importante de la population, comme serait faux de les embrasser, mais ~~enfin~~ il faut trouver un moyen de les réhabiliter, car je suis convaincu qu'il y a des coupables repentis.

Je suis partisan de faire bénéficier de circonstances atténuantes les moins coupables et je pense que nous devrions rechercher les moyens pour les aider à reprendre leur place dans la nation.

Il y a également l'aspect politique. Si le PSC apparaît comme le défenseur des grands coupables, il apparaît aussi comme celui qui plaide l'indulgence et la mansuétude.

Dispy. - J'ai fait des propositions pour réintégrer dans la société ceux qui ont été punis et de les dresser contre ceux qui n'ont pas été chatiés. Une des lacunes du rapport, c'est qu'il y a ceux qui s'organisent et luttent. C'est ainsi que j'ai appris récemment qu'il y avait un projet d'attentat contre le siège du Parti. Il faudrait arriver à séparer ceux qui peuvent être réintégrés dans la société de ceux qui continueront une politique fasciste.

Van Aerschot. - J'ai souligné que si mes propositions étaient reprises elles seraient accompagnées de propositions concrètes pour la punition des collaborateurs économiques. Dejae a souligné qu'on devrait avoir une base de documentation à ce sujet.

Jetiens à souligner que les camarades ~~na~~ sont pas intervenus sur la question des éducateurs désignés par Lilar. Nous devrions absolument savoir comment ces gens ont été désignés.

Terfve et Dispy se sont élevés contre la suppression du certificat de civisme. Il y a eu des abus dans ce domaine. Mais il faudrait que le Parti fasse des propositions concrètes.

Lalmand. - D'accord d'examiner le cas des moins de 20 ans ayant simplement appartenu à des mouvements fascistes, sans port d'armes et trahison.

Dispy. - Voici trois propositions :

- 1° Rechercher des gens qui feraient des articles dans le DE.
- 2° Poser le problème de la rééducation au FI et de la réintégration dans la collectivité.
- 3° Rassembler toutes les propositions d'aujourd'hui en un document qui en rassemblant toutes les propositions permettrait de préciser pour une réunion ultérieure.

Lahaut. - Après les élections.

Van Hoorick. - Après les élections, le Parti devrait faire quelque chose de retentissant, la publication d'un livre blanc par exemple, ou une réunion spéciale du CC.

Van Aerschot. - Demande que des députés demandent des renseignements sur l'épuration administrative.

Terfve. - Il faudrait examiner les responsabilités dans les questions de la Banque d'Emission et du Comité Galopin.

Van Aerschot propose la collaboration de Gerlo et Demany.

Intervention de Lalmand au sujet des absences de Coenen et Dejace.

Notre ami Coenen s'absente fortement du Bureau Politique pour des raisons de santé. Je crains que moralement aussi, ce camarade soit en mauvais état. Il faudrait envisager une manifestation de sympathie de la part du Bureau Politique.

En ce qui concerne Dejace, au cours de ces derniers mois, il a été fort peu régulier à nos réunions. C'est d'autant plus regrettable qu'il est le seul représentant des organisations syndicales. Une liaison étroite entre le P. et les syndicats s'impose.

Le but de mon intervention est de vous inviter à examiner comment et par qui ces deux camarades pourraient être remplacés. Cela ne comporterait aucune blame à leur égard.

Dejace. - Reconnaît ses absences, mais toujours involontaires. Un grave inconvénient est l'irrégularité de nos réunions. Il faudrait s'arrêter à un jour fixe.

Herssens. - Coenen est très mal. Je crains qu'Hennebert ne le soigne pas avec toute l'attention voulue. D'accord pour manifestation de sympathie.

Mais il faudrait prendre des mesures pratiques pour le soigner. Il voudrait beaucoup s'en aller se soigner dans le midi de la France. Il faudrait qu'un médecin à nous le prenne en mains.

~~Il~~ Il faudrait également qu'on examine la possibilité de l'envoyer en France.

Glineur. - D'accord avec l'envoi de Félix en France, mais il y a la question du Sénat. Il n'y a qu'une possibilité c'est de paier avec de Dorlodot.

Terfve. - propose que les deux copains Dejace et Coenen soient tous deux doublés. N'est pas partisan du remplacement de ces copains.

Dispy. - Dejace se lève la question de jour fixe pour le BP. Je propose le samedi matin. Dans ces conditions, il ne faudrait pas remplacer Dejace. Le remplacement de Coenen par un suppléant pose la question de vote.

Lalmand. - C'est là une pure question de formalisme. Nous pourrions décider que Sam serait un invité permanent, et qu'automatiquement lorsque Dejace serait absent, il se fasse remplacer.

Dejace. - Propose Aiaux comme remplaçant.

Lahaut propose Aiaux comme invité permanent.

Lalmand. - Aiaux est incontestablement le mieux placé pour connaître la température parmi les milieux socialistes de la périphérie du Parti.

Intervention Glineur sur situation en vue des élections.

Wallonnie : 716 sections, 646 listes déposées dont 234 unitaires ou E.D.

Flandres : 202 sections, 171 listes déposées dont 41 " " "

Dispy. - Les résultats obtenus sont nettement insuffisants.

Propose de fixer la date du CC.

Lalmand propose que le CC soit convoqué immédiatement après les élections. Le BP pourrait se réunir le lendemain des élections et fixerait date pour CC.

PROGRAMME D'ACTION PARLEMENTAIRE
pour la Session 1946/47

Ce programme est établi en tenant compte de la situation politique actuelle, c.à.d. l'existence du Gouvernement Huysmans. Il est clair que des modifications de la situation politique entraînant, p.e. suite aux élections communales, des changements dans la composition du Gouvernement, entraîneraient des modifications du présent programme.

Le présent rapport est basé sur le rapport présenté au Bureau Politique du 28 septembre 1946, ainsi que sur les propositions rentrées par les parlementaires en conclusion de ce rapport.

AMELIORATION DU TRAVAIL DU PARLEMENT.-

Tous les Groupes de la Chambre réclament une telle amélioration. Cette opinion se retrouve surtout parmi les nouveaux parlementaires de tous les groupes. Toutefois, un seul parlementaire a fait jusqu'à présent des propositions concrètes. Il s'agit de Marcel Hubert Grégoire, député socialiste de Bruxelles qui, dans "Le Peuple" a écrit un article à ce sujet donnant les propositions concrètes suivantes :

- ".....
- "Pourquoi ne prendrions-nous pas l'initiative d'une commission
- "au sein de laquelle tous les groupes désigneraient des délégués?
- " Cette commission renforcerait la réglementation existante et
- "les pouvoirs du président. Elle policerait les interpellations.
- " Elle verrait à limiter de commun accord le temps de la parole accordé par groupe pour tout débat autre que la déclaration ministérielle.
- " Par exemple : une heure pour tout groupe comportant jusqu'à
- "25 membres; une demi-heure supplémentaire par vingt-cinq membres
- "en plus.
- " Le groupe répartirait ce temps de parole à sa guise.
- " Il serait admis de déposer en outre à l'Analytique, un
- "discours écrit sans le lire entièrement à la tribune, voire
- "même sans le lire du tout...
- " Nous sommes nombreux à nous convaincre que le Parlement n'y
- "perdrait rien en prestige.
- " Et que tous les parlementaires, usant ainsi raisonnablement
- "de la tribune, après avoir utilisé la voie des Questions et
- "Réponses, après avoir échangé leurs vues au sein de leur groupe
- "parlementaire, après avoir pris part au travail en commission,
- "pourraient parfaitement remplir ainsi leur mandat.
- " Notre ami Leburton a jeté l'alarme récemment au nom des nouveaux élus socialistes.
- " Notre ami Soudan fut naguère taxé de fascisme, pour avoir
- "voulu défendre des propositions analogues.
- " On ne nous empêchera pas de dire que Leburton et Soudan ont
- "raison."

Il est caractéristique que toutes ces propositions sont restrictives à l'égard des droits des parlementaires et des groupes et visent à accroître l'autorité et les droits du Président de l'Assemblée. Ce n'est pas dans ce sens que

l'institution devrait être renouvée.

Notons d'abord la perfection des services techniques de la Chambre.

Par ailleurs, la perte de temps dont bien souvent on se plaint, n'est bien souvent qu'apprente, parce que des possibilités sont créées, pendant que se déroulent les opérations réglementaires et protocolaires, de conversations et de contacts entre groupes, ainsi que la préparation personnelle des parlementaires sur les problèmes en discussion.

Deux ordres de mesure pourraient être pris pour améliorer le fonctionnement de l'institution parlementaire :

- 1°) Se tenir aux prescriptions constitutionnelles pour le vote des budgets à terminer pour fin décembre et envisager en conséquence la discussion et le vote de 3 budgets par semaine en siégeant 4 jours par semaine.
- 2°) Procéder à la mécanisation du système de vote à l'exemple de ce qui se produit dans d'autres parlements.
- 3°) Suppression des Sections.
- 4°) Extension du travail en commission.

Pour discuter de ces propositions avec effet utile, proposer aux autres groupes de la Chambre ainsi qu'au Bureau de la Chambre, la constitution d'une commission de revision du travail parlementaire.

Notre participation à cette commission serait assurée par notre Bureau du Groupe soit de la Chambre soit du Sénat, les propositions énumérées ci-dessus servant de base, amendées et complétées par le Bureau Politique, aux travaux de nos Bureaux dans ce domaine.

PROPOSITIONS DE PROJETS DE LOI.-

Libellé	Prop.par	Avis du rapporteur du présent rapport
1°) Extension du rééquipement ménager aux frontaliers	Frère	Défavorable. A traiter plutôt par interpellation, question écrite ou démarche auprès des Ministres intéressés.
2°) Nationalisation des carrières	Frère	Favorable. Renvoi Commission d'Etude.
3°) Organisation de la participation aux élections des belges se trouvant au Congo	Fonteyne	Favorable. Renvoi à l'auteur pour rédaction projet.
4°) idem. pour gens de mer et pêcheur.	<i>Tan Aenschot</i> Fonteyne	Favorable. Renvoi à Fonteyne pour rédaction projet.
5°) Suppression de la formule religieuse du serment.	Fonteyne.	Favorable, mais obtenir co-signature socialiste et lib. sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction projet.
6°) Spécialités pharmaceutiques	Fonteyne	Manque de précisions; elles sont demandées à l'auteur. De toute façon contact et accord avec Marteaux et Commission d'Etude.
7°) Simplification de procédure de divorce	Fonteyne	Favorable, mais obtenir co-signature soc. et lib. Sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction du projet.
8°) Monopole étatique de l'alcool.	Fonteyne.	Déjà admis. Hâter les travaux de la Commission d'Etude et obtenir co-signature soc. et lib.
9°) Simplification de la procédure en justice	Fonteyne	Favorable, mais obtenir co-signature soc. et lib. Sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction du projet.

Libellé -----	Prop.par -----	Avis du rapporteur du présent rapport -----
10°) Presse financière	Fonteyne	Favorable, mais développement préalable d'une interpellation.
11°) Réforme du Jury	Fonteyne	Favorable, mais obtenir co-signature soc. et lib. Sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction du projet.
12°) Loi interdisant propagande politique aux membres de l'enseignement.	Fonteyne	Défavorable ainsi présenté. Demander projet préalable en vue discussion B.P., à l'auteur.
13°) Loi imposant de choisir les membres de l'Enseignement primaire parmi les élèves sortis des Ecoles Normales officielles.	Fonteyne	Favorable, mais obtenir co-signature soc. et lib. Sinon soumettre au B.P. avant dépôt par nous seuls. Renvoi à l'auteur pour rédaction du projet.
14°) Loi accordant la pension de vieillesse à l'âge de 55 ans aux anciens-combattants, prisonniers de guerre, prisonniers pol., déportés des 2 guerres et résistants reconnus de la campagne 1940/45	Struvay	Défavorable, mais prévoir amendement à la loi de réparation.
15°) Loi autorisant les communes et éventuellement la Sté Nationale de Distribution d'Eau à capter les sources nécessaires à l'alimentation des populations en eau potable, sans devoir procéder au préalable à l'achat des dites sources.	Struvay	Favorable, mais à étudier par le cde Marteaux et la Commission de la Santé Publique.

Libellé -----	Prop.par -----	Avis du rapporteur du présent rapport -----
16°) Prop. de loi supprimant les cumuls de pension et traitement du personnel d'Etat pensionné occupant de nouveaux emplois.	Struvay	L'auteur fait remarquer que pour pouvoir bénéficier de la pension de vieillesse, le travailleur doit signer l'engagement de cesser toute activité professionnelle. Avis favorable, mais projet à traiter avec grande prudence, confier dans ce sens à la Commission d'Etude intéressée et soumettre un rapport préalable au B.P.
17°) Contrôle de l'uranium	Libois	Favorable. Confier rédaction à l'auteur.
18°) Révision des conditions de vente de différents produits cultivés, fabriqués ou extraits au Congo, dont uranium, coton, étain.	Libois	Favorable. Rédaction à confier à l'auteur et à la commission intéressée.
19°) Instruction Publique. ----- Réorganisation complète.	Libois	Favorable en ce sens que l'ampleur de ce problème demande un rapport préalable de l'auteur, à présenter au B.P., sinon même au Comité Central, incluant l'idée d'un ou de plusieurs projets de loi à présenter avec lib. et soc.
20°) Recherches scientifiques. ----- Organisation	Libois	idem.
21°) Modification de la loi sur les allocations familiales	H. Glineur	Favorable
22°) Nationalisation des Caisses d'Allocations Familiales.	H. Glineur	Favorable
23°) Pension de vieillesse	H. Glineur	Favorable.

Ces 3 dernières propositions sont rédigées, il n'y a plus qu'à les examiner et à les déposer.

Libellé -----	Prop.par -----	Avis du rapporteur du présent rapport -----
24°) Rééducation des inciviques, y compris les membres de la famille, particulièrement les enfants.	Dispy	En liaison avec le rapport présenté au B.P. par le cde Van Aerschot.
25°) Revision sécurité sociale notamment y ajouter l'assurance contre accidents de travail et maladies professionnelles.	-Dispy-	Renvoi à la commission intéressée & participation Dejace et Avaux.
26°) Abrogation sinon revision des lois de 1935 restreignant l'autonomie communale	-Dispy-	Renvoi à la Commission Taillard- plus Fonteyne
27°) Grandes agglomérations	Dispy	idem.
28°) Banque d'Emission	Dispy	A traiter au préalable par une interpellation.

Il n'est pas déterminé dans ce rapport dans quelle Chambre seraient déposées ces propositions de loi. Il appartiendra au B.P. de formuler son avis, sinon de renvoyer cette question en tout ou en partie au Bureau de la Fraction Parlementaire.

Enfin, il y a lieu de pousser à la discussion en Commission nos propositions de loi prises en considération, sauf avis contraire du B.P.

~~Les~~ Les méthodes de travail, les décisions résultant de la discussion du travail parlementaire tenue au B.P. du 28/9/46, ~~devraient~~ devraient rester en vigueur et être suivies de très près pour application.

Ci-joint est annexé un document donnant ces décisions et l'état actuel du travail parlementaire.

Il résulte des dernières expériences que l'assiduité en fin de séance de la Chambre n'est pas observée et qu'une forte tendance se manifeste sans cesse pour quitter les séances dès que l'on atteint 16.30 h. Il est à noter également une tendance à négliger les séances du Groupe du mardi matin. L'argument invoqué précisément ces derniers temps est la campagne électorale et les obligations qu'elle crée. De toute façon, les Bureaux des Groupes devront rester très fermes et très vigilants à cet égard.

Complétant les dispositions déjà arrêtées précédemment, il conviendrait de fixer comme suit les réunions régulières des Groupes et des Bureaux :

REUNION DES GROUPES.....mardi matin à 10.30 h.

REUNION DES BUREAUX.....mardi matin à 9.30 h.

LIAISON LAHAUT/GLINEUR & DISPY - lundi soir ou en fin d'après-midi. Ceci impliquerait l'obligation pour les camarades Lahaut et Glineur de loger à Bruxelles tous les lundis quand il y a session du Parlement.

Le cde Lahaut est toujours retenu le lundi matin, moi-même souvent le lundi après-midi. Il vaut mieux traiter d'affilée le travail et les réunions parlementaires, plutôt que de se rencontrer, et par conséquent se déplacer spécialement, le samedi, d'autant plus que les ordres du jour et documents Chambre et Sénat ne parviennent que le samedi dans la journée et même encore le lundi.

AUTRES PROPOSITIONS.-

Rédaction sous forme d'un vade-mecum de l'organisation générale du travail parlementaire des Groupes, à remettre à chacun de nos élus.

Maintien de la répartition actuelle dans les commissions.

Etre vigilants et lutter pour obtenir des fonctions de secrétaire et de rapporteur dans les commissions.

Généraliser la méthode de recevoir des délégations au Parlement.

Généraliser les "Questions" à poser aux Ministres par la voie habituelle de la Chambre et du Sénat.

Action extérieure des parlementaires:

Interviews dans notre presse.

Utilisation dans notre presse des "Questions et Réponses", non seulement lorsque paraît le Bulletin, mais dès le moment où la question est déposée sur le Bureau de la Chambre ou du Sénat. A régler par le Bureau du Groupe.

Amélioration des permanences.

Amélioration des Commissions techniques.

Obligation de l'abonnement au Compte-rendu Analytique pour tous les militants nationaux, membres des comités fédéraux, secrétaires des sections et secrétaires des groupes.

Obligation aux Fédérations de l'abonnement au "Moniteur".

Par les soins des Bureaux des Groupes parlementaires et de l'Agit-Prop central communication et commentaires pour projets importants aux Fédérations.

R. DISPY
=====

LALMAND

Chambre

- 14/5/46-Réponse Budget Ravitaillement 1945 et 46.
12/6/46-Intervention dans interpellation De Schrijver au 1er Min.
sur la politique générale du gouvernement.
2/7 -Réponse à l'interpellation de Héger et à celle de Chalmet
7/7 -Réponse à l'interpellation Van den Eynde et Héger.

Sénat

- 7/5/46- Réponse aux interpellations Sobry et Bouilly.
6/6 - Rép. Budgets 45/46-Ravitaillement
11/6 - idem.
10/10-- Réponse à l'interpellation De Boodt, d'Aspremont, Desmedt.

Marteaux

Chambre

- 8/8/46- dépôt projet Création Ordre des Médecins.
16/10 - Réponse Budgets Santé Publique 45 et 46.

Sénat

- 13/6/46- Budgets 1945/46 Santé Publique

BORREMAN

Chambre

- 26.3 /46- Prop. loi créant impôt extraord. sur les profits et
placements réalisés à l'aide des fonds de tiers.
16/5/46 - Rép. Budgets 45/46- Travaux Publics
22/5 - idem.
1/10- Budget Recettes et Dépenses extraord.-Réponse à partie conc.
le Ministère des Travaux Publics
29/10- Dépôt projet de loi organique urbanisme.

Sénat

- 14/5/46- Réponse interpellation Van Peteghem.
24/10 - " Budgets Travaux Publics 1945/46

TERFVE

Chambre

- 20/10/46-20/3/46- Intervention déclaration gouvernementale
15/5- Réponse à l'interpell. Demoitelle et Van Belle
13/6 - Fait personnel.
- Réponse à Demoitelle qui demande urgence Statut P.P.
7 /8 - Dépôt Statuts Pris.Pol. et Pris.Pol.Etrangers - et déclaration
8/8 - Dépôt projet Dommages de Guerre.
24/10- Statut P.D.-expl.art. 1,4,7,8,11,13,17,19,21.
29/10- id.art.25,35

TERVME

Chambre (suite)

29/10- Statut Etrangers P.P. déclaration disc. gén.-art. 5(adopté 31/10
transmis au Sénat)

31/10- Discussion gén. Projet Dommages de guerre.

- Seconde lecture Statut P.P.-art.8, 21, 35 (projet adopté-
Renvoi au Sénat)

6/11- Réponse projet Dommages de guerre

7/11- idem.

Sénat.

3/7/46- Réponse prop. Ronse, déchargeant sinistrés d'introd.nouvelle
demande.

SESSION EXTRAORDINAIRE 1946

QUESTIONS & REPONSES

CHAMBRE

Questions posées au :

Ministre de l'Intérieur

Total

Briol 1
Demany 1

2

Ministre des Finances

Bonenfant 1
Demany 1
Lahaut 3
Neuray 2

7

Affaires Economiques

Briol 1
Neuray 8 (dont 2 sans rep.)
Vanden Bergh 1

10

Communications

Briol 4
Van den Bergh 1

5

Colonies

Briol 6

6

Instruction Publique

Burnelle 1

1

Défense Nationale

Demany 2
Van den Bergh 2

4

Report

35

(Questions & Réponses S.N.1946)
(Ministres auxquels les députés ont posé des questions)

		Total
	Report	35
Au Premier Ministre		

Demany	1 (pas de rép.)	
Neuray	1	2

Travail & Prévoyance Sociale		

Frère	1	
G. Glineur	1 (pas de rép.)	
Van den Bergh	1	3

Justice		

Demany	3	3

Total		43 (dont 4 sans rép.)
		=====

Chambre

QUESTIONS & REPONSES

S.F. n°46

BONENFANT

Total

26/6/46 - Bulletin 13 - Ministre des Finances -

1

BRIOL

7/5 - N° 6 - Intérieur)		
7/5 7 - Aff. Economiques	)	1-Intérieur	
id. - Communications	)	1-Aff. Econom.	12
id. Colonies	)	4-Communications	
9/7 15- Communications	)	6-Colonies	
id. - Colonies (3 quest.))		
16- Colonies)		
id. - Communications)		
9/7 17-Colonies)		
21bis-Communications)		

BURNELLE

6/8 - Bulletin 16-Instruction Publique

1

DEMANY

22/5- Bull. 8 - Défense Nationale	)	2 Déf. Nat.)	
21/5- 9 - Justice	)	1 Intér.)	8
11/7- 13 - Défense Nationale	)	3 Justice)	
8/10- 18 - Intérieur	)	1 Fin.)	
- 19 - Justice	)	1-1er Min.)	
- id. - Finances)		
- 20 - Premier Min. (pas de rép.))		
- 21 - Justice)		

FRERE

16/10 - 21bis- Travail & Prév. Sociale

1

GEORGES GLINEUR

3/5 - Bull. 7- Travail & Prév. Sociale (pas répondu)

1

LAHAUT

27/6 - Bull. 13 - Finances	)	3- Finances	3
27/6 - 15 - Finances (2))		

Report

27

Questions & Réponses (Suite)

Total

24

NEURAY

28/5/46-Bull.10-Aff.Economiques(pas rép.))			
id.- Finances	}		
28/5 13-Aff. Economiques	}		
9/7 15-Finances	}	8 Aff.Ec.	
25/6 id.-Aff. Economiques	}	2 Fin.	11
25/6 16-Aff.Economiques	}	1 Prem.Min)	
9/7 16-Aff.Economiques (3)	}		
16/10 21-Premier Min.	}		
id.-Aff.Econ.(pas répondu)	}		

VAN DEN BERGH

15/5/46- Bull. 8 - Aff.Economiques	)	1-Trav.& Pr.Soc.)	
id. - Communications	)	1-Aff.Ec.	5
29/5 - id. 9 - Défense Nat. (2)	)	1-Communic.	
3/7 - 15 - Trav. & Prév.Soc.	)	2 Déf.Nat.	

total

43

S.E. 1946

Belgium. Complément au rapport sur
le travail parlementaire.

	Demandes d'Interpellations	Interventions	Prop. Loi	Questions
	-----	-----	-----	-----
Baligand	7/5/46-Min. D.N. situation privil . off.de gendarm.	21/5-ds interp. Jaminet&Pierco au Min.D.N. 18/6 ds interp. Demoitelle & Brufaut-pêche 1/10 ds.projet modif.loi avanc. des officiers		
	-----	-----		
	1	3		
=====				
Bonenfant	26/3-Min.Fin. Taxation tabacs	11/4-Discussion interp.26/3 15/4-Budg.45/6 Agriculture 25/6-Disc.Bail à ferme 9/7-id.art.12		26/6
	-----	-----		-----
	1	4		1x
=====				
Briol	8/5x	8/5-Budg.56/46 Agriculture		7/5 9/7
		-----		-----
		1		2
=====				
Burnelle		30/10-Projet Domm.Guerre	8/10-facilités aux él.des éc. du soir p.e.c. 22/10	6/8 1/10
		-----	-----	-----
		1	1	2 x
=====				
Dejace	26/3-Min.Trav.& Ec. Grève ind.Pierre	15/5-Disc. interp.26/3 13/6 Budg.45/6 Aff. Econ. 3/7-projet vieillesse & décès prémat. 4/7-ds?interp. V.d.Straeten- excéd.cotis. all.fam.	28/5-National. Assurances	
	-----	-----	-----	
	1	4	1	

<u>Demandes d'Interpellations</u>	<u>Interventions</u>	<u>Prop.Loi</u>	<u>Questions</u>
Demany 21/5 au Min.Justice (Taill.de Binche)	15/5ds.interp. Demoitelle & Van Belle au Min. Reconstruction 11/6-Disc.interp. déposée 21/5 2/10- dans disc. prop.loi Huysmans, Lahaut, Joris mod.règlement		21/5 25/6 8/10
<u>1</u>	<u>3</u>		<u>3</u>
=====			
Dempulin			
=====			
De Ville	21/5-Budg.45/6 Trav.Publics 5/6-Budg.45/6 Finances		
	<u>2</u>		
=====			
Dispy 26/3-Gouvern. Polit.à 1 ^{er} ég. de Franco	4/4-Décl.gouv. 3/5-disc.interp. du 26/3 29/5-Budg.45/6 Communications 3/7-Motion d'ordre-demande diligence 2 ^o lect. proj.vieillesse 9/7-art.10 Bail à ferme 6/8-décl.gouvern. 2/10-prop.Cart.Wiart Modif.règlement 24/10-Interv.Statut PP. 22/10-Budg.45/6-Intér.	Création Sté Transp.Commun rég.bru. p.e.c.15/10	
<u>1</u>	<u>9</u>	<u>1</u>	
=====			
***** Frère	6/6-budg.45/6 Finances		16/10
	<u>1</u>		<u>1</u>
=====			

Demandes d'Interpellations	Interventions	Prop.Loi	Questions
Glineur	8/5-Coup de :15/5 Grisou Dampremy: Motion d'ordre: pour : quand interp.8/5 13/6-disc.interp.8/5	4/6-Complé- 3/5 tant arr.13/11/45 Rééqu.Ménager 101-p.e.c.22/10 Amendement Vieill.&décès prématuré	
1	3	2	1 x
Grégoire Suz.	4/7-disc.interp.Behogne (péréquation all.fam. 16/10-Budg.45/46 Santé Publique 2	Rapport s/ proj.titre infirmiers & infirmières 1 Rapport	
Herssens	22/5-Min.Trav. 19/3-Motion d'ordre et A.E.(mesures se rallie à prop.Bohy prises pour réal. (cand.présid.Soudan) baisse des prix). (disc.voir 2/10-Mod.règlement Neuray 18/6) (prop.Huysmans,Lahaut, Joris) 29/10-Statut Etrangers P.P.		
1	3		
Jacquemotte	5/6-Budg.45/46 Fin. 1/10-Budg.recettes et dép.extraord. 10/10-intervention s/décl.du Min. Fin.	4/4-Nation. stés à porte- feuille -Modif.code droits success. 26/6-Rapport proj.ouvr.nouv. crédits	
3		2 prop.loi 1 rapport	

Demandes d'Interpellations	Interventions	Prop.Loi	Questions
Lahaut		26/3-établi. et contr. indice pondéré coût de la vie 3/4-Nation. industr. houillères 2/5-cadaastre des fortunes 18/6-réorg. Radiodif. -Nation/Banque Nationale 29/10-Amendement art. 21 Statut P.P.	27/6
23/10-Statut P.P.	23/10-Statut P.P.		
	1	5 prop. & 1 amend.	1
Neuray	16/5-Budg. 45/6 Trav. Publics 18/6-Disc. interp. de Herrensbaïsse des prix		28/5 25/6 9/7 16/10
	2		4
Reul	15/10-Budgets 45/6 Santé Publique		
	1		
VANDen Bergh-	3/5-disc. interp. Juste et Lahaye (Frontaliers) 23/5-Budg. 45/6 Communications 5/11-Proj. Domm. Guerre		15/5 29/5 13/7
	3		3
Van Hoorick	26/3-au Gouv. Atten- tat Mon. Yser	2/5-Budg. 45/6 Aff. Etr. 7/5-Budg. Agric. pr. 1945/46 28/5-Disc. interpell. déposée le 26/3 12/6-Fait personnel	Amendement s/ Bail à Ferme
	1	4	1 amendement

Demandes d'interpell.	Interventions	Prop.Loi	Questions
Boulanger A.	6/6/46-Budg.45/6 Ravitaillement 9/10 -Budg.45/6 Instr.Publique 17/10-Budg.45/6 Agriculture		
	3		
Coenen	20/6/46-Budg.45/6 2ff.Etrang.		
	1		
Degeer Alice	24/10-Budg.45/6 Trav.Publics		
	1		
Depagé	12/6/46-Budg.45/6 San té Publique	12/6-Rapport s/proj.modif. art.18 de la loi 12/3/18	7/11
	1	1 Rapport	1
Depotte	22/10-Budg.45/6 Agriculture		9/4/46
	1		1
Fonteyne	2/7-Budg.45/6 Justice 3/7-disc.prop. Ronse 3/7-interp. de Rolin 31/10-Budg.46 Colonies 7/11-Budg.45/6 Gendarmerie 31/10-Interv.ds disc.prop.loi éligibilité can- didats.	2/7-Rapport Budg.46 Justice 2/10 prop.loi loyers 5/11-prop.loi baux à loyer 5/11-id.locaux prop.électorale 6/11-dispos. exc.baux à loyer	9/4 14/5 22/5 28/5 29/5 4/6 12/6 18/6 19/6 6/8 13/8 1/10 10/10 17/10 22/10 23/10 31/10 5/11 6/11 19
	6	1 Rapp. & 4 prop.	

Demandes d'interpellations	Interventions	Prop.Loi	Questions
<u>Henri Glineur</u>	13/3-disc. projet		
23/5-au 1er Min. et Min.Santé P.	19/3-Nomination Bureau 4/4-décl.gouvern. 29/5-Budg.45/6 Trav.&Prév.Soc. 13/6-disc.Interpell. déposée 28/5 9/7-interv.ds comm. Min.Justice en rép. Interpell.Rolin 7/8-décl.gouvernem. 13/8-disc.projet vieillesse-décès pré- maturé 15/10-budg.45/6- Instr.Publ.	2/7-pensions mineurs p.e.c.8/10	9/4 25/6 10/10 7/11
	8	1	4
<u>Goossens</u>			14/5
	25/6-Interp.de Sobry, Pholien,De Bruyne Tour d'Yser 23/10-Budg.45/6 Trav.Publics 6/11-budg.45/6 Défense Nat.		11/6 13/6 3/7
	3		4
<u>Leveco</u>	30/6-Budg.46 Colonies		
	1		
<u>Libois</u>	14/5-au 1er Min. Uranium	22/5-disc.Interp. déposée 14/5 8/10-Budg.45/46 Enst.ruct.Publique 10/10 id/ 31/10-Budg.46 Congo	31/10
	1	4	1
<u>Michot</u>			
<u>Marion</u>	(serment 1/10/46)		
<u>Minnaert</u>	10/4-décl.gouvern/ 2/10-Budg.45/46 Intérieur		
	2		

Demandes d'interpellations	Interventions	Prop.Loi	Questions
Sironval	18/6-Interp.Baltus au 1er Min.situation Cantons de l'Est.		22/5 4/6 8/10 9/10
	1		4
Stamps			
Struvay	3/10-Budg.45/6 Communications		11/6
	1		1
Taillard	27/6-Budg.45/6 Finances		11/4 28/5 16/10 22/10
	1		4

QUESTIONS & REPONSES S.E. 1946

		Total
<u>Denage</u>		
9/11/46-Bull.21quater- Min. du Budget		1
<u>Depotte</u>		
9/4/46 -Justice		1
<u>Henri Glineur</u>		
Bull.3-9/4/46 - Défense Nationale) 1 Déf.Nat.)	9
4-19/4 - Trav. & Prév.Sociale	) 4 Trav.(+1))
8- 3/5 - id.	) 3 Fin. (-1))
9-18/5 - id.	) 1 Communic.)
14-25/6 - Finances)	
- Trav.& Prév.Sociale(pas rép.))	
- Communications)	
20-10/10 - Finances)	
Alter - 7/11 - Finances(renv.au Min.Trav.))	
<u>Goossens</u>		
N° 9- 14/5/46- Aff. Econ.) 3 Aff. Ec.)	6
10- 11/6 - Justice(renv.Déf.Nat.)	) 1 Justice (D.N.))
12- 13/6 - Aff.Econ.	) 1 Déf.Nat.(+ 1))
13- 13/6 - id.	) 1 Reconstr.)
- Déf.Nat.)	
15- 3/7 - Reconstruction)	
<u>Sironval</u>		
8 - 22/5 - Communications) 2 Communic.)	5
10- 4/6 - "	) 1 Intérieur)
19- 8/10 - Intérieur	) 1 Déf.Nat.)
20-10/10 - Déf.Nat.	) 1 Aff.Ec.)
21ter-13/10-Aff.Ec.)	
<u>Struvay</u>		
12 - 11/6 - Intérieur (renv.Santé Publ.)) 1 Int.(S.Publ.))	6
- Agriculture	) 1 Agric.)
- Communic. (pas répondu)	) 2 comm.(1 sans rép.))
13 - 11/6 - Aff.Econ.)	
- Communications	) 1 Aff.Ec.)
- Santé Publique) 1 Santé P.(+ 1))	
<u>Taillard</u>		
4 - 11/4- Déf.Nationale)	7
10- 23/5- Instr.Publ.	) 2 Déf.Nat.)
17- 27/8- Déf.Nat.	) 1 Instr.Publ.)
21- 16/10-Finances	) 1 Finances)
21bis-16/10- Finances Aff.Ec.	) 1 Communic.)
- 22/10-Communic.	) 2 Aff.Ec.(dont 1)
- 22/10-Aff.Ec.(pas répondu)	) sans rép.))

CONTENTS

N° 3- 9/4/46-	Justice
9-14/5	- Aff. Etr. (sanc. Van Zeeland, pas de réponse)
10/5	- Instruction Publique
	- Finances
	- Trav. & Prév. Soc.
	- Déf. Nat. (2)
23/5	- Colonies
10-22/5	- Justice (3)
20/5	- Communications
22/5	- Déf. Nat.
11- 4/6	- Premier Ministre
12/5	- Aff. Ec. (pas de rép.)
16/5	- Intérieur
19/5	- Santé Publ. (pas de rép.)
20/5	- Agriculture
	- Trav. Publics
4/6	- Déf. Nat.
22/5	- Ravitaillement
4/6	- Importations (pas de rép.)
	- Rééquipement (pas de rép.)
20/5	- Reconstruction (pas de rép.)
4/6	- Importations
	- Rééquipement
13-19/6	- Premier Min.
18/6	- Justice
	-
14-14/6	- Premier Min.
16- 6/8	- Justice (2)
13/8	- Intérieur
19/8	- Aff. Ec.
6/8	- Déf. Nat. (3)
17-18/8	- Justice (2)
18/8	- Intérieur
18-1/10	- Justice
	- Intérieur
	- Colonies
19-1/10	- Justice (2)
	- Trav. Publ. (pas de rép.)
	- Déf. Nationale
20-17/10	- Intérieur
1/10	- Trav. Publics
	- Déf. Nat.
21-17/10	- Déf. Nat.
21bis-22/10	- Instr. Publ.
	- Finances
23/10	- Déf. Nat.
24/10	- Colonies (pas de rép.)
21ter-31/10	- Intérieur
	- Instr. Publ.
22/10	- Colonies (2)
21quater-5/11-	Justice
31/10-	Santé Publ.
6/11-	Déf. Nat.

(Questions & Réponses S.E.1946- Fonteyne-suite)

total

Report 35

Fonteyne:total des questions

au Min. de la Justice :	13
Aff.Etrang. :	1 (pas répondu)
Instr.Publique:	3
Finances :	2
Travail :	1
Déf.Nationale :	12
Colonies :	5 (dont 1 sans rép.)
Communications:	1
Premier Min. :	3
Aff.Econ. :	2 (dont 1 sans rép.)
Intérieur :	6
Santé Publ. :	2 (dont 1 sans rép.)
Agriculture :	1
Ravitaillement:	1
Travaux Publ. :	3 (dont 1 sans rép.)
Importations :	2 (dont 1 sans rép.)
Rééquipement :	2 (dont 1 sans rép.)
Reconstruction:	1 (sans rép.)

61 (dont 8 sans rép.)

61

total

96
=====

(dont 1 sans réponse).

Questions posées au :

totalMinistre de la Justice

Depotte	1	
Goossens	1	
Fonteyne	<u>13</u>	15

Défense Nationale

Henri Glineur	1	
Goossens	1	
Sironval	1	
Taillard	2	
Fonteyne	<u>12</u>	17

Travail & Prévoyance Soc.

Henri Glineur	4	-(1 sans rép.)	
Fonteyne	<u>1</u>		5 (dont 1 sans rép.)

Finances

Henri Glineur	3	
Taillard	1	
Fonteyne	<u>2</u>	6

Budget

Dupage	<u>1</u>	1
--------	----------	---

Communications

Henri Glineur	1	
Sironval	2	
Taillard	1	
Fonteyne	1	
Struvey	<u>3</u>	7 (dont 1 s.rép.)

Affaires Economiques

Goossens	3	
Sironval	1	
Struvey	1	
Taillard	2	(1 sans rép.)
Fonteyne	<u>2</u>	(1 sans rép.)

9 (dont 2 s.rép.)

Reconstruction

Goossens	1	
Fonteyne	<u>1</u>	(sans rép.)

2 (dont 1 s.rép.)

Intérieur

Sironval	1	
Struvey	1	
Fonteyne	<u>6</u>	8

Agriculture

Struvey	1	
Fonteyne	<u>1</u>	

à reporter

2
72 (5 s.rép.)

Questions & Réponses S.E. 1946 -
Questions posées aux Ministres : (suite)

Report 72 (5 s.r.)

<u>Santé Publique</u>		
Struway	1	
Fonteyne	2 (dont 1 sans rép.)	3 (1 s.r.)
<u>Instruction Publique</u>		
Tailland	1	
Fonteyne	3	4
<u>Colonies</u>		
Fonteyne	5 (dont 1 sans rép.)	5 (1 s.r.)
<u>Premier Ministre</u>		
Fonteyne	3	3
<u>Ravitaillement</u>		
Fonteyne	1	1
<u>Travaux Publics</u>		
Fonteyne	3 (dont 1 sans rép.)	3 (1 s.r.)
<u>Importations</u>		
Fonteyne	2 (dont 1 sans rép.)	2 (1 s.r.)
<u>Rééquipement</u>		
Fonteyne	2 (dont 1 sans rép.)	2 (1 s.r.)
Affaires Étrangères	1 (sans rép.)	1 (sans r.)

96

dont 11 sans réponse

Rapport Lalmand sur résultat des élections.-

Il est très difficile de comparer les élections communales aux législatives. Différents facteurs influencent ces élections.-

Les petits sont plus défavorisés encore qu'aux législatives, les questions de personnes jouent un rôle infiniment plus important. Les gens au pouvoir dans les communes ont pu rendre une infinité de petits services qui influencent favorablement la population.

Dans l'ensemble, ce qui frappe le plus, c'est que la poussée PSC annoncée ne s'est pas réalisée. Il n'y a eu que de légers glissements dans certaines régions. Le PSC a incontestablement bénéficié de la division des démocrates et les avantages des grands partis ~~lui~~ ~~aux~~ a été incontestablement favorable.

Même à Anvers la situation n'est pas très mauvaise. Il est certain que la position du Gt du point de vue de l'épuration était juste, mais l'était moins du point de vue politique.

La progression libérale et catholique est due au vote des femmes, bien que je ne pense pas que dans l'ensemble la géographie politique de notre pays serait modifiée par le vote des femmes.

Pour juger des résultats du vote des femmes, il faudrait pouvoir comparer deux élections semblables. Quant à moi, je ne pense pas que les femmes sont 10% plus à droite que les hommes.

En conclusion, nous devons, incontestablement, développer notre travail parmi les femmes.

Notre parti a incontestablement lutté dans des conditions fort difficiles :

Parcequ'il participe au Gouvernement et que l'opposition a bénéficié aux PSC,

Parceque la politique chèvre-choutiste du Gouvernement nous a été reprochée plus énergiquement qu'aux autres parceque nos électeurs sont les éléments les plus progressistes.

Parceque le Parti en la personne de son secrétaire général a occupé le ministère du Ravitaillement qui est le bouc émissaire.

Nous avons dû prendre des mesures qui ne contentaient pas tout le monde, notamment la paysannerie et les classes moyennes.

Dans l'ensemble, je pense que nous pouvons être satisfaits. Cette satisfaction est d'autant plus grande lorsque nous comparons les chiffres de 46 à ceux de 38. Nous ~~avions~~ ^{avons} dans 38 communes

128 élus, aujourd'hui nous avons dans 300 communes 700 élus.

Nous sommes le parti le plus fort dans une dizaine de communes, nous sommes à égalité dans une dizaine de communes.

Dans plusieurs provinces nous pourrions participer à la gestion des communes, ce qui nous permettra de lutter à l'avenir dans de meilleures conditions.

Luxembourg ~~XXXXX~~ nous passons de 0 à 20 élus, et nous en attendons encore.

Namur nous passons de 2 à 39.

Hainaut nous enregistrons une progression très importante :

de 49 nous passons à 352 élus.

Liège. Mauvais travail fédéral. Même point de départ qu'au Hainaut mais de 48 on ne passe qu'à 183.

Examinons la province en détail : poussée à Huy qui passe de 4 à 46, Ourthe-Amblève passe de 2 à 17, Verviers très mauvais résultat confirmant les résultats des législatives. Résultats désastreux dans le grand Verviers. Bons résultats dans les coins retirés de la fédération où la direction fédérale ne va probablement jamais.

Liège. Les résultats des élections confirment la mauvaise situation.

A côté d'excellents résultats tels que Serain (victoire de Lahaut plus que du parti) Boncelle, Ougrée, nous constatons qu'à Liège ville, Herstal, Tilleur, Jemeppe c'est le statu quo. Dans des ré-

gions neuves, il y a un sérieux bond en avant. La situation de Liège nécessite un examen à fond. Il y a incontestablement un travail souterrain qui se fait et dont Burenelle n'est pas conscient. Mais il faut donner à ce camarade le temps de remonter couramment Huy. - Résultats très inégaux. Dans l'ensemble nous pouvons être satisfaits. Un seul élu à Huy. Nous sommes éliminés à Waremmes ainsi que dans les parties agricoles où Leburton nous balaye, néanmoins le travail de Beelen mérite des éloges. Par contre je crains que l'esprit traditionaliste des Thonet ne soit pas très heureux. Bruxelles. - Il y a incontestablement eu une certaine guigne. Mais les résultats ne sont pas fameux, mais la direction actuelle s'est trouvée devant une situation désastreuse. Brabant Wallon. - Travail inégal et certaines défaites cuisantes. Nos résultats sont bons grâce à de nouveaux points de départ. Pas de progression dans les centres. Il y a peu de régions où les résultats comparés à ceux des législatives ont été aussi défavorables. Ath-Tournai. - Fédération qui s'est distinguée aux législatives s'est maintenue. Il faut analyser ces résultats. C'est le fruit du travail de Moerman qui comprend la liaison avec les masses sur le plan local. Il n'arrive malheureusement pas à travailler sur le plan national. Il a la qualité d'arriver à former des hommes, car dans sa fédération on retrouve une série de militants de son genre. Borinage. - Mérite d'être cité pour sa progression homogène. Charleroi. - Pas mauvais, bien qu'il y ait certains points défavorables ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ Roux est incontestablement un succès personnel de notre ami Glineur. Flandres. - Très mauvais résultats. Dans aucune province nous n'avons obtenu de sérieux parallèles de départ. à Dottignies nous sommes plus forts que les socialistes. Bons résultats à Alost et environs confirmant les résultats des élections législatives. Sur le plan local il est incontestable que Devillé a joué un rôle important à Ninove. Mauvais résultats à Courtrai. Mauvais résultat à Ostende, Bruges. Nieuport et Cooxide sont le résultat du travail d'un seul homme. Exécrables résultats à Gand. Des mesures devront être prises, c'est la condamnation de notre vieux camarade Minnaert. Anvers comparé à 38 et même à février on pourrait conclure que nous sommes en progression, cependant nous sommes débarrassés de la concurrence de Frensen. Pour une ville ouvrière comme Anvers, les résultats sont désastreux. Ces résultats ne justifient nullement la satisfaction de Van Aerschot et Van den Berghe. 6% des voix à Anvers est nettement insuffisant. Limbourg on passe de 0 à 2. Malines. - Recul sur 1932. La direction nationale du Parti en est responsable, car nous aurions dû placer à la tête de cette fédération un autre dirigeant. Louvain. - Très mauvais résultats.

Si nous n'avons pas reculé sensiblement sur février, il n'en reste pas moins que nous ne progressons pas et cela ne se justifie pas. Il faut donc examiner les ~~raisons~~ raisons de cette stagnation. Participation au gouvernement, ravitaillement, perte d'influence parmi les classes moyennes et les paysans. Nous devons développer notre travail parmi les paysans et les classes moyennes, car nous constatons que si nous mordons sur les socialistes, eux ne mordent pas sur leur droite. C'est à nous de lutter pour modifier le rapport de forces. Les résultats des élections prouvent que notre ligne politique est juste. Je pense que nous n'avons pas commis d'erreur depuis la libération.

3.

Une certaine perte d'influence parmi les classes moyennes et la paysannerie résulte de la nécessité dans laquelle nous nous sommes trouvés de subordonner leurs intérêts aux intérêts de la communauté.

Les résultats des élections soulèvent à nouveau notre faiblesse dans le domaine de l'organisation. Nous traversons une crise de croissance sur laquelle nous n'avons pas été assez attentifs. Si du point de vue de notre activité au sein du Gouvernement, au Parlement nous jouons le rôle d'un parti moyen, il apparaît que notre organisation ne s'est pas développée en proportion et n'a pas suivi le développement de notre Parti. Le décalage entre notre organisation et notre rôle politique est plus grand qu'avant guerre.

Il n'y a pas de travail sur le plan communal. Les sections ne fonctionnent pas, les fédérations sont des écrans entre la direction et la base. Le travail aux entreprises est insuffisant. Les sections se sont révélées incapables de diriger le travail aux entreprises. Les organisations parallèles sont à revoir. Elles jouent un rôle d'écran plus qu'autre chose. Par exemple le MDP nous désert parmi la paysannerie. Cette organisation a deux soucis principaux : n'avoir rien de commun avec le Parti, publier des articles inspirés par le MDP. Comprises ainsi, les organisations parallèles déforcent le Parti.

C'est vrai aussi dans le travail parmi les femmes. Il faudra accentuer le travail des amicales.

Nous avons décelé la faiblesse de notre organisation au lendemain de la campagne électorale précédente, mais nous n'avons pas su y porter remède. Il y a de la part de la direction nationale une incapacité notoire de prise du parti en main. La direction connaît les faiblesses, mais elle enregistre sans prendre les mesures nécessaires. Cette faiblesse de l'organisation est aggravée encore par notre faiblesse parmi les cadres.

L'activité des cadres se limite à examiner "les cas". Pas de travail de recrutement des éléments de valeur. Il y a un service des cadres qui ne connaît pas les cadres. Il n'y a pas de nomenclature des membres du Parti. Il n'y a pas de travail de prospection pour faire monter des éléments capables. Les cadres ne réagissent pas contre la bureaucratie qui règne. Il y a à tous les échelons des pompes refoulantes au lieu de pompes aspirantes. Il n'y a pas de politique des cadres. En période électorale on envoie des militants modestes qui font du travail. A quoi, dans ces conditions sert le service des cadres? Il devrait y avoir ici au moins 10.000 bons des meilleurs membres du Parti. Il n'y a comme bords que celles "des cas". L'agit-prop est un secteur qui laisse également à désirer. Il devrait former des cadres d'agit-prop.

Les finances sont gérées de façon désastreuse.

Il y a incontestablement dans tout cela carence de la direction. Dans le meilleur des cas, les discussions politiques ne sortent pas des comités fédéraux. Les militants doivent chercher la ligne politique dans la presse. Quant aux directives, elles sont trop nombreuses et trop lourdes.

Tout cela amène un incontestable relâchement de la discipline du Parti. Dans ce domaine, il y a reculé sur l'avant guerre. Nous ne mettons pas sur pied le double des effectifs d'avant-guerre. En période de grande mobilisation, et on n'y voit que des "anciens". Il y a un grand relâchement du travail des bénévoles.

Il faudrait reprendre l'habitude d'éditer un guide du militant. En ce qui concerne le contact avec les masses, nous devrions apprendre à mieux servir les masses. Sur la base des élections communales, nous devons renforcer notre travail communal et le centrer autour

de la maison communale et des élus. Il faudra de plus trouver le moyen de distraire la population. Fanfares. Il faudra songer à réorganiser la direction et la répartition des tâches.

Nous avons en Belgique un prolétariat plus faibles que dans d'autres pays et moins éduqués. Nous avons en Belgique une série d'ouvriers intelligents mais incapables de s'exprimer. Cela explique la faiblesse idéologique de notre parti. Nous avons eu le malheur de perdre beaucoup de militants. Nous souffrons d'une pauvreté terrible de cadres. Depuis la libération, il n'y a pas d'aspiration vers le sommet d'éléments de la base. Cette situation va être aggravée par les résultats des élections.

Faisons le tour du Bureau Politique : deux syndicalistes, Borremans, ministre, Van Hoorick, militant localiste, Glinour et Lohaut mayeurs, Marteaux, ministre, Terfve, ministre. Il faudra désigner quelqu'un à la direction des cadres. Joseph Thonet est accaparé par son travail de député permanent et il est doublé par une camarade qui n'a aucune des qualités nécessaires. N'allons-nous pas devoir adjoindre au Bureau Politique des camarades qui assisteraient au Bureau Politique et formeraient l'organisme d'exécution. Depuis le départ de Bertrand à l'organisation, nous avons eu Frère qui a été désastreux, Moerman de même.

Nous n'avons pas entre la direction du Parti et la base les courroies de transmission nécessaires.

Je reviens sur l'exemple de la campagne électorale. Des éléments ne disposant d'aucune expérience ont joué un rôle de courroie de transmission. Il est incontestable que ces camarades ont une part très importante dans les résultats remportés.

Qui sont ceux qui, demain, appliqueront les décisions que nous prendrons? Si nous ne résolvons pas cette question, nous allons à des échecs cuisants.

Il faut établir un rapport entre l'organisation et notre force politique.

Il faudra une réunion spéciale du B.P. pour examiner toutes ces questions.

Situation politique. - Le facteur essentiel dans la période présente est le problème des prix et salaires. De la solution de ce problème dépend l'évolution favorable de notre économie et l'avenir de la nation.

La situation dans ce domaine n'est pas brillante. Il y a néanmoins un facteur positif, c'est que les travailleurs sont unanimes à déclarer qu'il y a une fin à la patience. Ils invitent le Gouvernement à mettre ses actes en concordance avec ses paroles.

Le Gt a sorti un document qui est fort bon. Mais ce n'est pas la première déclaration de ce genre. Il y a des attaques sournoises contre les prix. Il y a des autorisations qu'on donne sans rien dire. Il y a des offensives contre les salaires.

Il n'y a pas de baisse des prix dans les secteurs qui intéressent les travailleurs. Le Gouvernement mène une politique qui s'inscrit en faux contre ce que nous voulons.

Quoiqu'en dise Dejace, il est incontestable que les travailleurs ont assez malgré un battage en retraite éventuelle des dirigeants syndicaux.

Van Zeeland a préparé le terrain en disant l'autre jour que la dévaluation est toujours un malheur, mais il y a des moments où la dévaluation apparaît comme la seule solution possible et à ce moment, on doit faire enquête pour découvrir les responsables. La seule façon d'empêcher cette catastrophe, c'est d'empêcher la hausse des prix et d'exiger au contraire la baisse.

C'est indispensable si nous voulons continuer nos exportations. Le Gt reste faible par sa division. Les libéraux veulent faire monter les prix. On sait qu'il y a des pourparlers entre certains socialistes, libéraux et catholiques. La tendance Van Acker se dresse contre la tendance Buset. Van Acker n'est-il pas capable d'aller jusqu'à la scission?

Chez les libéraux, il y a la tendance Buisseret contre la tendance Dierckx, mais chez eux il y a toujours la possibilité d'arranger les choses par de judicieuses répartitions de portefeuilles. Il y a des divergences au sein du PSC qui apparaissent plus clairement. ~~La meilleure solution~~ La meilleure solution serait évidemment une scission au sein du PSC, mais ce n'est pas pour demain. Il faudrait pour cela que le gt actuel soit assez fort pour donner satisfaction aux travailleurs.

Les conclusions à tirer ne sont pas faciles. Je ne pense pas que le seul fait de nous retirer du Gt solutionnerait les choses. J'ai la conviction qu'au sein de ce gouvernement c'est nous qui fournissons l'effort le plus violent pour maintenir les prix. Ce sont les communistes qui sont les plus près des syndicats. Nous renforçons la position de Buset qui craint la fermeté des communistes. Je ne vois pas de solution en sortant du Gt.

Nous devons nous appuyer sur les organisations syndicales et résister à la hausse des prix en collaborant avec les masses : baisse des prix, contrôle des prix, gestion des entreprises. Actions de masses contre les prix noirs et les prix illicites.

~~Il faudra~~

Il faudra qu'à l'avenir on fusionne beaucoup plus les partis français et flamand.

Van Hoorick. - D'accord que les progrès insuffisants sont dus à l'organisation et non pas à la ligne. Le progrès en Wallonie a été plus grand parce qu'il y avait une meilleure base de départ. Avec notre base actuelle, nous pourrions plus facilement mordre en Flandres. Les cadres font défaut en Flandres. Nous avons des résultats là où nous avons des hommes liés aux masses. A Anvers le travail n'est pas effectué par d'anciens membres mais par des nouveaux. Il y a de nombreux nouveaux éléments mais qu'on n'utilise pas. Nous avons incontestablement gagné des dockers, pénétré à la Bell Telephone. Il faudra renforcer la direction fédérale.

Gand est catastrophique. Minnaert ne suffit plus. Constaté la popularité de Minnebo. Il faudra désigner un nouvel S.P. Même situation qu'à Anvers et Gand dans le reste de la Flandres. Sauf quelques îlots. Il faudra réorganiser le Parti en Flandres. Nous avons des éléments dans les ministères. Il faudra libérer des copains pour renforcer l'organisation.

En ce qui concerne les remarques de Lalmand sur le Ravitaillement, il est certainement regrettable que ce soit notre secrétaire national qui occupe ce poste.

Il manque en Flandres d'une propagande appropriée. Il faut des journaux régionaux, non pas en période pré-électorale, mais en tous temps.

Il faudra populariser les résultats de certaines régions.

Il y a un point important que Lalmand n'a pas soulevé, c'est celui de la jeunesse.

Van Aerschot. - Nous devons réagir contre la tendance de certains camarades à abriter derrière la politique du Gt pour expliquer leur mauvais travail.

Le Parti manque de discipline. Les membres ne suivent plus les réunions.

Il faut développer le travail parmi les jeunes. Il faut faire savoir aux jeunes, ce que le Parti pense.
D'accord avec la proposition du Guide du Militant, et la simplification des directives.

L'école centrale n'a pas donné les effets espérés. Nos camarades de la base ne sont pas armés pour répondre aux attaques.

A signaler que nos candidats à Ypres, Menin et Courtrai bien que militants syndicalistes n'ont pas obtenu de résultats.

C'est dans l'organisation qu'il faut rechercher les causes des mauvais résultats.

Lahaut. - Un point retient toute mon attention, c'est le mouvement qui se prépare dans les usines à propos des prix et salaires. Ce n'est pas assez popularisé. Il faudrait que dans les jours qui viennent on fasse en sorte que la population soit au courant.

Lahaut souligne l'importance de notre travail dans les syndicats et cite l'exemple donné par Frère d'un militant syndical ayant obtenu un très grand succès par son rayonnement sur la population.
Cadres. - La question est renvoyée à un prochain B.P. La conception actuelle des cadres est de sanctionner les cas, il n'est pas question de faire monter des cadres.

Camarades qui ont été dans les fédérations. - Il faut faire monter ces camarades qui peuvent nous aider. On a découvert des militants de base que les responsables de cadres des sections n'ont pas su faire monter. Il faut faire monter la base.

D'accord avec remarques de Lalmand sur situation à Liège.

Il faudra une réunion des S?P. Ou bien une réunion du CC.

Avaux. - Lalmand a raison de souligner que dans notre pays les ouvriers sont peu instruits. Il faut développer leur culture. Les cours donnés à l'école centrale étaient trop touffus et la matière présentée à dose trop massive, alors qu'elle devrait être présentée à petite dose. Ne pourrions-nous envisager des cours par correspondance, quel'on pourrait faire payer. Nous pourrions ainsi atteindre les coins les plus reculés.

D'accord que dans les conseils communaux les hommes jouent un grand rôle. En ce qui concerne les organisations syndicales, nous manquons d'éléments sur lesquels nous pouvons compter. Nous manquons de cadres expérimentés capables de solutionner tous les problèmes qui se posent.

JGP. - Il faut y changer quelque chose. Au lieu de fournir des éléments aux syndicats, ce sont les JGP qui viennent nous en demander. De même pour toutes les organisations annexes.

Il manque dans notre Parti d'un document de formation, tel les Cahiers du Communisme en France.

Administration du Parti. - En tant que membre du Comité Fédéral de Bruxelles j'ai pu voir les choses de près. Il y a redressement, mais insuffisant. Il faut un bon responsable d'administration.

Directives. - Il y a trop de directives. Je suis convaincu que beaucoup de camarades sont incapables de les lire. Ce qui est à condamner, c'est non seulement leur longueur, mais le fait qu'on substitue les directives au contact humain. C'est cela qui est de la bureaucratie et non pas le fait de passer 3 jours dans son bureau.

Situation politique. - Lalmand a souligné que nous n'étions pas parvenus à entamer le bloc PSC. Cela pose un problème politique.

Avaux explique alors que l'organisation de la sécurité sociale actuelle renforce les mutuelles de partis, alors qu'il aurait fallu créer un organisme de distribution. Il faudrait supprimer le pré-compte.

Taillard. - J'avais espéré de meilleurs résultats que ceux obtenus.

Signale que nous avons perdu beaucoup de possibilités du fait que nous n'avons pas lutté partout en commun.

Il y a eu de nombreuses négligences, notamment Dison qui a déposé sa liste trop tard. Malmédy de même.

Remarques de Lalmand sur organisation. - D'accord. Beaucoup de je m'en foutisme chez les membres de la base. Manque de discipline. D'accord avec remarques sur les cadres qui font la police du Parti alors qu'ils devraient rechercher des éléments. Cette question devra être discutée à fond.

Commente la note remise aux membres du B.P.

Lalmand signale que ce n'est pas le moment et que, sauf avis contraire des membres du BP en-deans les 48 heures, la note doit être considérée comme acceptée.

Terfve. - D'accord avec les remarques de Lalmand.

Travail d'A.P. - Trop grand décalage entre notre propagande pour les législatives et les communales. Nous ne devons pas laisser aux sections le soin d'éditer le matériel. Nous aurions du faire du matériel national que nous aurions vendu aux sections.

Affichemanifeste illisible. Affiche femmes, mieux vaut ne pas en parler.

Les listes de candidats ont été constituées trop tard et les questions de personnes que Lalmand a soulignées n'ont pas assez retenu l'attention. Nous avons eu beaucoup de mauvaises listes de candidats.

On a parlé du rôle qu'ont joué les "instructeurs bénévoles" mais je vous signale qu'en ce moment, il se passe dans les sections toute une série de tractations qu'il faudrait surveiller de près. Exemple de Wasmes où les copains voulaient s'allier avec un PSC en le baptisant de Démon-Christien. J'ai envoyé ~~xxx~~ ma femme sur place en lui donnant des directives. Je pense que c'est une bonne méthode.

Nous risquons ce soir de faire une bonne résolution sur cette question, mais de constater que des accords sont déjà passés. Comme au lendemain des législatives, nous constatons nos faiblesses mais il serait grand temps d'y porter remède.

S'il y a une question Cadres, il y a essentiellement une question d'organisation. Il ne faut pas de division des secteurs. Les gens qui viennent de la direction du Parti doivent répondre à tous les problèmes qui se posent. Il devrait y avoir tous les secteurs réunis dans un collectif d'organisation.

Les directives devraient être un simple aide-mémoire. Ce qu'il faut, c'est le contact humain. Les directives ne sont pas lues. Les Comités fédéraux forment un écran.

Taillard commet une erreur lorsqu'il dénonce la carence de la base. Il faut éduquer la base, et ne pas rejeter sur elle les responsabilités.

En ce qui concerne les jeunes et d'ailleurs toutes les organisations parallèles, on y perd son temps et ses militants. Ce demi camouflé écarte les gens.

Lalmand souligne alors l'exemple du MDP qui nous a coupé des paysans.

Terfve propose qu'à la suite du BP on rédige une résolution.

Borremans. - D'accord avec Lalmand sur tous les problèmes.

Signale qu'à Verviers il a pu constater l'impopularité de Reul et

Sironval. Brabant Wallon, il faudra remanier la direction. Partout où les copains ont su rendre des services, nous avons des résultats.

D'accord sur les problèmes d'organisation.

Problème de la direction du Parti.- Problème très grave. Nous ne pouvons continuer les cumuls. Se demande si certains dirigeants ne devront pas démissionner comme conseillers communaux.

Ne faudra-t-il pas décharger certains ministres?

Craint que le B.P. soit trop coupé des masses. Il manque de contact avec la base. C'est dangereux pour la définition de la ligne.

D'accord avec les conclusions politique de Lalmand. L'argument que le Gt actuel doit s'en aller prend dans les masses ouvrières. Nous devrions pouvoir donner une perspective aux travailleurs, ne pourrions-nous pas parler d'une entente avec les démocrates chrétiens qui remplaceraient les libéraux réactionnaires?

Glineur.- D'accord avec Lalmand.-

Insiste sur les enseignements à tirer quant à l'organisation du P. Impossible d'envisager aujourd'hui tous les problèmes d'organisation. D'accord avec les critiques de Lalmand, mais il faudrait des propositions concrètes. Un prochain BP devra prendre les solutions qui s'imposent.

D'accord que nous n'avons pas le Parti en main. D'accord que nous avons beaucoup à dire des Cadres, mais nous sommes tous responsables. Le travail des cadres se fait sous la direction du BP et du Sec. Au départ, nous avons commis l'erreur de ne pas séparer la CCC des Cadres. En ne faisant pas cette séparation, nous avons mêlé la..... avec le jambon.

Je ferai des propositions concrètes.

Les nouveaux élus vont incontestablement jouer un rôle pour le développement de notre parti.

Dispy.- D'accord avec rapport Lalmand.- Demande des propositions concrètes quant aux perspectives du Gt.

Propose de populariser les résultats des listes unitaires et d'entente démocratique dans tout le pays.

L'avance du parti sur le plan communal nous donne des perspectives. Dans les prochains jours des accords vont devoir se réaliser.

Propose le recensement des communes où il y a des possibilités d'accords. Les sections doivent recevoir des directives interdisant de faire des accords qui ne seraient pas ratifiés par le Centre. Il y a eu des luttes intestines (Ham sur Heure)

Les résultats de Flandres sont mauvais, notamment pour Malines et Louvain.

Signale l'importance de la personnalité des candidats, exemple d'Avaux qui est passé facilement dans une mauvaise section.

La menace fasciste se précise. Nous nous trouvons devant un dilemme certains éléments démocratiques du PSC collaborant à un Gt ou dissolution. La situation actuelle ne peut perdurer. Des manifestations auront lieu le 5 décembre, ce sera peut-être le point de départ d'un large mouvement de masses.

Questions d'organisation.- Le Parti a été confronté avec la réalité. Les faiblesses sont apparues clairement. Il faut un contact direct non seulement avec les fédés, mais avec les sections. Les parrains doivent jouer un rôle plus important. Il faudrait constituer un bureau d'organisation fonctionnant sous la direction du BP et qui compterait dans son sein toute une série de camarades de l'organisation, mais aussi des bénévoles. Ne croit pas qu'il y ait trop de directives.

Conclusions Lalmand.-

Nous avons ébauché une sérieuse auto-critique, parcequ'au lendemain des dernières élections des décisions ont été prises et non appliquées.

Organisations de masses.- C'est un des aspects positifs de notre discussion. Dans l'ensemble, notre politique de camouflage nécessite un examen. Il faudra revoir le fonctionnement de nos apicales, qui devraient prendre la place de nos organisations de masses. Nécessité de développer une activité "Parti" au lieu d'une activité camouflée, qui nous discrédite.

J'y rattache un problème plus large, celui des coopératives et mutuelles. Notre politique unitaire a été une politique de dupe dans ce domaine. Notre manque d'influence dépend-il de notre manque de travail ou bien sommes-nous dupes. Il faudrait examiner cela de près.

Manque de discipline.- Cause? Manque de travail, manque de contact direct avec le Parti.

Le premier chaînon est l'activité du groupe. Le groupe ne fonctionne pas parceque la direction ne donne pas au groupe de base l'élément d'intérêt. C'est la vie en commun dans le groupe de base qui est la meilleure école du Parti. C'est la fédération qui doit ~~apprendre~~ l'apprendre au groupe de base.

Education.- Meilleur élément : le groupe de base. D'accord avec des cours par correspondance. D'accord de consacrer une prochaine session de l'école à la formation des dirigeants de section: leur apprendre à lire la presse, le guide du militant, apprendre à discuter.

Guide du Militant.- Doit paraître très prochainement sous une forme plus populaire, avec des dessins éventuellement.

Rénovation.- Paraîtra dans un avenir rapproché.

Presse.- le DR est déjà meilleur. Reste le problème de la R.V. qui nous coûte 1/4 de million par mois. Devrions-nous la supprimer comme quotidien? Cette question devra être tranchée par le CC.

Imprimerie.- Je pense que nous pourrions dans un avenir rapproché lancer une campagne de récolte de fonds pour installer notre propre imprimerie.

Administration.- C'est un des aspects de l'organisation. La carence du Centre, nous empêche de mettre en cause les fédés. La faiblesse du Parti est due au manque de contact avec les fédés et sections. Il faudrait remanier la direction du Parti. Le collectif organisation doit être vaste. Il doit comprendre les cadres, l'organisation, les finances, l'A.P. La direction politique du Parti est assumée par le BP et le CC.

D'accord pour incorporer dans le collectif des permanents, des éléments du BP et des bénévoles qui se formeront ainsi.

Nécessité d'intensifier les contacts directs de tous les camarades de la direction avec la base.

Aspects de la lutte contre la réaction.- Nous devons examiner la possibilité de dénoncer les abus dans le domaine de l'école libre et de l'appareil de l'état.

D'accord avec Ayeux sur question des mutuelles.

Participation au Gt et réaction de certains flamands.- C'est le reflet de nos anciennes positions d'opposition. Il y a aujourd'hui une modification profonde dans le rapport des forces en présence. Nous devons prendre nos responsabilités. Le nier, c'est sous-estimer le Parti.

Plus que jamais il y a menace de voir le PSC entrer au Gt. Il n'y a pas de nous en soyons responsables. Notre départ déforçait la tendance Buset.

Dans la mesure où notre participation au Gouvernement continue, nous devons nous dire que notre gestion sera jugée avec un certain recul, puisqu'il n'y a plus de consultation populaire en perspective immédiatement.

On a parlé de collaboration avec les démocrates chrétiens ou bien de dissolution. Il y a deux autres perspectives :

PSB-PSC-PL ou bien continuer la combinaison actuelle.

Nous devons plus que jamais coller aux travailleurs. Il y a sur le plan syndical une certaine volonté d'action. Nous devons renforcer cette volonté et nous coller aux syndicats et à la tendance Buset.

Conclusions.-

Pourparlers pour la constitution des collèges.- Je propose que des camarades partent immédiatement prendre contact avec les différentes fédérations et localités où se pose le problème.

Se montrer :

- 1° pas trop exigeant,
- 2° pas trop conciliant (refuser de soutenir bénévolement)
- 3° pas d'alliance avec la réaction.

Résolution.- Ferfve rédigera une résolution déterminant notre position.

En ce qui concerne les camarades qui feront la liaison, ils doivent partir avec des directives précises et nous téléphoner ou télégraphier s'il y avait de trop grosses difficultés.

D'accord que l'on fasse l'exposé des pourparlers pour la constitution des conseils devant la population.

La participation aux conseils devra être soumise au Secrétariat.

En ce qui concerne la direction du Parti, il y a trop peu de propositions. Nous devons poser le problème devant le CC et convoquer immédiatement après le BP pour effectuer la réorganisation.

Il faudra examiner la démission de certains élus. Mais il faudra limiter pour ne pas apparaître comme ayant trompé les électeurs. CC dimanche prochain.

Je fais préparer en ce moment un rapport sur la situation économique du pays et les conclusions qui s'imposent. Ce rapport devrait être présenté à un CC ultérieur de façon à faire connaître notre position.

Décisions prises au Bureau Politique du 27/II

- 1° Réunion du CC le dimanche 30/II. Rapport Lalmand sur les élections communales. Le rapport d'aujourd'hui sera présenté au CC avec les suggestions qui sont faites. Le CC sera appelé à faire des propositions. A la suite du CC le BP se réunira pour application.
- 2° Guide du Militant devra reparaître. Herrensens.
- 3° La parution de Rénovation devra être accélérée. Terfve.
- 4° Cours pour Conseillers Communaux. Les directives de Taillard devront être appliquées, les membres du BP feront éventuellement des suggestions endéans les 48 heures. Taillard.
- 5° Constitution des collèges. - Des camarades partiront immédiatement dans les fédérations et les sections pour y régler les pourparlers avec les autres partis et éviter des erreurs.
- 6° Résolution. - Terfve.
- 7° Les propositions de participation aux collèges devront être soumises au Secrétariat.
- 8° Rapport sur situation du pays et rénovation sera présenté à un CC ultérieur. Lalmand.

Decembre 46

46.062

BP02_1946_12

46.062

1° Différend Marteau Borremans.-

Lalmand.- Un différend a surgi entre Marteau et Borremans, j'ai parlé à ces deux camarades, mais je pense que la question doit être examinée par le Bureau Politique.

Marteau.- Borremans m'a adressé une lettre dans laquelle il est question d'unification des subsides : seul le Ministre des Travaux Publics aurait le droit, en dernier ressort, d'accorder des subsides pour n'importe quelles constructions.

La Santé Publique doit être maître d'accorder des subsides, l'Instruction Publique également etc..... Il est normal qu'il y ait une certaine coordination entre les départements, mais il ne peut être question que tout soit centralisé dans les mains du Ministre des Travaux Publics qui, demain peut être un réactionnaire. De plus, il est indispensable que l'autonomie des départements soit respectée. Il est bien certain que c'est uniquement le Département de la Santé Publique qui peut juger s'il y a lieu de construire un hôpital, une plaine de jeux et non pas les Travaux Publics. D'accord qu'éventuellement les Travaux Publics interviennent pour les modalités d'application, mais c'est à la Santé Publique qu'il appartient de décider s'il y a lieu, oui ou non, d'accorder le subside.

Borremans.- Pour régler les travaux des provinces et des communes qui sont subsidiés par l'Etat, j'ai créé une Commission d'Urbanisme.

Lalmand.- Il n'est pas question de Commission d'Urbanisme, il est question de savoir si oui ou non il est admissible qu'un département s'octroie des droits d'une telle étendue.

Une discussion s'en suit au cours de laquelle Borremans défend son point de vue : il faut de l'ordre dans les travaux à effectuer dans une commune, seule la Commission d'Urbanisme peut trancher. Si on met en cause la proposition de centralisation que j'ai faite, c'est toute la question de l'Urbanisme qui se pose.

De la discussion, il résulte, après interventions de Van Aerschot, de Lahaut, de Dejacé et de Van Hoorick qu'il est inadmissible qu'un seul département détienne un tel monopole et que cela représente un terrible danger pour l'avenir.

En conclusion, l'arrêté devra être modifié.

2° Composition des Collèges Echevinaux.-

Intervention de Lalmand.- Nous connaissons tous la position que nous avons développée en ce qui concerne la constitution des collèges échevinaux. Mais il y a des faits nouveaux. Des accords ont été conclus entre le PSC et le PSB, entre le PL et le PSC.

Nulle part on n'a accepté de nous faire participer au Collège s'il y avait moyen de faire autrement.

Les socialistes dans un grand nombre de communes veulent constituer des collèges socialistes homogènes et administrer la commune en s'appuyant sur la minorité socialiste.

Comment réagir? Discuter avec les socialistes. Populariser très largement ces discussions.

Si les socialistes maintiennent leur position :

a) essayer de gagner le plus grand nombre possible de leurs conseillers par une formule unitaire.

b) examiner la possibilité de s'entendre avec les libéraux éventuellement avec le PSC pour déjouer la manoeuvre.

Pas d'autre moyen d'empêcher constitution d'un collège minoritaire. Cette position peut surprendre à première vue. Examinons de plus près.

2.

Quelle est notre position sur le plan gouvernemental?

La position nouvelle n'est pas conforme à notre ligne unitaire??

Mais la politique unitaire ne signifie pas faire le jeu des anti-unitaires en capitulant devant leurs manoeuvres.

Si ceux-ci prétendent administrer seuls, c'est parcequ'ils espèrent pouvoir tirer de la position unitaire de notre pays, la possibilité de se passer de nous.

Il faut leur faire comprendre que la politique unitaire n'implique pas que nous acceptions d'être roulés au nom de l'unité.

En utilisant contre les anti-unitaires les armes qu'ils nous obligent à employer, nous augmenterons le prestige du Parti aux yeux des électeurs communistes aussi bien que des électeurs socialistes.

Objection : Les socialistes riposteront en s'entendant eux-mêmes avec le PSC.

En agissant de la sorte, ils nous placeront dans une situation très favorable.

2e objection : Le même argument joue si nous nous entendons avec le PSC.

Non, car :

1° les socialistes se sont entendus avec le PSC avant nous. Ils l'ont fait dans des localités où il y avait moyen de constituer une majorité démocratique.

2° nous leur avons proposé notre collaboration. Les deux situations ne peuvent donc pas être comparées.

Propositions 1° Aller voir le Bureau du PSB

Leur communiquer que nous ne pouvons admettre leur attitude.

Que nous ne les soutiendrons pas dans ces conditions.

2° Etablir d'urgence la liste des communes où les socialistes adoptent l'attitude en question.

3° Y envoyer immédiatement un membre du Bureau Politique qui :

a) verra les socialistes,

b) se documentera avec précision sur les possibilités de s'entendre avec des éléments non socialistes (circonstances locales, attitude et popularité des éléments non socialistes).

4° L'envoyé spécial fera rapport au Secrétariat qui décidera de l'attitude à adopter.

5° S'il est décidé d'envisager la collaboration avec des non-socialistes le Secrétariat désignera le membre du CC chargé d'assister aux pourparlers.

6° Si les éléments pressentis acceptent, notre position doit immédiatement être rendue publique. (pas avant)

Il faudra alors convoquer assemblée générale, faire ratifier notre position.

Organiser de larges meetings.

Lahaut.-

Signale qu'à Seraing il y a eu pendant de nombreuses années un collège minoritaire et que nous avons été roulés dans la combine. Lorsque nous n'étions pas d'accord avec une proposition des socialistes, ceux-ci étaient sauvés par les autres partis.

Van Hoorick.- D'accord, cependant il y a un danger qu'on emploie cet argument pour la constitution d'un futur gouvernement.

Rappelle les paroles de Larock qui dit que les communistes sont prêts à accepter toutes les propositions des socialistes.

Herssens.- Il s'agit en l'occurrence d'un tournant en épingle à cheveux. La tactique préconisée par Lalmand ne peut pas être utilisée avec tous les éléments PSC. Il ne faut pas perdre de vue que le PSC existe toujours comme tel. Nous avons dit que nous étions prêts à nous entendre avec ceux qui se détacheraient du PSC, or, il n'en est pas encore question. Les divergences au sein du PSC sont-elles suffisantes?

Que dirons les électeurs lorsque nous entendrons avec le PSC sur le plan local? Il faudra que les conditions d'accord soient largement popularisées et précisées. Ainsi nous ne pourrions en aucun cas augmenter les subsides aux écoles libres.

Lalmand a raison de vouloir envoyer sur place un membre du BP car nous ne saurions être assez prudents. Ainsi, à Wasmes, il paraît que le seul PSC est le candidat des charbonnages. Dans ces conditions, il ne peut être question de nous entendre avec lui.

Lalmand a raison lorsqu'il dit que notre politique unitaire ne peut pas nous permettre d'être dupes. Nous devons lutter contre les anti-unitaires.

Glineur. - Le rapport de Lalmand est la suite logique de notre thèse. Nous avons toujours dit que nous étions prêts à collaborer avec des éléments se détachant du PSC comme tel. Jusqu'à présent ce;à ne s'est pas encore réalisé. Mais en tenant compte de la politique anti-unitaire du PSB sur le plan local nous devons réagir. Il y a une différence entre la situation nationale et locale. Nous devons naturellement être très prudents.

Nous avons vu Buset récemment et nous avons constaté qu'il n'y avait aucune discipline au sein du PSB. La fédération de Charleroi a voté une motion préconisant l'alliance avec les partis de gauche mais disant aussi que lorsqu'il y avait une minorité d'une voix, il fallait marcher seuls. En ce qui concerne Couillet, j'ai proposé que l'on applique les mêmes méthodes à Roux où la situation est inverse.

En ce qui concerne Wasmes, je crains aussi que le seul PSC soit le représentant des charbonnages. Il faudra vérifier.

En conclusion, renforçons notre politique unitaire, mais une politique unitaire ferme et constructive.

Dejace. - D'accord avec le rapport de Lalmand. Herrens a souligné avec raison l'importance du programme. Nous devons faire savoir à la population que nous avons mis tout en oeuvre pour aboutir avec les socialistes.

Terfve. - J'ai été frappé par les interventions de Herrens et Glineur qui disent que la position actuelle découle de nos positions antérieures. Lalmand a raison de dire que nous voulons bien être unitaires mais que nous ne voulons pas être roulés. Cependant nous devons être vigilants et voir quelles sont les conséquences que pourront avoir pareils accords. Il faudra veiller à ce qu'ils ne nous déservent pas par la suite. Il faudra éviter de tomber dans le margoulage.

Il s'agit d'une tactique de défense contre les anti-unitaires. J'insiste également sur la question de programme. Signale le danger d'une alliance à Wasmes. A Seraing, que donnerait une alliance avec le PSC?

Lalmand. - Considère que ne pas avoir l'écharpe à Seraing serait un coup terrible au prestige du Parti.

Marteaux. - Les faits auxquels nous assistons sont la préparation de la constitution d'un gouvernement PSC-PSB.

Lorsque Lalmand dit que nous pratiquons une politique d'auto-défense, il a raison. Nous ne pouvons apparaître comme des impuissants.

En ce qui concerne le redressement à la base, nous devons être des tacticiens très prudents. S'il existe une base démocratique au PSC c'est néanmoins un parti confessionnel.

La proposition de Lalmand nous évitera de nous couper des masses, ce qui faciliterait notre éjection du Gt. Mais il faudra être très prudents dans tous nos contacts.

Dispy. - J'avais proposé qu'à la première réunion de certains conseils communaux, nous opposions nos candidats à ceux du PSB mais c'était là une prise de position platonique. Je suis d'accord avec les propositions de Lalmand. Les électeurs ont voté pour que nous exercions le pouvoir et non pour que nous nous laissions évincer. Il ne faut pas les décevoir.

Réorganisation du Parti.- Dispy.

Je vous présente aujourd'hui le rapport qui sera présenté au prochain CC. du dimanche 22. Je propose que la réunion ne se tienne que le dimanche, car il n'y a pas eu possibilité de trouver de salle. L'organisation du Parti est l'instrument d'application des directives politiques du Parti, il faut donc que toutes les questions d'organisation soient soigneusement mises au point.

Nous proposons de modifier le Secrétariat, Glineur devenant bourgmestre de Roux en plus de ses tâches de sénateur, ne pourra plus consacrer à l'appareil central le temps voulu. Nous proposons de le remplacer par le camarade Terfve et d'adjoindre de plus le camarade Bertrand.

Lalmand serait déchargé de toute responsabilité directe, sauf celles du travail ministériel et les ABS.

Les tâches seraient réparties de la façon suivantes au Sec. :

Terfve serait responsable devant le Bureau Politique de toutes les questions d'Agit-Propo, c'est-à-dire :

Agit prop. à proprement parler, avec édition du Guide du Militant et la Radio : Van Hoorick.

Education, avec école, cours par correspondance, fédérations et éditions : Sam Heressens.

Rénovation : Michielsens.

Presse et Administration avec Relecom et Joye, Dubois.

Secteur Dispy :

Travail parlementaire : avec Dispy, Demany et Heressens pour la Chambre et Glineur Taillard et Sironval pour le Sénat.

Commissions Damin, en relation avec les groupes parlementaires.

Travail des Mandataires provinciaux et communaux avec Taillard et Glineur dont dépendraient les permanences et le bureau social (Verspecht et Ruys)

Amicales et Organisations parallèles :

MDP Moulin et Amicale des Paysans.

F.C.M. Bronchart et Classes Moyennes.

Union des Femmes, Grégoire et Femmes.

Fédération Pensionnés Glineur et Amicale des Pensionnés.

Associations PP et Sinistrés Andrée Terfve et Victimes de la Guerre.

Les autres organisations de masses dépendraient des camarades suivants

Intellectuels : Terfve avec Michielsens

Borremans : JGP avec Gillis - Jeunes.

E.I. " Gerlo.

Résistance Adam.

Marteaux : Sol avec Holender.

Van Aerschot : Berthe Berger Etrangers.

Aveux : Coopératives et Mutualités.

Lalmand ABS avec Bernand Jack.

L'organisation est un secteur particulièrement lourd et qui nécessite la présence d'un camarade non parlementaire. Nous proposons Bertrand, Camarade qui comprend et applique les directives.

Il serait à la tête d'un collectif comprenant : Simon

contacts avec les fédérations, travail aux entreprises, administration, Trésorerie Hutse, des représentants des mandataires, des Cadres de l'A.P. des Amicales, de la Presse et les agents de liaison avec les fédérations. En serait secrétaire la camarade Mertens.

Ce bureau collectif se réunirait toutes les semaines et chaque mois il entendrait une conférence par un membre du Bureau Politique.

L'Administration s'occuperait de la rentrée des finances, des RT, de l'administration des fédérations, de la maison avec surveillance du personnel, de la centralisation du service technique.

Van Loo

La question des cotisations devrait retenir tout particulièrement notre attention. En effet, nous constatons que nombre de nos membres ne sont plus en règle. Je propose, par conséquent que les cotisations soient à l'avenir perçues dans les sections par des percepteurs. Il n'y aurait plus de cotisations aux entreprises.

- [Une discussion s'élève, sur ce point. La cotisation à la section, dit Lalmand, c'est la suppression du travail aux entreprises qu'au contraire nous devrions développer.]

Suite à la discussion, il est décidé que le groupe resterait toujours la base de cotisation, mais qu'à titre tout à fait temporaire et afin de remettre sur pied les sections d'entreprises, les sections locales pourraient temporairement vérifier si tous les membres sont cotisés et éventuellement les cotiser, puis les passer à la fédération qui remettra sur pied les groupes d'entreprise défaillants.)-

En ce qui concerne les contacts avec les fédérations, ce sont les agents de liaison dépendant directement du collectif organisation qui ~~participeraient~~ établiront ces contacts. Cependant les parrains sont maintenus, mais avec un autre caractère. Ils iront dans les fédérations pour des circonstances importantes, tels que des congrès fédéraux.

En ce qui concerne les fédérations, je considère qu'il faudra en prévoir pour le mois de Janvier.

En ce qui concerne les cadres. Nous proposons comme responsable national des Cadres le camarade Van Aerschot, dépendant du Bureau Politique. Le camarade Thonet continuerait à assumer la présidence de la CCC dont Deschamps assumerait le Secrétariat en tant que juriste.

Serviraient d'agents de liaison :

Bertrand pour le Brabant Wallon et Liège,

Simon pour le Centre et Charleroi,

Van Loo pour Gand et Bruges.

Fernande pour O.A.

Marie Guisse pour Huy Waremme.

Marguerite Mertens pour Dinant et Namur.

Taillard pour Verviers.

Tytgat pour Arlon et Virton.

Leemans pour Ostende et Courtrai

Van Hoorick,

Andrée Terfve pour le Borinage.

Bonenfant pour Ath Tournai.

Fonteyne pour la Thudinie.

Minnebo pour Louvain et Malines.

Rus pour Anvers et Termonde.

Louise..... Matton.

Van Hoorick.- Considère que tout cela ne renforce nullement le Parti flamand, bien au contraire. En admettant que le Bureau Central d'organisation fonctionne parfaitement on se trouvera en Flandres devant un mur. Le mal réside dans les fédérations et dans les sections. Il faudrait avoir dans chaque fédération flamande un camarade sur qui pouvoir compter. Or, dans le rapport, on ne se préoccupe pas de ce problème. La situation à Anvers est très mauvaise, il y a des désaccords entre les copains. J'aurais voulu y voir envoyer Ruys comme secrétaire administratif. A Gand, le camarade Minnaert ne peut plus jouer un rôle d'envergure. A Malines, il faudra exclure Van Dooren. Je propose Minnebo pour le remplacer.

On m'a confié un travail écrasant. La radio prend beaucoup de temps. Je connais les questions d'A.P. en Flandres, mais pas en Wallonie. Quant à l'organisation flamande, je crains qu'elle soit tout-à-fait abandonnée.

Borremans.- Est d'accord sur le fond des propositions faites mais

crainc que les copains soient surchargés. Les organisations de masses devraient être suivies de très près. Les Jeunes sont dans un pénible état. Tout est à refaire. Aucun camarade n'est capable de l'autorité nécessaire. Depage ne fait rien. La Commission des Jeunes a été constituée sans me demander mon avis. Je le regrette. J'espère que cette commission travaillera sérieusement. En ce qui concerne Sol. crainc que les rapports entre Marteaux et Rosie ne soient pas excellents.

Demande à pouvoir démissionner comme conseiller communal à Tubize. Crainc que le Bureau d'Organisation soit une deuxième direction dans le Parti. Il n'y a pas de membre du BP dans ce bureau (on répond que Bertrand en tant que membre du Sec. et du CC assistera aux réunions du B.P.) Il signale qu'il ne faudrait pas que les "agents de liaison" se substituent aux fédérations.

Le problème de l'organisation en doit pas uniquement se revoir du sommet, mais également à la base. Ne faut-il pas revoir la composition de certaines fédérations dont l'étendue rend parfois le travail fort difficile, ne pourrait-on repenser à des sortes de rayons?

Herssens.- Il y a une série de bonnes choses. Je voudrais cependant revenir sur la question de stabilité dans les responsabilités.

Les changements sont néfastes.

Bureau d'Organisation.- Il est incontestable que les flamands ne sont pas avantagés et qu'il faudrait les renforcer.

Une question n'est pas soulevée. Celle des finances. Qui contrôle les finances. Nous ne sommes jamais avisés de rien dans ce domaine. Cesserait pourtant nécessaire. Il faudrait des rapports financiers. Il y a eu des propositions dans le domaine des Cadres. On scinde les cadres de la SCC Mais ne faudrait-il pas une liaison entre les cadres et l'organisation? Ainsi, je crains fort que les camarades sortis de l'Ecole Centrale n'ont pas été suffisamment suivis.

Guide du Militant.- Dispy a dit qu'il sortirait de l'Organisation. Je considère néanmoins qu'il faut qu'il y ait quelqu'un qui en soit

responsable.

Jeunes.- La Commission va-t-elle être une commission d'étude ~~XXXX~~ ou bien va-t-elle faire un travail de mobilisation?

Avaux.- Signale qu'il est surchargé de travail. L'organisation devrait être revue à l'échelon fédéral, et local. Cela devrait être réexaminé à un prochain BP. Souligne que les entreprises n'ont pas assez de contacts politiques et ne sont pas dirigées par des gens ayant la formation politique voulue, de même qu'une vue d'ensemble.

Conclusions Dispy.- Considère qu'il ne faudra examiner à cette réunion du CC que les questions d'ordre central. Les questions des échelons inférieurs seront examinées à une prochaine réunion. Ce serait une erreur de vouloir tout revoir en une fois.

La Commission d'Etudes des Jeunes est une commission d'études qui pourra présenter des conclusions sur l'orientation du travail.

Finances.- Elles fonctionnent normalement, mais il est certain qu'il serait utile que le BP voie des rapports.